Bimensuel numéro 87-88 du 30 octobre 1980
15 FF — 100 FB — 9 FS

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

Pologne : Le prolétariat polonais contre le pouvoir de la bureaucratie

Résolutions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale sur l'Iran, le Nicaragua et déclaration sur la Corée du Sud

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale.

SOMMAIRE

Numéro 87/88 du 30 octobre 1980

Page 3 BOLIVIE
Libérez nos camarades !
Page 4 ITALIE
FIAT, un premier point pour le patronat — A. DURET
Page 7 FRANCE
Après l'attentat de la rue Copernic — Christian PICQUET
Page 10 ALLEMAGNE FEDERALE
Après la défaite de Strauss : déclaration du *GIM*
Page 12 GRANDE-BRETAGNE
Les progrès de la gauche au Congrès du Parti travailliste — Brian GROGAN
Page 15 DOCUMENT SANTE
Mort à la classe ouvrière ! — Anna COOTE
Page 18 CHINE
Un nouveau pas en avant du Mouvement démocratique : l'Alliance nationale des revues parallèles
Page 19 POLOGNE
Récits de grèves en Pologne — Correspondant
Page 21 Le prolétariat polonais conteste le pouvoir de la bureaucratie : résolution du Secrétariat unifié de la IVe Internationale
Page 28 NICARAGUA
Une nouvelle avancée de la révolution au Nicaragua : résolution du Secrétariat unifié de la IVe Internationale
Page 33 COREE DU SUD
Il faut sauver de la mort Kim Dae Jung !
Libération de tous les prisonniers politiques sud-coréens : déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale
Page 37 IRAN
L'évolution de la révolution iranienne : résolution du Secrétariat unifié de la IVe Internationale
Page 45 IRAN-IRAK
La conduite de la guerre et la question des otages — Michel ROVERE
Page 48 IRAN
Liberté pour Nemat Jazayeri !

ABONNEMENTS

25 NUMEROS PAR AN

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Pays .....

POUR TOUS LES PAYS : 180 francs français
PAR AVION : Europe, 220 ff - Amérique, Afrique, Asie : 270 ff (ou 70 dollars US, 75 dollars canadiens)
Afrique du Nord, Moyen-Orient : 225 ff
PLI FERME : France, 300 ff — PLI FERME PAR AVION : nous écrire

VERSEMENT : Chèques postaux ou bancaires à l'ordre de :
PEC (Presse-Edition-Communications), adressés à :
PEC - 2, rue Richard Lenoir - 93100 - MONTREUIL (France)

VIREMENT a :
PEC - BNP - Agence Robespierre
153, rue de Paris - 93100 - MONTREUIL (France)
Compte numéro 230179/90

«INPRECOR» Edité par «Presse-Edition-Communications» - Administration : 2, rue Richard Lenoir MONTREUIL - Directeur de publication : Robert MARCH - Imprimé par ROTOGRAPHIE (Montreuil)
Commission paritaire N. 59117 — Gérant : Jacques GIRMA
ISSN — 03788342

Solidarité avec le peuple bolivien !

Liberté pour tous les prisonniers politiques !

Liberté pour nos camarades Felipe Caballero, Amado Vargas et José A. Perez !

Le début d'une résistance organisée à la dictature, l'isolement international de celle-ci, permettent qu'une campagne de solidarité du mouvement ouvrier international ait un impact important en Bolivie même. C'était une des conclusions que nous tirions de l'analyse de la situation bolivienne quelques semaines après le coup d'Etat*.

Les évolutions récentes de cette situation rendent plus urgent que jamais le développement de la solidarité avec les travailleurs et le peuple bolivien, et confirment les possibilités d'impact dans le pays.

Malgré la censure, le strict contrôle des communications entre les principales villes du pays et l'isolement dans lequel sont maintenues les zones minières, les informations recueillies par les organisations ouvrières boliviennes sont concordantes : la répression reste généralisée, systématique et extrêmement brutale ; malgré quelques libérations, le nombre des prisonniers s'accroît ainsi que celui des disparus ; tous les dirigeants politiques et syndicaux de la gauche encore en liberté sont activement recherchés.

Parce qu'ils n'ont pas réussi à écraser le mouvement ouvrier, parce que c'est au sein de celui-ci que s'organise la résistance, Garcia Meza et ses hommes intensifient les actions de leurs appareils répressifs déchaînés.

La base sociale de la dictature reste, par ailleurs, tout aussi étroite et son isolement international s'est encore accentué.

Les tentatives, notamment des militaires argentins, pour concrétiser un accord entre l'ex-dictateur Banzer, son parti l'Alliance démocratique nationale et l'équipe militaire au pouvoir ont toutes échoué. Le discrédit de cette dernière est tel — notamment après les révélations faites au Sénat nord-américain sur ses liens étroits avec le trafic de drogue et la mafia — que Banzer et ses partisans préfèrent pour l'instant continuer à se présenter comme une solution de rechange plutôt que d'apporter leur appui à un régime dont, pourtant, l'orientation politique est proche de la leur...

C'est là le meilleur indice de l'isolement politique de cette dictature. Un isolement catastrophique, alors que la dette extérieure bolivienne est en cours de renégociation, que de nouveaux prêts sont requis d'urgence pour eviter une situation de banqueroute. La dictature argentine elle-même commence à trouver l'attitude provocatrice de certains membres du gouvernement Garcia Meza plutôt gênante, et la note à payer pour maintenir à flot ce régime un peu trop élevée. C'est ainsi que le gouvernement de Buenos Aires a refusé ces dernières semaines d'octroyer un nouveau prêt d'un million de dollars à la Bolivie et que la renégociation du prix du gaz bolivien vendu à l'Argentine est à nouveau dans l'impasse.

La junte, isolée et économiquement aux abois, ne doit pas être discrètement renfouée par les experts du Fonds monétaire international (FMI) !

Elle ne doit pas être remplacée par une dictature plus... présentable à l'extérieur de la Bolivie et ayant les mêmes objectifs à l'intérieur ; elle doit être renversée ! Le résultat des élections générales du 29 juin dernier doit être respecté !

Siles Suazo, le candidat ayant recueilli une majorité des votes, et dont l'élection au Parlement était acquise, doit pouvoir gouverner, sans que cela signifie de notre part un quelconque appui à ses orientations politiques et à son gouvernement.

Les arrestations massives, les disparitions doivent cesser !

Liberté pour Juan Lechin, Simon Reyes et tous les militants ouvriers boliviens !

Liberté pour nos camarades Felipe Caballero, Amadeo Vargas et Jose A. Perez !

Dirigeants du *POR-Combate* (Parti ouvrier révolutionnaire-Combate), la section bolivienne de la IVe Internationale, dirigeants syndicaux — Felipe Caballero est secrétaire de la COB de Santa Cruz —, ils ont été arrêtés à La Paz le 16 octobre. Leur lieu de détention est inconnu. Leurs vies sont en danger, comme celle de milliers de prisonniers qui remplissent les prisons, les stades et les camps de concentration dans la forêt de l'Amazonie bolivienne.

Ils doivent être sauvés !

Solidarité avec le peuple bolivien, avec la résistance à la sinistre dictature de Garcia Meza !

Le vendredi 24 octobre 1980 □

---

* Voir : *Inprecor* numéro 85 du 14 octobre, pp. 24 à 31, l'article « *Bolivie, le peuple sous la botte : un tournant dans la situation latino-américaine ?* ».

Italie

Fiat, un premier point pour le patronat

A. DURET

C'est un coup très grave qui vient d'être porté par les directions bureaucratiques aux travailleurs de la *FIAT*. Rarement le terme de trahison n'a correspondu aussi parfaitement à la politique des réformistes. Lorsqu'Agnelli voulut licencier en masse, la mobilisation et la combativité de « ceux de la *FIAT* » atteignirent la puissance des plus forts moments de lutte de l'après 1969. La détermination fut telle, que l'isolement dans lequel voulaient les confiner les dirigeants syndicaux a été brisé. Les masses laborieuses italiennes les ont clairement soutenus. Le gouvernement Cossiga tomba. Finalement, lorsque la bureaucratie a voulu imposer l'accord honteux passé avec le patronat, le gros des principaux bastions ouvriers de la *FIAT* a dit « *NON !* ». Pourtant, les directions syndicales s'efforcent aujourd'hui de faire croire que les accords ont reçu le soutien d'une grande majorité de travailleurs pour mieux couvrir leur capitulation.

Le vendredi 10 octobre, environ 15 millions de salariés débrayent durant quatre heures afin d'appuyer les travailleurs de la *FIAT*. A Milan et Turin, d'amples manifestations se déroulent. A Rome, plusieurs dizaines de milliers de personnes descendent dans la rue.

Le samedi 11 octobre, à Turin, les étudiants proclament leur solidarité. Les Conseils de fabrique (CDF) de *Lingotto* et de *Lancia* se sont joints à l'appel de la manifestation étudiante, à laquelle participent toutes les forces politiques de la gauche. A cette occasion, les étudiants avancent aussi leurs revendications propres, centrées sur l'emploi et l'extension des services sociaux. Près de 20 000 d'entre eux se rendent à la porte numéro 5 de la *Mirafiori*, la principale entreprise du groupe, la preuve est faite que la convergence entre mouvement étudiant et mouvement ouvrier est possible dès que ce dernier manifeste sa volonté de mobilisation anticapitaliste.

Après la grève générale du 10, les directions bureaucratiques renoncent à organiser des actions dépasssant le cadre des entreprises. Elles auraient permis de consolider les liens avec de larges secteurs de la population de Turin et d'autres villes. Seuls les piquets de grève sont maintenus.

C'est dans ce contexte que la direction de la *FIAT* rassemble dans le *Teatro Nuovo* des employés et des cadres venus de toute l'Italie. Agnelli avait soigné ses supporters : indemnité de voyage et jour de travail payé.

La *FLM* s'est bien gardée de mobiliser les travailleurs face à cette contre-offensive de la direction, alors que la fraction des cadres et des employés effectivement décidée à faire le jeu de la *FIAT* est fort réduite. Contrairement à ce que la presse a écrit, la manifestation dans les rues de Turin, protégée par la police, ne réunit pas plus de 10 000 personnes. Aussitôt le meeting terminé, ce rassemblement de jaunes se volatilisa. Les pancartes soigneusement peintes dans les officines de la *FIAT* sont laissées pêle-mêle sur la place.

D'ACCORD POUR LES LICENCIEMENTS !

Dans la nuit du mardi, la direction syndicale, à la recherche d'un prétexte pour justifier sa retraite,

invoque la « mobilisation » des cadres et employés pour passer avec le patronat un accord qui revient en réalité à accepter des licenciements massifs.

Dans son premier point, l'accord indique que les lettres de licenciement, envoyées précédemment, sont annulées ; voilà la concession formelle faite par le patronat ! Le point deux, par contre, stipule que du 6 octobre 1980 au 31 décembre 1981, 23 000 travailleurs seront mis à la « *cassa integrazione* » renouvelable (chômage technique, avec 90 % du salaire).

Jusque là, le syndicat refusait une telle mesure et proposait que soit mise en place une rotation des travailleurs au chômage technique. Il voulait ainsi éviter la division entre les ouvriers ayant du travail et les autres. Dans ce cadre, il s'opposait à ce que ce soit le patronat qui établisse la liste des travailleurs mis au chômage technique, afin de protéger les cadres syndicaux et les militants. L'acceptation de l'accord actuel implique la renonciation à ces exigences.

Une série d'autres mesures complètent l'accord : incitation à la retraite anticipée et aux départs volontaires, blocage de l'embauche, mutations de travailleurs dans les établissements de la *FIAT* de toute la région piémontaise, cours de recyclage pour les travailleurs à la « *cassa integrazione* ». En date du 31 juin 1981, selon l'évolution de la production et des ventes du groupe *FIAT* et en tenant compte du nombre de départs volontaires et de pré-rétraites, la direction dit envisager la réintégration de travailleurs au chômage technique. Au cours de rencontres trimestrielles entre les patrons, l'Office du travail régional et les syndicats, sera examinée la situation du marché de l'emploi. La *FIAT* affirme qu'elle envisagera, au 31 juin 1983, la réintégration des travailleurs qui se trouveront encore au chômage technique.

Face à la résistance ouvrière, il était impossible de faire accepter aux directions syndicales des mesures directes et immédiates de licenciements. Néanmoins, l'accord doit permettre d'aboutir au même résultat, en créant préalablement les conditions d'une désorganisation et d'un affaiblissement de ces travailleurs qui, de plus, constituent depuis des années la pointe avancée de la lutte de classes en Italie.

CISL	Confédération italienne syndicale du travail (centrale catholique)
CGIL	Confédération générale italienne du travail (pendant italien de la CGT)
UIL	Union italienne du travail (direction PSI et PSDI)
FIM	Fédération italienne de la métallurgie (liée à la *CISL*)
FIOM	Fédération italienne des ouvriers de la métallurgie (liée à la *CGIL*)
UILM	(Union italienne des travailleurs de la métallurgie — liée à l'*UIL*)
FLM	Fédération des travailleurs de la métallurgie (syndicat unitaire)

LE *CONSIGLIONE* SE DRESSE CONTRE LA BUREAUCRATIE

Le mercredi 15 octobre, le « *consiglione* » — conseil central de la *FIAT* regroupant tous les délégués — se réunit. De nombreux travailleurs les ont rejoints. La bureaucratie syndicale met tout son poids dans la « bataille » et envoie ses principaux représentants : les trois dirigeants des confédérations syndicales — Lama de la *CGIL*, Carniti de la *CISL* et Benvenuto de l'*UIL* —, trois dirigeants de la *FLM* et trois de la *CGIL*, parmi lesquels Bruno Trentin. Les travailleurs manifestent immédiatement leur défiance en refusant d'octroyer à tous ces bonzes la parole à volonté, afin qu'ils ne puissent noyer le problème sous un flot de paroles. En présentant le résultat des négociations, les bureaucrates ne tentent même pas d'en défendre explicitement le contenu. Ils se contentent d'affirmer que le déclin de la participation aux piquets de grève et la manifestation des employés traduisent des rapports de forces défavorables leur dictant ce genre d'accord. En fait, après avoir « chevauché le tigre » dans un premier moment, la bureaucratie se rendit compte de la dynamique sociale et politique, au plan national , de l'affrontement en cours. Dès lors, elle va s'efforcer de désarmorcer le mouvement.Trentin s'efforce avec le talent qui le caractérise en ce domaine, d'élever un rideau de fumée et de justifier la capitulation au nom d'une savante stratégie. Un militant ouvrier, membre de la LCR, section italienne de la IVe Internationale, et délégué de la *Spastura*, s'appuyant sur l'expérience concrète de la lutte des dernières semaines, démonta les arguments trompeurs de Trentin. Les applaudissements prolongés de la salle traduisirent le refus massif des explications de l'appareil syndical.

Ce sentiment s'est déjà exprimé lorsque Rocco Papandrea, délégué de la *Mirafiori* et membre de la LCR, présente une sorte de contre-rapport aux introductions de Galli (de la *FLM* et du PCI) et de Mattina (de la *FLM*). La contestation des accords par les délégués, dont certains sont membres du PCI, est sans ambiguïté. Lorsque Carniti (de la *CISL*) conclut, il se fait conspuer.

Les secrétaires syndicaux quittent alors précipitamment la salle, sans demander de vote du *Consiglione*. Ils craignent que le refus des accords par cette instance ne conduise directement à leur rejet par les assemblées ouvrières d'entreprise.

Il s'agit d'une grossière manœuvre de la bureaucratie à laquelle les délégués ne se laisseront pas prendre. Pour y faire pièce, Rocco Papandrea présente une motion au *Consiglione*. Elle reprend les objectifs initiaux de la *FLM* et s'oppose donc à la mise au chômage technique (*cassa integrazione*) total et à l'établissement par les patrons d'une liste de licenciés. L'écho de cette motion est très grand. Mais des représentants de la gauche de la *FLM* prétextent alors que la réunion manquent de légitimité, vu la présence de nombreux ouvriers en plus des délégués. Dès lors, disent-ils, elle ne peut se prononcer valablement. Finalement, la motion est soumise à un vote indicatif. Elle est adoptée à une très large majorité. Dans la soirée, la section de la *FLM* de *Mirafiori* refuse de tirer un tract contenant cette motion et le résultat du vote. Elle veut cacher cette information capitale aux travailleurs de l'équipe du matin. L'appareil syndical freine des quatre fers. Cependant, de nombreaux militants s'efforcent de prendre directement en charge la distribution de la motion. Il est aussi significatif que l'*Unità* et le *Manifesto* aient fait silence sur cette bataille au sein du *Consiglione*. Seule la *Stampa*, le journal d'Agnelli à Turin, relate cet affrontement dans le conseil central.

LE VOTE DANS LES ASSEMBLEES OUVRIERES

Le jeudi 16 octobre, des assemblées se tiennent dans les principales entreprises du groupe *FIAT*. Consciente de l'enjeu, la bureaucratie ne lésine pas et envoie les dirigeants confédéraux défendre l'accord à la *Mirafiori*. Lama se rend aux ateliers de carrosserie, Benvenuto à ceux des presses et Carniti à ceux de la mécanique. Partout, la contestation est forte. Mais la direction a bien fait les choses. Ainsi, à l'assemblée de la mécanique, quelques minutes avant le vote, en bon ordre, les employés et les cadres font leur apparition. Ils se prononceront pour les accords.

Ceci explique largement que, à *Mirafiori*, les accords ont été approuvés à de faibles majorités durant la matinée. Après le vote, les controverses éclatent, des heurts se produisent entre ouvriers et employés. Lama doit s'échapper par les couloirs souvent utilisés par les patrons et leurs représentants depuis 1969. Carniti finira son exposé à l'infirmerie et Benvenuto aura besoin de l'aide d'une voiture de police pour prendre congé des travailleurs de la *FIAT*. Dans d'autres usines, comme la *Spastura*, l'accord est rejeté par 70 % des voix. A *Lancia* et à *Rivalta*, le CDF considèrent que l'accord n'est même pas digne d'être soumis au vote !

L'après-midi, à la *Mirafiori* et à la *Lingotto*, les assemblées ouvrières rejettent les accords. Elles avaient, au préalable, pris soin que les employés et les cadres de la *Mirafiori*, qui n'avaient pas participé à la lutte, ne puissent interférer dans les décisions. Pár contre, l'équipe de l'après-midi à la *Spastura* appouve à 51 % des voix. Dans le Sud, des majorités très limitées acceptent l'accord. Le syndicat s'efforce de les présenter comme écrasantes.

En fin d'après-midi, un cortège de travailleurs part des ateliers de mécanique de *Mirafiori* pour se diriger vers la carrosserie puis vers la *Lingotto*. La manifestation avance vers le centre de la ville. La police l'en empêche. Les travailleurs retournent vers la *Lingotto*. Après cette journée, la confusion et la désorientation sont grandes.

UNE CRISE DE DIRECTION

Les directions syndicales propagent avec insistance un thème sur les médias : la majorité des travailleurs ont accepté l'accord ! Elles établissent de subtils calculs sur l'importance numérique des équipes du matin par rapport à celles de l'après-midi. Lama ne se gène pas pour laisser entendre que ceux qui s'opposent aux propositions des syndicats ont quelques sympathies pour les terroristes !

Parmi ceux qui ont été à la tête de la lutte, existe le sentiment que la volonté réelle des travailleurs était de rejeter l'accord. La pression ouvrière est telle qu'au sein de la *FLM* cricule l'idée d'organiser un nouveau vote. La bureaucratie centrale, comprenant le risque que comporte une telle décision pour sa politique, s'empresse de mettre fin à ce genre de velléités. Les syndicats retirent toute l'infrastructure qu'ils avaient mise au service de la grève ; le PCI fait de même. Conscient qu'aucune force ne dispose des ressources suffisantes pour organiser et centraliser la résistance ouvrière, ils escomptent que le vide laissé par ce brusque retrait déconcertera les travailleurs et conduira à la fragmentation du mouvement.

La rupture entre l'appareil syndical et les délégués, les militants syndicalistes, les travailleurs combatifs est complète. La bureaucratie a cherché appui, de fait, sur les couches d'employés et de cadres organisés par la direction et sur les secteurs les plus retardés des travailleurs. De plus, de nombreux travailleurs, après avoir été exploités durant de longues années, se sont laissés attirer par la solution de la pré-retraite, par le départ volontaire avec indemnité ou par les faux espoirs que permet la mise à la « *cassa integrazione* » sur une longue période.

Cette cassure entre une très large couche de travailleurs avancés et l'appareil bureaucratique se traduit avec force dans les rangs mêmes du PCI. Nombreux sont les militants communistes qui refusent tout simplement de distribuer les tracts du PCI présentant favorablement les accords.

UNE DEFAITE

Le vendredi 17, dans certaines usines il y a encore des assemblées. Une grève éclate même à la *Spastura*. Mais l'obstacle décisif pour reprendre l'initiative reste la difficulté extrême de centraliser l'opposition. Les militants de la LCR, de nombreux délégués réclament une réunion du *Consiglione*, afin qu'il prenne directement en main la conduite de la lutte et des négociations, la preuve ayant été faite de la trahison brutale des directions. Une contradiction centrale apparaît dans cette phase de la lutte : d'un côté s'exprime un refus massif de la politique des appareils par l'essentiel des travailleurs qui forment la colonne vertébrale du syndicat des conseils de la *FIAT*, de l'autre côté, éclate l'inexistence d'une direction de rechange apte à cristalliser cette opposition, à lui offrir un débouché et à lui permettre de gagner à elle les rangs ouvriers. L'issue de ce combat des travailleurs de la *FIAT* n'est pas déterminée par leur manque de mobilisation et de combativité, mais par une crise de direction prolétarienne. L'absence d'une organisation assez forte, capable de structurer un courant sur le plan syndical, a permis à l'appareil national des syndicats et du PCI de peser de tout son poids. La capacité des militants de la LCR de battre en brèche ponctuellement les manœuvres des dirigeants syndicaux illustre les possibilités qui auraient existé pour une organisation quantitativement plus forte.

Quelle qu'ait pu être la résistance, l'impossibilité pour les travailleurs de trouver une autre voie scelle la victoire de l'appareil bureaucratique et leur défaite, et ceci pour trois raisons.

Tout d'abord, l'accord se résume en fait à l'acceptation de licenciements massifs dans un des bastions de la classe ouvrière italienne, ce que les rapports de forces entre classes établis depuis 1969 en Italie avaient empêché dans les branches industrielles décisives. Ensuite, la mise au chômage technique de 23 000 travailleurs destructure l'organisation syndicale des Conseils et place hors de l'usine toute une couche de jeunes travailleurs et travailleuses et de cadres ouvriers qui ont mis en échec durant les dernières années les offensives d'Agnelli. En outre, des mesures de représailles contre des militants, qui ne sont pas inscrits sur la liste des 23 000, commencent déjà ; le patron cherche à rétablir son autorité sans partage sur l'usine. Enfin, l'affrontement au sein même du syndicat, la cassure qui y est apparue porte un coup à la *FLM*, qui apparaissait comme un pôle de ralliement de la résistance ouvrière depuis quelques années. Ceci peut stimuler de nouveaux courants antisyndicaux parmi des franges de travailleurs.

La bourgeoisie et le patronat vont certainement pousser immédiatement l'avantage. Des mesures identiques se préparent dans la sidérurgie et la pétrochimie. Le nouveau gouvernement Forlani s'emprese de mettre à profit la situation provoquée par la couardise des directions bureaucratiques pour présenter un nouveau plan d'austérité, que la bourgeoisie espére, cette fois, appliqua effectivement.Tout cela indique que, comme dans d'autres pays européens, une deuxième phase de la politique d'austérité s'initie à l'ombre de la nouvelle récession. Gouvernement et patronat veulent tirer tout l'avantage possible du poids d'un chômage bien plus pesant qu'en 1974-1975. Ils visent à frapper les organisations syndicales et développent des stratégies précises pour affaiblir structurellement la classe ouvrière (redéploiement de la production, division entre un secteur stable de travailleurs et un secteur intérimaire, etc.). Cette nouvelle offensive du capital n'ira pas sans affrontements importants. Mais, de plus en plus directement, leurs résultats dépendront de l'existence concrète d'une solution et d'un instrument de rechange à la politique des réformistes, qui seront soumis eux-mêmes à une crise croissante. Les remous au sein du PCI en sont l'illustration.

20 octobre 1980 □

Après l'attentat de la rue Copernic

Christian PICQUET

LE 2 août, un attentat contre la gare de Bologne fait 84 morts. Le 26 septembre, une bombe explose à la Fête de la bière à Munich : 12 morts. Le 3 octobre, c'est une synagogue de la rue Copernic, à Paris, qui est visée : 4 morts. Bologne, Munich, Paris : trois attentats aux caractéristiques semblables. Chaque fois, le terrorisme est dirigé contre des concentrations de masse. Leurs auteurs se réclament ouvertement de l'hitlérisme : Noyaux armés révolutionnaires en Italie, Groupe Hoffmann en Allemagne, Faisceaux nationalistes européens en France. Si l'on ajoute à cela les meurtres perpétrés régulièrement en Espagne et qui sont l'œuvre de «Bataillons basques espagnols» ou de commandos ATE (Anti-terrorisme ETA), on ne peut pas ne pas être frappé par la similitude.

LES RESEAUX DU TERRORISME NOIR

Les réseaux européens du terrorisme noir, on en parle depuis longtemps. Lorsqu'à la chute du fascisme en 1974, on eut accès aux archives de la *PIDE*, police politique portugaise, on découvrit l'existence d'une véritable centrale de la subversion fasciste, *Aginter Press*. On retrouve ses traces en Europe dans des situations marquées par la montée du mouvement des masses ouvrières : l'Italie du mai rampant, l'Espagne post-franquiste, le Portugal révolutionnaire.

En novembre 1968, un document d'*Aginter Press* adressé à certains militants du groupe *Ordine nuovo* définit les axes de ce qui deviendra la stratégie de la tension en Italie : «*Nous pensons que la première partie de notre action politique doit être de favoriser l'installation du chaos dans toutes les structures du régime... A notre avis, la première action que nous devons déclencher, c'est la destruction des structures de l'Etat, sous couvert de l'action des communistes et des prochinois... Cela créera un sentiment d'antipathie envers ceux qui menacent la paix de chacun et de la nation. A partir de cet état de fait, nous devons entrer en action dans le cadre de la magistrature, de l'Eglise, afin d'agir sur l'opinion publique, d'indiquer une solution et de montrer la carence et l'incapacité de l'appareil légal constitué et donc de nous faire apparaître comme étant les seuls à pouvoir fournir une solution sociale, politique et économique adaptée au moment...*» En décembre 1969, l'explosion d'une bombe sur la Piazza Fontana à Milan faisait de nombreux morts et aboutissait à une gigantesque rafle dans les milieux d'extrême gauche, dont furent notamment victimes les anarchistes Pinelli et Valpreda.

Grâce à une autre citation d'*Aginter Press*, on peut faire le rapprochement avec la vague récente d'attentats. Voici comment était théorisée la terreur : «*Terrorisme : le terrorisme casse la résistance, obtient la soumission et provoque la rupture entre la population et le pouvoir... Terrorisme aveugle : briser la confiance du peuple en désorganisant les masses pour mieux les manipuler.*»

Les réseaux internationaux de l'extrême droite, quels que soient les noms qu'ils se donnent (Nouvel ordre européen, Union mondial des nationaux socialistes, Ligue mondiale anticommuniste, *Aginter Press*), même s'ils ne constituent pas une structure centralisée, existent bel et bien. A de nombreuses reprises, les chefs du terrorisme fasciste se sont réunis pour coordonner leurs actions. La presse italienne a récemment révélé qu'une réunion de ce type se serait tenue à Paris en août 1978 en présence de Stefano Della Chiaie (l'un des inspirateurs de la stratégie de la tension en Italie qui serait aussi le chef d'orchestre des attentats des *NAR*), d'Ernesto Milà, créateur en Espagne des Bataillons de la mort anti-ETA et de fascistes français, dont Marc Fredriksen, le chef des FNE. Le résultat de cette réunion aurait été l'élaboration d'un plan terroriste européen.

DES LIENS AVEC L'APPAREIL D'ETAT

Ces hommes sont d'autant plus dangereux qu'ils bénéficient d'une totale impunité. Dans les trois cas où les bombes ont fait un massacre, il est clairement apparu que les fascistes disposaient de complicités au sein des différents appareils d'Etat. L'enquête sur l'attentat de Bologne a mis de nouveau sur la sellette les services secrets et n'a abouti qu'à l'arrestation de comparses. Quoi d'étonnant à vrai dire? Déjà en 1969, les services secrets savaient à quoi s'en tenir sur les responsabilités des attentats et avaient délibérément orienté l'instruction vers une fantômatique «*piste rouge*». Le complot de la Rose des vents, en 1974, mit en lumière que les activistes d'extrême droite étaient manipulés de l'intérieur même des services secrets. Les dirigeants de la Démocratie chrétienne, Andreotti et Rumor notamment, couvrirent sciemment ces agissements, utilisant la stratégie de la tension pour renforcer l'appareil d'Etat italien. Toutes les recherches judiciaires ont été enterrées. Les fascistes continuent à tuer et à s'abriter derrière le parti néo-fasciste de masse, le *MSI* (Mouvement social italien).

En dernière analyse, des actes comme ceux de Bologne servent les desseins de la Démocratie chrétienne. Le crime du 2 août aurait pu servir à créer l'union nationale autour du pouvoir en place et à renforcer l'arsenal répressif de la bourgeoisie. C'est la carte que tenta de jouer Cossiga, alors président du Conseil. L'exaspération ouvrière — particulièrement forte en cette période d'austérité — qui s'exprima avec toute sa force lors des obsèques des victimes et la tactique «dure» adoptée à ce moment par le PCI firent capoter cette manœuvre.

Ce sont des liaisons d'un autre type que mit en évidence le crime de Munich. La responsabilité de l'extrême droite n'apparut que parce qu'un membre du groupe paramilitaire Hoffmann fut tué avec l'explosion de sa propre bombe. Pendant des années, les membres de ce groupe ont pu organiser au grand jour en Bavière des parades en uniforme et équipés d'armes lourdes. Cela grâce à la mansuétude de parti de Strauss (*CDU-CSU*) qui est précisément au pouvoir dans ce Land. A diverses demandes de dissolution, les chrétiens démocrates répondirent que la groupe Hoffmann «*n'était pas dangereux*». Ce n'est que bien plus tard que le gouvernement fédéral de Schmidt, trop occu-

pé auparavant à appliquer les *Berufverbote* à la gauche et à l'extrême gauche, interdit cette organisation.

Lorsqu'eut lieu le massacre de Munich, Strauss était en campagne électorale, appuyé par une large fraction du patronat ouest-allemand. Il chercha bien à exploiter ce crime pour prôner la nécessité d'un «*pouvoir fort*», mais la manœuvre échoua tant était évidente sa responsabilité dans la liberté d'action dont jouissait le groupe Hoffmann. La mort inopinée du poseur de bombe l'empêcha d'exploiter cette affaire comme il l'aurait fait si le crime était resté anonyme et qu'il avait pu être attribué à un groupe terroriste d'extrême gauche.

AU SERVICE DE GISCARD D'ESTAING

Depuis trois ans, les attentats fascistes se multiplient en France. On en a recensé 159 entre juin 1977 et septembre 1979. Leurs auteurs n'ont jamais été arrêtés. Pourtant, de l'assassinat du gardien de l'Amicale des Algériens en Europe, Laid Sebaï, à ceux de Pierre Goldman et Henri Curiel, ces actes ont fait de nombreux morts. En majorité des travailleurs immigrés. En six ans, 70 Algériens ont été victimes de crimes racistes. Lorsque les auteurs d'exactions racistes sont pris pratiquement en flagrant délit, ils ne se voient condamnés qu'à des peines de prison assorties du sursis. Ce fut le cas en mai-juin de cette année quand les jeunes maghrébins de Bondy, dans la banlieue nord-est de Paris, furent victimes pendant plusieurs semaines d'attaques de la part des groupes nazis.

Les groupuscules d'extrême droite ne comptent guère, en France, que quelques centaines de militants, toutes formations confondues. Les plus activistes (Fédération d'action nationale européenne, dissoute et devenue Faisceaux nationalistes européens — qui ont revendiqué l'attentat de la rue Copernic — et le Mouvement nationaliste révolutionnaire...) clament ouvertement leurs opinions hitlérophiles. D'autres — les plus importantes numériquement — cherchent à se donner un visage respectable. C'est le cas du Front national et du Parti des forces nouvelles. Mais entre tous ces groupes existent des liens étroits. Les preuves en ont été données à plusieurs reprises. L'impunité dont jouit l'action des groupes nazis a été confirmée par la possibilité qu'a eu la FANE de se reconstituer immédiatement après sa dissolution en septembre et de continuer à fonctionner sans être le moins du monde inquiétée.

L'histoire de septennat de Valéry Giscard d'Estaing est celle de la lente pénétration des fascistes au sein de l'appareil d'Etat. Le parti du président de la République a fait appel de nombreuses fois à leurs services. Ce furent des membres du PFN qui assurèrent la protection de Giscard lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 1974. Et, lors des élections municipales de 1977, dans une dizaine de villes de France, des fascistes figurèrent sur les listes de la majorité. Certains furent même élus. Dans l'entourage même de Giscard, certains hommes ont un long passé de militants d'extrême droite. C'est le cas d'au moins trois députés giscardiens : Alain Madelin et Gérard Longuet qui firent leurs classes dans les groupes fascistes des années soixante et Hubert Bassot, ancien OAS et mêlé à la disparition du trésorier de celle-ci, Raymond Gorel dit «Cimeterre». Et ces cas ne sont pas isolés. Plusieurs anciens fascistes se cachent dans divers cabinets d'hommes politiques de la droite giscardienne.

Cet état de fait vient de la tactique suivie après la victoire de Giscard en 1974. Il fallait, en effet, aux giscardiens pour mettre en place leur projet politique, pourvoir au remplacement des membres de l'appareil gaulliste au sein des rouages de la Ve République. Ne disposant pas d'un appareil politique semblable à celui dont disposaient les gaullistes, il fit largement appel aux rescapés de l'OAS et des groupes fascistes des années soixante. Et il utilisait abondamment les membres des groupes d'extrême droite comme hommes de main pour remplacer le SAC (Service d'action civique — réseau parallèle lié aux gaullistes).

DES NAZIS DANS LA POLICE

Mais le pénétration ne se limite pas au personnel politique. Elle touche aussi l'appareil répressif. Dès avant l'attentat de la rue Copernic, deux syndicats de policiers, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) et le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC) avaient dénoncé le fait que 20% des effectifs de la FANE et des Faisceaux nationalistes européens étaient des policiers. Certains d'entre eux seraient même installés à des postes clés de la hiérarchie policière.

La complicité dont les fascistes bénéficient en haut lieu a été confirmée par une lettre d'un des magistrats instructeurs, le juge Joly, dont l'hebdomadaire *le Canard enchaîné* a révélé l'existence. Dans cette lettre, adressée au patron de la Brigade criminelle, le juge dénonce une enquête menée de telle façon qu'elle ne pouvait déboucher, le refus par la haute hiérarchie policière d'exécuter les demandes faites par la magistrature concernant une surveillance étroite des milieux d'extrême droite. De plus, les listes découvertes au siège des organisations fascistes ne furent pas transmises au juge d'instruction qui, par exemple, n'a appris le rôle d'un policier, nommé Durand (membre de la FANE et fonctionnaire des Renseignements généraux), que parce que la presse internationale lui fit un large écho après l'affaire de Bologne. Le ministre de l'Intérieur, Christian Bonnet, a longtemps refusé d'admettre ces faits. Mais il fut obligé devant le Sénat de reconnaître la vérité qu'il avait toujours niée : la police avait eu connaissance d'une liste de policiers dont les noms figuraient dans les fichiers des organisations d'extrême droite. Il est clair qu'il a menti et couvert l'inaction de ses services face aux fascistes.

Dans l'enquête sur l'attentat de la rue Copernic, une certaine presse française a fait grand cas d'une nouvelle piste qui aboutirait au Proche-Orient. En fait, qu'en est-il ? La police aurait identifié le propriétaire de la moto carbonisée retrouvée sur les lieux. Il serait de nationalité chypriote, aurait acheté la *Suzuki* avec des dollars. Sa trace aurait été retrouvée dans un hôtel parisien d'où il avait disparu le 22 septembre. C'est tout. L'insistance mise par certains journaux sur cette «piste chypriote» semble donc avoir pour but essentiel de détourner l'attention des responsabilités des groupes nazis dans la multiplication des attentats depuis deux ans et de l'impunité manifeste dont ils ont joui jusqu'à présent.

Il reste que la recrudescence des exactions et de la propagande raciste et antisémite est liée au créneau idéologique qui lui a été offert depuis quelques années. Celui-ci est le fait de la Nouvelle droite dont les tenants sont devenus un peu l'intelligentsia officielle du régime giscardien. Ses inspirateurs ont tous été membres du groupe fasciste des années soixante, Europe Action. Ils se présentent désormais comme des intellectuels de droite sans plus. Mais leurs théories reprennent à leur compte, sous une forme moins voyante et d'apparence moderniste, la vieille trilogie du fascisme : ordre, élite et race. L'un des projets avoués de cette Nouvelle droite est le noyautage des «centres de décisions». Et, de fait, on retrouve ces hommes dans nombre de cabinets ministériels. Ainsi, les groupes fascistes et nazis sont d'autant plus dangereux que certains professent jusque dans les allées du pouvoir de la sympathie pour leurs idées.

UNE STRATEGIE DE LA TENSION ?

La situation actuelle n'est pas assimilable à une montée du fascisme.

Malgré l'ampleur de la crise économique, il n'existe aucune fraction de la petite bourgeoisie ou du lumpen-prolétariat susceptible, à court terme, d'être polarisée par un parti fasciste. Il faut donc rechercher ailleurs les explications de cette situation. On l'a vu, les formations d'extrême droite sont utilisées par diverses fractions de la bourgeoisie. Dans certains cas, on est frappé par l'aspect complémentaire, sur certaines questions, entre la politique gouvernementale et l'action des fascistes. C'est le cas de la question de l'immigration. Le pouvoir a entrepris de bloquer l'immigration et de refouler certains travailleurs étrangers. Le secrétaire d'Etat aux Immigrés allait ainsi jusqu'à chevaucher un cheval de bataille traditionnel de l'extrême droite lorsqu'il déclarait le 14 octobre à Metz : «*Il n'est plus question d'accueillr un seul étranger en France. Quand on a 1,4 million de chômeurs sur le territoire national, on doit se montrer intransigeant.*» La propagande des fascistes ne dit-elle pas : «*Un million d'immigrés, c'est un million de chômeurs en trop*»? Et, pendant que cette politique était appliquée, des groupes nazis semaient la terreur à Bondy, une banlieue à forte concentration immigrée.

Des groupes plus durs se sont développés ces derniers temps. La possibilité de mener des actions violentes en toute impunité leur permet de se présenter comme les «durs» de l'extrême droite et de gonfler leurs effectifs. C'est ainsi que la FANE est passée en quelques mois d'une dizaine de membres à plusieurs dizaines. La presse a largement mis en avant ce groupuscule. Mais le danger principal réside dans la pénétration de membres de tous les groupes fascistes au sein l'appareil d'Etat, dans la bienveillance du régime à leur égard. Pointer les projecteurs sur cette formation, c'est aussi chercher à faire oublier une réalité qui met en cause toute l'équipe au pouvoir à quelques mois de l'élection présidentielle.

L'attentat contre la synagogue de la rue Copernic a mis en difficulté le régime en provoquant la colère au sein de la communauté juive de France. Alors qu'il gardait le silence lorsque les meurtres d'immigrés se multipliaient, le ministre de l'Intérieur déclara au soir du massacre se sentir «*un jeune israélite*». Dans le contexte pré-électoral actuel, l'attentat gêne le régime. Il s'agit de ce point de vue d'une «bavure». Encouragé par l'impunité dont ils jouissent, certains groupes ont pu vouloir aller au-delà du cadre que leur tolérait tacitement le pouvoir, et donc entrer en contradiction avec ses intérêts électoraux. Et ce dernier ne peut aujourd'hui frapper durement l'extrême droite, tant il est vrai que des investigations

Paris dans la rue le 7 octobre

un tant soit peu sérieuses pourraient ramener à la surface des ramifications gênantes pour lui. Cela explique l'apparente impuissance du gouvernement, ses atermoiements et son incapacité à répondre autrement que par des faux-fuyants et des mensonges à une situation qui risque finalement de lui faire perdre des centaines de milliers de voix dans la communauté juive en particulier.

LA RIPOSTE ET SES FAIBLESSES

Dès l'annonce de l'attentat du 3 octobre, de puissantes manifestations ont été organisées partout en France. A Paris, le 7 octobre, plus de deux cent mille personnes ont défilé pendant plusieurs heures. Mais elles n'ont pas permis que soit franchi un pas dans la mobilisation antiraciste des travailleurs. Elles auront peu de lendemain: une fois de plus les querelles entre le Parti communiste et le Parti socialiste, le refus des plus grandes centrales syndicales de s'asseoir à la même table ont limité l'impact de la réaction populaire. Alors que le régime se trouvait confronté aux dénonciations des organisations de policiers, que la majorité des organes de presse interrogeait le ministre de l'Intérieur sur la mansuétude de la police à l'égard des groupes fascistes, la division des rangs ouvriers a empêché que l'exaspération massive face à la complicité du gouvernement s'exprime avec toute sa force.

Au sein de la communauté juive, la colère fut portée à son comble. Le mot d'ordre «*Gouvernement passif, gouvernement complice!*» était repris massivement dans les manifestations. Une organisation sioniste, le Renouveau juif, canalisa d'ailleurs cette exaspération pour resserrer les rangs de la communauté autour de l'Etat d'Israël et tenter de faire pression sur la politique giscardienne au Moyen-Orient.

La LCR, pour sa part, joua un rôle actif dans la riposte. Le soir même de l'attentat de la rue Copernic, elle prit l'initiative d'une manifestation qui, partant de la synagogue, traversa Paris pour se disperser tard dans la nuit. Elle participa ensuite à toutes les initiatives antifascistes. En province, elle impulsa souvent la mobilisation. Ses mots d'ordre mettaient l'accent sur la nécessité d'une riposte large et unitaire face aux crimes racistes et de l'autodéfense antifasciste. Inlassablement, elle dénonça les responsabilités non seulement de la police et de son ministre mais aussi de toute l'équipe au pouvoir, appelant à une mobilisation unitaire et centrale pour chasser Giscard et son régime. Après les manifestations du 7 octobre, les militants de la LCR ont avancé l'objectif d'un pacte d'autodéfense entre toutes les organisations ouvrières, seule riposte efficace pour mettre hors d'état de nuire la vermine hitlérienne. Ils appellent à la mise sur pied d'une commission d'enquête de ces organisations en liaison avec toutes les formations démocratiques pour faire la lumière sur les responsabilités gouvernementales.

Au bout du compte, le crime de la rue Copernic aura fait éclater un scandale qui rejoint la longue liste de ceux qui, depuis de longues années, éclaboussent la Ve République et le régime giscardien. □

Après la défaite de Strauss

Déclaration du CC du *GIM*, section allemande de la IVe Internationale

MAINTENANT QUE STRAUSS EST HORS JEU,
AUCUN REPIT POUR LE GOUVERNEMENT LAMBSDORFF-SCHMIDT !
LUTTONS CONTRE LA POLITIQUE DES PATRONS !

1 Franz Josef Strauss n'est pas parvenu à devenir chancelier, et il s'agit là d'une victoire partielle. Pourtant les résultats de ces élections constituent une défaite pour tous ceux qui voulaient empêcher Strauss de passer. Le partenaire bourgeois de la coalition avec le SPD, le parti libéral *FDP*, est le véritable vainqueur de ces élections. Les représentants clairvoyants des intérêts des patrons au gouvernement que sont Lambsdorff et Genscher, ont vu leurs positions renforcées. Ils ont gagné plus d'un million de voix tandis que le SPD a dû se contenter de répéter son score de 1976. Schmidt voit donc son orientation pro-patronale confirmée.

Strauss a raison quand il revendique aujourd'hui d'avoir mené sa campagne sur le même terrain que Lambsdorff et Genscher : «*Barrer la route aux socialistes !*» et «*Contre l'Etat-Syndicat !*».

Strauss et son programme n'ont pas été battus, bien au contraire : les forces antisocialistes et antisyndicales sont aujourd'hui bien plus puissantes qu'avant la candidature de Strauss.

2 Le renforcement du camp des patrons est de la responsabilité de la direction du SPD. Celle-ci a laissé Strauss récupérer le combat des travailleurs polonais pour sa campagne électorale réactionnaire, alors que la démocratie socialiste pour laquelle se battent les Polonais inflige un démenti cinglant au mot d'ordre de Strauss «*Liberté ou Socialisme !*». Schmidt, Brandt et Bahr avaient appelé à ne pas manifester dans la rue contre Strauss. Ils se sont prononcés contre toute participation de militants socio-démocrates à des actions unitaires contre Strauss. Aux attaques du *CDU-CSU* contre les femmes, le service de presse *PPP* du SPD a ajouté ses propres attaques contre Alice Schwartzer et la revue *Emma*. Alors que les évêques et les pasteurs appelaient à voter pour Strauss, Schmidt défendait le maintien de la contribution de l'Etat au financement des Eglises par le biais de l'impôt.

Après l'attentat fasciste de Munich, le SPD a laissé toute latitude à Strauss de développer sa propagande en faveur d'un «Etat fort», au lieu de dénoncer Strauss comme l'inspirateur de la mobilisation de l'extrême droite et à la fois comme le principal bénéficiaire de la terreur nazie. La gauche du SPD n'a opposé aucune résistance sérieuse à cette orientation confusionniste et capitularde. Elle ne s'est pas associée à l'action publique de tous les opposants à Strauss.

Les directions syndicales social-démocrates se sont empressées d'empêcher toute mobilisation syndicale contre Strauss. Eugen Loderer président de l'*IG-Metall* a, pour faire plaisir au chancelier Schmidt, annulé la mobilisation en défense de la cogestion dans la métallurgie chez *Mannesmann*.

3 Le SPD a gâché une véritable opportunité de remporter la majorité absolue aux élections. Il y a six mois seulement, aux élections au *Landtag* (parlement du Land) de Nord-Rhénanie-Westphalie, le SPD a obtenu plus de voix que Strauss et le *FDP* réunis. Le FDP était retombé au-dessous de 5%. Depuis les choses ont bien changé. Le SPD n'a pas su mobiliser de nombreux jeunes et de nombreux travailleurs en sa faveur. Sur le Rhin et dans la Ruhr, contrairement aux résultats électoraux mentionnés plus haut, le SPD n'a pas su distendre les liens des travailleurs chrétiens avec le *CDU*. La baisse de la participation électorale s'est également faite aux dépens du SPD. Même dans ses bastions de la Ruhr (comme Mülheim, Gelsenkirchen et Recklinghausen) il s'en est plus mal tiré qu'en 1976.

Malgré tout cela, Schmidt, Brandt et Bahr se déclarent satisfaits des résultats électoraux. Ils sont débarrassés de leur crainte d'avoir à affronter une nouvelle crise économique sans pouvoir mettre en avant la feuille de vigne-alibi de la coalition avec le *FDP*. Schmidt a maintenant toute latitude pour poursuivre et même renforcer sa politique de crise selon les vœux des patrons. L'aile droite du SPD va pouvoir désormais écarter plus facilement les aspirations des travailleurs de l'électorat social-démocrate. Il va désormais être possible de se livrer à des révisions déchirantes, et avant tout et très prochainement dans la question du contrôle de la caisse de chômage, puis des coupes sombres qui interviendront ultérieurement dans les dépenses sociales du budget fédéral, comme dans la course aux armements.

4 Le *FDP* a pris de nombreux second votes au SPD. Le refus de la direction SPD de se battre pour une majorité absolue au *Bundestag* (parlement fédéral, les déclarations de Schmidt selon lesquelles il n'était pas question de renoncer à la coalition avec les libéraux, tout cela a apporté à Genscher et Lambsdorff beaucoup de voix qui auraient dû revenir au SPD. En même temps, le *FDP* a bénéficié du côté du *CDU-CSU* des voix de ceux qui ne voulaient pas voter Strauss ou qui considéraient sa défaite comme déjà acquise, en présentant la coalition Schmidt-Lambsdorff comme un «moindre

SPD Parti social-démocrate, dirigé par Schmidt (chancelier), Brandt (président de l'Internationale socialiste) et Wehner (chef du groupe parlementaire).

FDP Parti libéral, partenaire de la coalition gouvernementale avec les socialistes. Dirigé par Lambsdorff (ministre de l'Economie) et Genscher (ministre des Affaires étrangères).

CDU Parti démocrate chrétien, sa section bavaroise est la *CSU* (Parti chrétien démocrate), son candidat aux dernières élections a été Strauss.

DKP Parti communiste allemand, nouvelle dénomination du *KPD* au moment de sa légalisation. L'ancien sigle *KPD* est utilisé depuis par une organisation mao-stalinienne.

mal» face à l'éventualité d'un gouvernement socialiste homogène. Les votes pour le *FDP* sont des voix en faveur de la politique patronale. Ces votes constituent un appui au ministre de l'Economie Lambsdorff qui, devant le problème posé par un million de chômeurs, recommande un allongement de la durée légale du travail au lieu de sa diminution et qui aspire à faire reculer le mouvement syndical d'Allemagne fédéral au niveau du modèle japonais.

5 Le «tournant politique» réactionnaire que Strauss se proposait de conduire, a touché des centaines de milliers d'auditeurs au cours de la campagne électorale. Malgré les interventions ouvertement réactionnaires en faveur de la préparation à la guerre et d'une politique d'austérité, contre les syndicats, les étrangers et les femmes, le *CDU-CSU* reste le parti le plus important du pays. Strauss n'a été confronté à aucune résistance déterminée et son programme n'a pas été balayé, il demeure le programme patronal pour la récession qui commence et pour la crise de la société capitaliste. De nouvelles attaques, toutes imprégnées du programme de cette offensive politique, ont été encouragées par le résultat des élections que le gouvernement Schmidt-Lambsdorff puisse arracher un recul encore plus prononcé du mouvement syndical ; ou qu'un renversement d'alliance de Lambsdorff et compagnie n'amène avant 1984 un politicien du *CDU* à la chancellerie et ne prépare une offensive généralisée contre le mouvement ouvrier.

Au soir des élections, le «taureau bavarois» constate son impuissance

Les «verts», dont l'éventail politique va des socialistes écologistes jusqu'à des forces réactionnaires, n'ont présenté aucune alternative au programme de Strauss au cours de la campagne électorale.

Barrer la route à Strauss ne faisait pas partie, comme Petra Kelly l'affirmait au soir des élections, des «objectifs principaux» des «verts». Indépendamment des intentions de ceux qui ont voté en faveur des «verts», leur score électoral a abouti à une amélioration des résultats des partis des patrons. Une fois de plus, c'est avant tout la direction du SPD qui porte la responsabilité de ce fait, elle dont l'orientation politique n'a pas su empêcher le passage de nombreux électeurs, et avant tout des jeunes, en faveur des «verts».

Le PC pro-Moscou *DKP* a essayé de se présenter lui-même comme «l'alternative socialiste», au même moment où il atteignait des sommets de servilité en appuyant la répression bureaucratique en RDA, en Europe de l'Est et en Union soviétique, alors qu'il diffamait les travailleurs polonais qui auraient été manipulés de l'étranger et qu'il critiquait les cheminots en grève à Berlin-Ouest. Son effondrement électoral confirme le fait qu'une alternative socialiste ne peut être construite que sur la base d'un bilan des crimes commis par les régimes bureaucratiques.

7 Ce n'est pas seulement la direction du SPD mais aussi la gauche même de ce parti qui a failli à son devoir d'infliger une défaite à Strauss. Le sectarisme d'un côté et l'appréciation ultragauche erronée selon laquelle le résultat électoral n'aurait aucune signification pour les forces socialistes, d'autre part, ont affaibli la mobilisation contre Strauss.

Le résultat électoral démobilise les forces qui se situent sur le terrain de la lutte des classes et prétendaient résister à l'orientation de collaboration de classes et à la capitulation des directions syndicales comme à l'orientation politique de Schmidt. On mesure d'ici combien la vitoire électorale de Strauss aurait encore plus démoralisé le mouvement ouvrier !

Le GIM s'est prononcé pour barrer la route à Strauss par une action unitaire, pour voter SPD contre les partis des patrons, pour organiser la lutte pour une alternative socialiste à la politique de Schmidt et du SPD.

Une riposte de classe au programme patronal et le combat pour une alternative socialiste à la crise du capitalisme sont devenues encore plus nécesssaires après les élections au *Bundestag* de 1980. Au cours des prochains mois, les conséquences de la récession et de la position politique renforcée des patrons vont se faire sentir très concrètement pour le mouvement ouvrier.

Depuis que Franz Josef Strauss a annoncé sa candidature au poste de chancelier, la direction du SPD a systématiquement essayé de masquer la signification particulière de son programme en tant que déclaration de guerre du patronat contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Après ces résultats électoraux, il est plus nécessaire que jamais de militer dans les syndicats pour l'indépendance vis-à-vis du gouvernement Lambsdorff-Schmidt et pour une défense combative des intérêts des travailleurs. Contre le programme politique des patrons, les socialistes dans le SPD doivent jetter le masque : ou bien ils suivent l'exemple des travailleurs polonais dans la lutte pour des syndicats autonomes, ou bien ils continuent à se laisser lier les mains dans la coalition avec les patrons.

6 octobre 1980
Bureau politique du *GIM*, *Gruppe Internationale Marxisten*, section allemande de la IVe Internationale □

Les progrès de la gauche au Congrès du Parti travailliste

Brian GROGAN

LES décisions prises par le congrès du Parti travailliste, qui s'est tenu au début du mois d'octobre, ont marqué un changement dans la vie politique en Grande-Bretagne. Un net progrès de la gauche travailliste a été enregistré, ce qui a déchaîné la fureur de la droite de ce parti et de la presse *tory* (du Parti conservateur). Le quotidien de masse *Daily Mirror* titrait à la «une» : «*Déchaînement de fureur devant la victoire de Benn et de la gauche*».

C'est un peu exagéré. Cependant, les décisions prises concernant l'attribution des mandats aux députés sortants avant chaque élection ainsi que celle d'élargir le droit de vote pour l'élection du secrétaire général du Parti travailliste (1) ont effectivement ouvert la possibilité qu'un programme gauche adopté par le congrès soit appliqué par un futur gouvernement travailliste.

Tony Benn, le principal prétendant au poste de secrétaire général, a justement caractérisé ces victoires comme «*un début de contrôle du parti par les militants de base en opposition avec le contrôle des parlementaires travaillistes sur la base*».

LE PROGRAMME DE LA GAUCHE TRAVAILLISTE

Les décisions de caractère nettement gauche qui ont été prises sont les suivantes:

— organisation d'une campagne pour la semaine de 35 heures, sans réduction de salaire et contre les fermetures d'entreprises et les suppressions d'emplois;
— nationalisation d'importants secteurs de l'industrie britannique et renationalisation de toutes les entreprises d'Etat qui ont été privatisées par les *tories* (conservateurs);
— retrait total du Marché commun;
— abolition de la Chambre des Lords (chambre haute, non élue, du Parlement britannique);
— orientation vers le désarmement unilatéral en ce qui concerne le nucléaire et importantes restrictions sur le budget de la Défense.

Les changements adoptés dans les statuts ont modifié la signification de ce programme radical. La tentative de retirer des seules mains du secrétaire général du *Labour Party* (Parti travailliste) la rédaction du manifeste du parti a échoué. En ce qui concerne le mode d'élection du secrétaire général du parti, les dirigeants syndicalistes de la droite travailliste ont fait des manœuvres de procédure; pourtant la seule chose qu'ils ont pu obtenir, c'est la tenue d'un nouveau congrès en janvier prochain. Ce sera le troisième en l'espace de neuf mois. Le débat dans les syndicats, qui déjà avant ce congrès avait été très riche, prendra maintenant une ampleur sans précédent.

UN COUP DE FOUET POUR LES LUTTES DE CLASSES

Ces décisions seront comprises par les militants comme le signal de la riposte face aux deux fléaux que leur ont imposé les *tories*: le chômage massif et l'inflation galopante. Ils vont à présent compter sur le soutien de la gauche travailliste et avoir la perspective concrète d'imposer à un futur gouvernement travailliste la satisfaction de leurs revendications. Une riposte à grande échelle devient aujourd'hui réellement possible.

Au départ, la classe ouvrière était restée abasourdie sous le coup des attaques des *tories*. Elles se sont traduites par un chômage massif qui, pour la première fois depuis les années trente, a dépassé les deux millions de personnes, soit une augmentation de 20% en trois mois. D'importants secteurs de la classe ouvrière, comme les travailleurs de l'automobile et de l'acier, n'ont pas remis en cause les orientations syndicales erronées ni débordé les directions qui les proposaient. Ils ne sont pas parvenus à s'opposer efficacement aux restrictions budgétaires, aux suppresions d'emplois et au chômage partiel.

Ce sont des augmentations de salaire dont le pourcentage était inférieur à la moitié du taux d'inflation qui ont été accordées à la plupart des travailleurs. Mais il est clair aujourd'hui que l'arme du chômage n'a pas réussi à briser la combativité de la classe ouvrière. Une nouvelle volonté de résister se développe. C'est ce que le congrès du Parti travailliste a montré et, par les décisions prises, tend à renforcer.

Le congrès du *TUC* (*Trade Union Congress* — centrale syndicale unique) qui s'était réuni un mois plus tôt avait adopté un programme radical du même type. Mais, sur certaines questions importantes, la bureaucratie était parvenue à faire voter des positions contradictoires. Par exemple, le congrès avait pris position à la fois pour et contre la limitation des augmentations de salaires par un futur gouvernement travailliste. Cette attitude d'expectative a reflété l'incertitude de la bureaucratie syndicale par rapport aux effets plus ou moins explosifs qu'auront les 2 millions de chômeurs de Thatcher sur les organisations et la combativité de la classe ouvrière dans les entreprises.

Vu le contexte dans lequel le gouvernement précédent avait été renversé — actions syndicales de masse contre le programme d'austérité de Callaghan — nombreux seront les bureaucrates qui apporteront leur soutien à Callaghan même si la combativité des travailleurs reste intacte. Pourtant, la lutte sur la question de la démocratie au sein du Parti travailliste a été l'expression la plus claire du refus de 5 années d'austérité imposée par les travaillistes. Etant donné le manque de cohérence des directions syndicales, les erreurs incroyables de la droite travailliste (qui a menacé de scissionner le parti, a refusé de participer aux réunions de la direction du parti sous prétexte que la gauche y était majoritaire, etc.) et l'importante participation de la base au congrès du Parti travailliste — contrairement à ce qui s'est passé pour celui du *TUC* —, c'est sur cette question que s'est clairement exprimée la volonté des travailleurs.

(1) Jusqu'à présent le secrétaire général du Parti travailliste était élu par le *Parliamentary Labour Party*, c'est-à-dire par les députés travailistes.

Une série d'événements a montré que la classe ouvrière, avec une direction juste, est non seulement prête à lutter mais que, de plus, elle peut gagner. La victoire des dockers en est une première indication. Les travailleurs ont fait reculer les patrons qui prétendaient licencier 178 dockers, ce qui avait pour conséquence de menacer plusieurs milliers d'emplois. Ils remettaient ainsi en cause un accord signé en 1972 par lequel les patrons avaient «acheté» plusieurs milliers de licenciements en garantissant l'emploi au reste des travailleurs. Cet accord ne convient plus aux patrons aujourd'hui avec l'aggravation de la récession en Grande-Bretagne. Face à cette attaque brutale, une conférence nationale des délégués des dockers, réunie pour organiser la riposte, avait décidé une grève générale au niveau national. Les travailleurs de la *BOC* (*British Oxygen Company*), qui a pratiquement le monopole en Grande-Bretagne de la fourniture de gaz industriels, ont remporté une autre victoire qui, bien que n'étant pas aussi complète, a été très importante. Confrontés à la menace de licenciements à l'usine d'Hackney, près de Londres, les travailleurs ont lancé un appel à la grève nationale. Là encore, les patrons ont reculé.

Deux autres luttes pourraient accentuer cette tendance: d'une part, l'occupation de la deuxième usine de construction mécanique de Manchester, dans la région industrielle du nord-ouest de l'Angleterre, pour s'opposer à 590 licenciements. Cette lutte pourait devenir le point de mire et l'exemple pour toute une série d'entreprises confrontées à des licenciements et à des fermetures. D'autre part, le conflit des *laggers* (ouvriers chargés de l'isolation thermique) prend la même orientation. La grève qui dure depuis 14 mois dans la centrale thermique de l'île de Grain pour refuser des réductions de salaire, rencontre aujourd'hui des problèmes du fait de l'attitude de certains membres de l'*EEU* (*Engineering and Electricians Union* — Syndicat des travailleurs de la métallurgie et de la construction électrique) qui ont brisé la solidarité. Mais les *laggers* ont continué la lutte avec détermination par des actions de popularisation et en allant renforcer les piquets de grève des autres entreprises en lutte. Ces actions représentent un défi face à la nouvelle loi anti-syndicale, votée par les *tories*, qui interdit les piquets de grève. Les *laggers* ont maintenant décidé d'appeler à la grève nationale si aucune solution n'était apportée à leur conflit.

Ce nouvel état d'esprit de la classe ouvrière pose des problèmes de plus en plus graves aux *tories*. Ils ont délibérément aggravé les effets de la récession et les patrons ont apporté leur soutien politique complet à cette politique dont les effets commencent à se retourner contre eux. Ils pensaient que créer du jour au lendemain un chômage à grande échelle était un moyen radical pour briser les organisations de la classe ouvrière au moins au niveau de l'entreprise. Le deuxième volet de la stratégie *tory* n'a pas non plus été un succès. Ils voulaient faire un exemple avec les travailleurs de la sidérurgie. Selon eux, imposer une défaite à ce secteur, soigneusement choisi, devait être le meilleur moyen pour préparer de nouvelles attaques contre les secteurs les mieux organisés de la classe ouvrière, notamment les mineurs. Mais leur plan a échoué. Ce secteur, auparavant peu combatif, a tenu bon pendant 13 semaines et bien qu'il n'ait pas obtenu satisfaction sur l'ensemble de ses revendications, les salaires ont été augmentés de 16%. La proposition patronale initiale était de 2%.

A la suite de ce conflit, les *tories* ont dû modifier leur stratégie et tenter d'éviter toute confrontation majeure avec des secteurs clés. Donc, il se pourrait bien que la revendication des mineurs pour 30% d'augmentation de salaire soit en grande partie satisfaite. Cela a stimulé la mobilisation dans les mines et toute tentative de fermeture de puits pourrait déclencher la grève générale. Dans la région la plus menacée, au sud du Pays de Galles, les dirigeants des mineurs ont commencé à faire le tour des puits pour organiser la solidarité et préparer la grève. Il est évident que ces actions seront observées et considérées comme des tests exemplaires par les autres secteurs de la classe ouvrière.

C'est justement cette faiblesse sur le terrain que le gouvernement *tory* avait tenté de surmonter en utilisant l'arme du chômage. Et, dans la mesure où les effets commencent à à se retourner contre eux, on entend un peu partout des appels à un changement complet de politique. Cependant, leur stratégie actuelle est sans doute la seule possible dans le cadre des dispositions constitutionnelles en vigueur. En ce sens, Thatcher a encore moins de marge de manœuvre que le précédent gouvernement conservateur de Heath qui avait été renversé par la grève des mineurs en 1974.

Quoi qu'il en soit, les gens commencent à s'énerver. Un récent sondage d'opinion effectué par *NOP* (*National Opinion Poll*) a montré que 51% des personnes interrogées pensaient que le problème prioritaire était le chômage et non la «lutte contre l'inflation»; or, c'est précisément cette «lutte» qui sert au gouvernement pour justifier sa politique. Une majorité — 65% des personnes interrogées — pensaient que les *tories* «*s'y prenaient bien mal pour maîtriser le chômage*». Et les intentions de vote en faveur des travaillistes dépassaient de 11% celles en faveur des conservateurs; ce qui donnerait une confortable majorité de 150 sièges aux travaillistes s'il y avait des élections. Ces données ont été confirmées par un deuxième sondage puplié par *MARPLAN*. Une lutte d'ampleur suffirait à plonger les *tories* dans une crise insoluble et marquerait une avancée décisive pour les luttes de classes en Grande-Bretagne.

L'EMERGENCE D'UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE

L'importance de ce congrès du Parti travailliste réside aussi dans l'apparition d'une alternative de gauche à l'orientation proposée par Callaghan. Ce courant se cristallise autour de Tony Benn. Il a été membre du gouvernement Callaghan, dernier gouvernement travailliste, sous lequel

Les travailleurs occupent *Gardner*

le nombre des chômeurs avait atteint 1,5 million, qui avait imposé des restrictions budgétaires de 8 milliards de livres sterling (2) aux dépenses sociales. Cependant, après avoir dirigé la bataille pour la modification des statuts au congrès du Parti travailliste de 1979, il a progressivement pris ses distances par rapport au bilan et aux orientations du dernier gouvernement travailliste.

Dans les débats préparatoires au congrès de cette année, Benn a mené une campagne publique pour les modifications qui ont été adoptées, ainsi que pour l'*AES* (*Alternative Economic Strategy* — Stratégie économique alternative). C'est l'essentiel de ce programme qui a été adopté cette année par les congrès du Parti travailliste et du *TUC*. C'est encore Benn qui a avancé les propositions sur le *NEC* (*National Executive Comittee* — Comité exécutif national) qui ont été résumées au début de cet article. De plus, il a noué des liens avec les syndicats. Un de ses plus chaleureux partisans, Arthur Scargill, est dirigeant des mineurs du Yorkshire, récemment élu au *TUC General Council* (Conseil général du *TUC*) et il est pratiquement certain qu'il sera le prochain secrétaire général du *NUM* (*National Union of Mineworkers* — Syndicat national des travailleurs de la mine). Scargill a accompagné Benn dans plusieurs meetings importants.

Benn vient de passer cette année à faire des réunions avec les comités syndicaux régionaux, les comités interprofessionnels et les responsables syndicaux à différents niveaux. Il a participé à des rassemblements aux côtés du candidat de la gauche travailliste pour l'élection du président de l'*AUEW* (*Amalgamated Union of Engineering Workers* — Syndicat unifié des travailleurs de la métallurgie) qui compte 1,2 million de membres. Benn est le candidat incontesté des comités locaux du Parti travailliste où la gauche est hégémonique (3). Il a apporté son soutien à la lutte pour le droit des femmes à l'avortement libre et a joué un rôle de premier plan dans la campagne à la suite de laquelle une législation restrictive sur l'avortement a été repoussée au Parlement au début de cette année. Enfin, Benn s'est prononcé pour le droit du peuple irlandais à l'autodétermination et pour «*une politique de retrait*» des troupes britanniques d'Irlande du Nord.

Sa stratégie semble être de se rallier les militants engagés dans des luttes extra-parlementaires en liaison avec ses efforts pour obtenir le soutien des syndicats à sa candidature comme secrétaire général du Parti travailliste. Avec l'élargissement du droit de vote décidé par le dernier congrès de ce parti, cette candidature a aujourd'hui des possibilités d'aboutir. Pourtant c'est avant tout l'évolution de la lutte des classes qui déterminera l'orientation que Benn proposera à la gauche travailliste. Il n'est en aucune manière engagé dans des actions de masse et son seul souci est de renverser le gouvernement en utilisant exclusivement des méthodes parlementaires. Son unique perspective est l'application de son programme par le prochain gouvernement travailliste — tout en laissant les *tories* suivre leur évolution «naturelle». Or, la véritable logique de l'*AES* est la collaboration de classe et, dans ce contexte, il propose de résoudre le problème du chômage par le contrôle des importations. L'orientation fondamentale de ce programme pourrait se résumer ainsi : «*Sauver la Grande-Bretagne des méchants* tories». C'est évidemment le contraire d'une orientation vers la mobilisation indépendante de la classe ouvrière.

Pourtant, la lutte aux côtés des partisans de Benn est, dans le contexte actuel, l'orientation que doivent adopter les militants socialistes, car l'application des décisions du congrès du Parti travailliste représente le meilleur moyen pour faire éclater les contradictions de la stratégie de Benn. La décision sur le désarmement unilatéral en ce qui concerne le nucléaire a été prise dans le contexte d'une campagne de masse contre l'installation de missiles *Cruise* en Grande-Bretagne. Une manifestation et un rassemblement ont eu lieu devant le congrès pendant les délibérations du *NEC*. Cette question a divisé les syndicats de l'industrie et a permis à la gauche travailliste de se démarquer. Un appel à une manifestation a été lancé pour le 26 octobre. Elle devrait regrouper plusieurs milliers de manifestants.

Des actions de masse s'organisent contre le chômage. Plusieurs milliers de syndicalistes ont manifesté devant le congrès du Parti conservateur, le 10 octobre, autour du mot d'ordre de «droit au travail». Les travailleurs du bâtiment affiliés au *TGWU* (*Transport and General Workers' Union* — Syndicat des travailleurs des transports et assimilés), qui compte 2 millions de membres, a simultanément appelé à une heure de grève sur les chantiers. Le Parti travailliste organise une manifestation nationale dans la principale ville industrielle du nord de l'Angleterre, Liverpool, pour le 27 novembre. On y attend des dizaines de milliers de manifestants. Cette mobilisation se fera parallèlement avec une série de conférences régionales, organisées par le *TUC*, sur le thème du chômage. C'est dans ce contexte qu'a commencé l'occupation de *Gardner* (4). La décision du Parti travailliste et du *TUC* de mener campagne pour la semaine de 35 heures sans réduction de salaire se traduira sans doute par des actions de masse.

Des mobilisations contre les restrictions budgétaires qui touchent les services sociaux se développent. Une conférence nationale a été convoquée pour le 1er novembre par le Conseil de Lambeth, un quartier de Londres, où les travaillistes sont majoritaires; elle réunira sans doute des milliers de délégués du Parti travailliste et du mouvement syndical. L'appel à cette conférence propose l'organisation de la résistance face aux attaques des *tories*, y compris par des actions au niveau des entreprises. C'est un appel à des actions illégales. Le principal dirigeant de ce mouvement est Ted Knight, secrétaire du Conseil de Lambeth. Il avait été ovationné par le congrès du Parti travailliste quand il avait présenté cet appel. Les délégués avaient voté une motion de soutien à la conférence de Lambeth malgré les tentatives du bureau du congrès pour renvoyer ce vote à plus tard. Ce fait a confirmé que, quand les délégués avaient la possibilité de soutenir des actions de masse, ils faisaient preuve de leur détermination et de leur combativité.

Enfin, le soutien aux revendications des femmes se renforce dans les syndicats et dans le Parti travailliste. Après la décision prise, pour la première fois dans l'histoire du *TUC*, de lutter contre toute tentative de restreindre le droit à l'avortement, le *TUC* a maintenant décidé d'organiser une conférence en novembre pour discuter des actions à entreprendre.

C'est donc dans ce contexte de mobilisations conjointes du Parti travailliste et du mouvement syndical que Benn a entrepris sa campagne. Cette situation ouvre d'immenses possibilités pour les militants révolutionnaires qui se sont battus pour que soient impulsées des actions unitaires de ce type. C'est le meilleur moyen pour que s'organise la riposte face aux attaques des *tories* qui vont s'intensifier dans la période à venir, et éviter les reculs qui finiraient par entamer la combativité de la classe ouvrière.

Le 10 octobre 1980 □

---

(2) Une livre sterling est environ égale à 10 francs français.

(3) Les comités locaux du Parti travaillistes sont constitués sur la base de l'adhésion individuelle. La plupart des syndicats britanniques sont affiliés au Parti travailliste; il s'agit alors d'adhésion collective.

(4) *Gardner* est la deuxième entreprise britannique de la métallurgie. Elle emploie 2400 travailleurs et fabrique des moteurs diesel. C'est pour s'opposer à 590 licenciements que les travailleurs ont occupés l'usine.

Mort à la classe ouvrière !

Nous reproduisons ici un article paru dans *New Stateman* du 12 septembre 1980 qui résume les principaux éléments d'un rapport officiel sur l'inégalité face à la maladie et à la mort, effectué en Grande-Bretagne.

Comme nous l'avions montré dans l'article, *Quelques éléments sur la santé des travailleurs dans les pays impérialistes*, paru dans *Inprecor* numéro 67/68 du 17 janvier 1980, le Capital impose aux travailleurs une usure supérieure à celle qui, pour un état donné de développement des forces productives, résulte de l'âge et d'autres causes naturelles de vieillissement et de détérioration de la santé.

Anna COOTE

EN Grande-Bretagne, les services de la santé publique ne fonctionnent pas — en particulier pour la classe ouvrière. On a d'autant moins de chance d'être en bonne santé que l'on se trouve au bas de l'échelle sociale et les chances de mourir rapidement en sont d'autant plus grandes. Les enfants appartenant à ces couches courent également plus de risques d'être blessés, de tomber malades et de mourir jeunes. On ne sera donc pas tellement surpris d'apprendre que l'on se soit empressé d'étouffer le rapport officiel du ministère de la Santé et de la Sécurité sociale qui met en évidence ces faits embarrassants. Mais les *Inégalités dans la santé* (titre du rapport) vont encore plus loin que cela.

Selon celui-ci, les mauvaises conditions de santé que connaissent les couches les plus pauvres de la société ne résultent pas seulement des insuffisances des services nationaux de santé, mais des inégalités criantes de revenus, d'éducation, de nutrition, de conditions de logement et de travail ainsi que des inégalités culturelles. Et, qui plus est, le fossé s'est régulièrement creusé entre les niveaux de santé des classes plus élevées et des classes les plus basses depuis 1949.

Le groupe de travail qui a rédigé ce rapport — créé à l'initiative du prédécesseur de Patrick Jenkin (1), Davis Ennals, en 1977 — était présidé par sir Douglas Black, chef d'un service scientifique au ministère de la Santé et de la Sécurité sociale (DHSS) et président du Collège royal de chirurgie. Il était entouré du professeur J.N. Norris de l'Ecole d'hygiène et de médecine tropicale de Londres, du Dr Cyril Smith, secrétaire du Conseil de la recherche en sciences sociales, et de Peter Towsend, professeur de sociologie à l'Université d'Essex. On ne peut pas dire qu'il s'agisse là de dangereux radicaux et, pourtant, ils ont montré, en analysant un grand éventail de données, que la division des classes sociales en Grande-Bretagne aujourd'hui est, entre autres choses, plus profonde qu'il y a trente ans. Et ils en ont conclu que des mesures drastiques devaient être prises dans le domaine de la politique sociale pour instaurer une égalité devant la santé.

Prenant le taux de mortalité comme indicateur de santé, le rapport montre qu'au cours du dernier demi-siècle, les hommes des classes sociales IV et V (2) n'ont connu aucune amélioration de leur état de santé, même en termes absolus. Entre 1949 et 1972, le nombre de décès pour 100000 hommes de la classe ouvrière appartenant à la tranche d'âge 45-54 ans n'a diminué que d'un point, passant de 895 à 894 alors que, pour ceux âgés de 55-64 ans, le taux de mortalité augmentait de 2,339 à 2,409.

Les femmes connaissent un sort meilleur que les hommes. Leur niveau de santé a en effet connu une amélioration pour toutes les classes sociales et tous les âges. Mais la situation des femmes des classes supérieures s'est améliorée beaucoup plus rapidement que celle des femmes des couches inférieures; il en est de même en ce qui concerne la mortalité infantile et la santé des jeunes enfants. En 1972, le taux de mortalité des mères a pratiquement doublé entre la classe V et les classes I et II.

La durée et le degré de la maladie sont difficiles à évaluer, étant donné que les statistiques dépendent souvent des déclarations des personnes interrogées. Cependant, en 1972, les travailleurs manuels hommes, semi-qualifiés et non qualifiés, ont perdu pratiquement quatre fois plus de journées de travail que les hommes des couches de directeurs et de professions libérales. Et, en 1976, il y avait à peu près 2 fois et demie plus de femmes souffrant de maladies chroniques dans la classe V que dans la classe I.

Bien que les enfants de la classe ouvrière soient plus vulnérables et meurent plus souvent des suites de blessures et de maladies (voir le tableau I), leurs parents les emmènent moins souvent chez le médecin que ceux des classes moyennes. Il est certain que cela est plus lié à la qualité des soins, aux coûts financiers et autres, que les parents pensent avoir à payer, qu'à une négligence face à la maladie. Il est bien connu que les services sanitaires dans les quartiers ouvriers sont moins nombreux et de moins bonne qualité. Le rapport laisse entendre que les adultes de la classe ouvrière sont en général beaucoup plus malades que ceux de la classe moyenne lorsqu'ils vont voir un médecin. Les malades de la classe moyenne reçoivent en général des soins de meilleure qualité chez leur médecin généraliste, non seulement parce qu'ils résident dans des quartiers mieux pourvus d'équipements sanitaires, mais aussi parce qu'ils sont plus à même de définir quel type de soins ils désirent.

---

(1) Alors ministre de la Santé.

(2) L'attribution à une «classe sociale» particulière tient compte, pour des personnes ayant la même profession, du niveau de responsabilité et du statut hiérarchique (par exemple, un contremaître exerçant une profession de la classe sociale IV ou V sera classé dans la classe sociale III).

La classification par «classe sociale» se présente ainsi :

I Professions supérieures (médecins, juristes)
II Professions intermédiaires (directeurs commerciaux, instituteurs)
IIIN Travailleurs qualifiés non manuels (employés)
IIIM Travailleurs qualifiés manuels (maçons, mineurs, agriculteurs)
IV Travailleurs semi-qualifiés (conducteurs de bus, facteurs)
V Travailleurs non qualifiés (concierges, manœuvres)

Le groupe de travail a été particulièrement frappé par le fait que la classe ouvrière n'utilisait pratiquement pas les «services de médecine préventive». Chez les femmes mariées qui avaient pris rendez-vous pour un examen prénatal, 29,8 pour cent d'entre celles de la classe II l'ont fait après la 20e semaine de grossesse, alors que ce sont 35,3 pour cent des femmes de la classe IV et 40,5 pour cent de la classe V qui ont attendu ce délai. Les femmes de la classe ouvrière passent moins fréquemment des examens pour détecter un cancer du cerveau, bien que la mortalité due à celui-ci soit beaucoup plus élevée dans ces couches que dans les couches de travailleurs non manuels.

D'autres études citées dans le rapport montrent que la classe ouvrière fait moins souvent appel aux soins des dentistes et des pédicures et qu'elle reçoit des soins dentaires de moins bonne qualité. Et tout ceci, dit le rapport, est la résultante complexe du manque d'argent, de l'estimation des coûts financiers, des barrières psychologiques et peut-être d'un mode de vie qui empêche toute tentative sérieuse et consciente d'amélioration des conditions de vie.

L'appartenance à une classe sociale détermine également le type d'institution dans laquelle les personnes âgées vont terminer leurs jours. On peut donc dire que les couches moyennes évitent plus souvent les hôpitaux et vont dans des institutions de meilleure qualité.

TABLEAU I

MORTALITE INFANTILE

	Taux pour 1 000 enfants nés viables	
	1964	1975/1976
Nombre d'enfants morts avant la 4e semaine		
Classes I et II	9,2	7,9
III	11,8	9,3
IV et V	13,2	11,7
Enfants naturels	19,3	15,0
Nombre d'enfants morts entre le 1er et le 11e mois		
Classes I et II	3,5	3,0
III	5,4	4,0
IV et V	7,6	6,1
Enfants naturels	9,2	7,4

L'âge de la mère et le nombre d'enfants qu'elle a eu auparavant sont aussi deux facteurs connus pour influer sur la mortalité infantile. Cependant, ces deux facteurs étant constants, on retrouve les mêmes inégalités sociales.

Comparant l'expérience britannique avec celle des autres pays occidentaux industrialisés, le groupe de travail confirme qu'alors que les courbes de mortalité sont pratiquement les mêmes, la mortalité infantile est plus élevée en Grande-Bretagne qu'ailleurs. Il est évident que le taux de mortalité infantile est plus bas lorsque les revenus sont répartis d'une manière plus égale. En Angleterre, la répartition géographique des médecins est plus égale que dans les autres pays, mais apparemment cela n'est d'aucune utilité (le nombre des infirmières et des sages-femmes, ainsi que celui des lits d'hôpitaux, étant plus élevé que celui des chirurgiens). L'importance donnée aux soins prénataux préventifs et aux soins aux jeunes enfants est considérée aussi comme plus adéquate.

Le rapport a établi que les causes principales de l'inégalité devant la santé étaient la pauvreté et la difficulté pour les groupes à revenus bas

TABLEAU II

TAUX DE MORTALITE ET CLASSES SOCIALES

Les taux de mortalité des classes sociales III, IV et V en pourcentage par rapport au taux de mortalité des classes I et II

Classes sociales	Age	Hommes			Femmes		
		1949-1953	1959-1963	1970-1972	1949-1953	1959-1963	1970-1972
Classe III	25-34	119	123	125	134	125	121
Classes IV et V		145	177	196	166	151	162
Classe III	35-44	122	134	151	118	130	131
Classes IV et V		146	171	180	133	151	164
Classe III	45-54	114	130	132	112	124	128
Classes IV et V		126	155	161	120	141	151
Classe III	55-64	114	123	129	109	122	127
Classes IV et V		112	135	141	112	138	135

Le nombre des morts pour 100000 personnes de chaque groupe est en baisse, mais cette diminution est plus rapide pour les classes sociales I et II. Donc, là encore, on peut constater une accentuation des différences sociales.

de connaître et d'utiliser les équipements qui aident à se maintenir en bonne santé. Cette analyse n'a rien de surprenant — excepté qu'elle a été faite par un organisme aussi respectable et sur instructions d'un ministère.

Selon le rapport, les enfants de la classe ouvrière sont moins à même d'acquérir une bonne pratique du langage, et d'accéder au savoir et aux moyens de communication qui leur permettraient d'obtenir des emplois mieux rémunérés et de faire partie des groupes qui jouissent d'une meilleure santé, en raison de l'adéquation qui existe entre les normes de socialisation de la petite bourgeoisie et la structure du système d'éducation dominant. Les gens dont les revenus sont bas se nourrissent — et nourrissent leurs enfants — plus mal. Ils fument plus et font moins d'exercice. Ces habitudes ne sont pas seulement un produit de la culture de la classe ouvrière, mais révèlent une certaine absence de «sécurité matérielle et de possibilité d'améliorer leurs conditions».

Les éléments qui permettent d'améliorer la qualité des soins donnés par les parents ont tendance à être de nature matérielle — un revenu ménager suffisant, un logement sain, spacieux, non pollué et bien chauffé, de bonnes conditions d'hygiène, des moyens de communications rapides avec le monde extérieur, c'est-à-dire le téléphone ou une voiture, et une augmentation des effectifs des services de santé. Les accidents et la violence sont la principale cause de décès des enfants.

«Parmi les enfants piétons, par exemple, le risque de décès des suites d'un accident provoqué par un véhicule automobile est multiplié par 5 à 7 fois, si l'on passe de la classe I à la classe V. Pour les morts accidentelles provoquées par le feu, les chutes ou les noyades, le fossé entre les classes est encore plus grand. Ces différences démontrent que les accidents subis collectivement par une classe ne sont pas dus au hasard.»

Le rapport cite aussi l'étude sur Camberwel (3) de Brown et Harris, dont les conclusions sont que la plus grande fréquence des accidents dans les foyers ouvriers est très largement due *«à l'incidence des événements très pénibles vécus par les mères»*.

Le taux de mortalité élevé dans la classe ouvrière adulte est attribué aux risques de blessures accidentelles et d'affections de la vue, de l'ouïe et des voies respiratoires qui sont communément liées au travail manuel et *«qui, il faut le dire, ne sont en aucune manière compensés par des avantages financiers»*. Le rapport insiste sur le fait que le niveau élevé du tabagisme chez les hommes et les femmes de la classe ouvrière ne peut être considéré simplement comme une mauvaise habitude autodestructrice alors que l'industrie du tabac est très lucrative, reconnue par le Parlement, traitée comme une importante source de revenus fiscaux et que le tabagisme est autorisé dans les lieux publics, et même dans les locaux du Service national de la santé. D'ailleurs, l'habitude de fumer est liée à un sentiment de satisfaction et sécurité procuré par le tabac — et ce sentiment est souvent considéré comme une amélioration matérielle.

Le groupe de travail recommande une modification importante des moyens mis en œuvre — concernant les services sociaux, en particulier pour les mères, les jeunes enfants et les handicapés. Le groupe réclame du lait gratuit pour les enfants de familles nécessiteuses, un programme complet d'éducation sanitaire, des équipements plus nombreux pour l'activité physique dans les villes, l'élaboration d'une «charte nationale de la santé» et des mesures de lutte contre le tabagisme, y compris en suggérant aux compagnies fabriquant des cigarettes de mettre en œuvre, après consultation des syndicats, des plans pour la diversification de leurs produits sur une période de 10 ans. Le gouvernement devrait consacrer 30 millions de livres à un programme spécial de développement sanitaire et social dans des zones choisies — et un dixième d'entre elles devraient être prises parmi celles qui ont le plus fort taux de mortalité, dans les quartiers ouvriers et les concentrations industrielles.

Les propositions les plus radicales du rapport concernent le domaine de la politique sociale. Celui-ci recommande en effet que les allocations familiales soient augmentées de 5,5 pour cent du salaire moyen pour les ouvriers de l'industrie (soit 5,70 livres par semaine, en novembre 1979). Cela pourrait avoir une incidence non négligeable sur le débat en cours concernant le rôle du «salaire familial» dans les dépenses collectives. Il propose aussi que les allocations de naissance soient quadruplées, passant de 25 à 100 livres. Malheureusement, il ne fait aucune suggestion concernant les congés parentaux et leur extension aux pères — comme en Suède —, ce qui pourrait contribuer à éliminer certaines inégalités sanitaires et sexuelles. A la place, le groupe de travail demande que les femmes qui restent à la maison soient rémunérées «afin de renforcer le rôle de la mère», en introduisant une allocation de garde d'enfant, équivalente à l'allocation perçue pour la naissance d'un enfant, pour les mères d'enfants de moins de 5 ans. Les propositions concernant les enfants sont plus réalistes: le rapport réclame que les autorités compétentes soient légalement obligées d'assurer des soins quotidiens aux enfants de moins de 5 ans, avec un minimum d'implantations prévues au niveau central. Mais il ne fait aucune proposition concernant les obligations légales pour les enfants qui n'ont aucun besoin spécifique. Des repas gratuits devraient être fournis pour tous les enfants — et le rapport explique que le coût de ces mesures pourrait être compensé par l'établissement d'un impôt supplémentaire frappant les hommes mariés qui n'ont pas d'enfants ni de parents à charge. □

TABLEAU III

LES ACCIDENTS MORTELS DES ENFANTS

	Classes sociales					
	I	II	IIIN	IIIM	IV	V
Garçons	25,8	39,0	44,5	56,3	66,2	122,0
Filles	18,8	19,0	21,4	24,9	35,1	63,1

D'une façon générale, la mortalité infantile a baissé au cours des 20 dernières années et pour les tous les groupes d'âge, sauf celui de 10 à 14 ans dans les classes sociales IV et V où, au contraire, il y a eu une nette augmentation. Mais il existe toujours d'importantes différences entre les différentes classes sociales. Par exemple, les garçons sont deux fois plus susceptibles de mourir entre 5 et 9 ans s'ils appartiennent aux classes sociales IV et V que s'ils appartiennent aux classes I et II. Quant aux filles des classes IV et V, elles sont deux fois plus susceptibles de mourir entre 1 et 4 ans que celles des classes I et II.

(3) Camberwell est un quartier ouvrier situé au sud de Londres.

Un nouveau pas en avant du Mouvement démocratique

L'alliance nationale des revues parallèles

APRES la suppression du droit à l'affichage des *dazibao*, profitant du flou de la législation concernant les publications et de l'inscription dans la Constitution de la liberté de presse, le Mouvement démocratique chinois continue de s'organiser pour résister aux mesures de répression et d'intimidation. Une Alliance nationale des revues parallèles chinoises, regroupant les comités de rédaction de 21 publications « non-officielles », vient de se constituer.

L'initiative qui aboutit à la formation de cette Alliance revient à des revues cantonaises, et avant tout à *la Voie du peuple*. Il y a moins d'un an, le 10 janvier, *la Voie du peuple*, *l'Ecume* et *la Vie* lançaient un appel aux diverses revues non-officielles chinoises pour qu'elles unissent leurs efforts et constituent un front commun contre la répression.

Le 31 août, les comités de rédactions de 16 publications parallèles fondaient un Comité national de défense de Liu Qing, de *la Tribune du 5 avril* (voir *Inprecor*, numéro 84 du 11 septembre). Les 15 et 20 septembre, l'Alliance était fondée et le premier numéro de sa revue, intitulée *le Devoir* (ou *Responsabilité*) voyait le jour.

Les débuts de l'Alliance furent difficiles : He Qiu (1), rédacteur en chef de *la Voie du peuple* et trois autres représentants de revues parallèles (Zhang, Zhu et Zhong) avaient été arrêtés au domicile cantonnais du premier d'entre eux. Ils préparaient ensemble le lancement de l'Alliance et du *Devoir*. Grâce à des correspondants de presse étrangers, la nouvelle de ces arrestations étaient rapidement connue, suscitait des articles dans la presse internationale et provoquait beaucoup d'émotion à Hong Kong où He Qiu est fort connu.

Un Comité de défense de Liu Qing et He Qiu se constituait dans cette dernière ville, en liaison avec le Comité préparatoire pour un Comité de solidarité avec le Mouvement démocratique en Chine.

La publicité internationale faite à ces arrestations, les protestations qu'elles ont suscitées, la situation à Canton où la répression est moins sévère qu'à Pékin, la détermination manifestée par le Mouvement démocratique en Chine même, visiblement décidé à combattre pied à pied pour ses droits élémentaires d'expression, tout cela explique probablement que He Qiu, aujourd'hui rédacteur en chef du *Devoir* en même temps que de *la Voie du peuple*, ait été par deux fois relâché après avoir été par deux fois arrêté en septembre. Du matériel d'impression a été saisi par les autorités et une amende lui a été infligée ainsi que quelques jours de détention. Mais He Qiu est aujourd'hui libre et actif, à la différence de Wei Jingsheng, Ren Wanding, Fu Yuehua, Liu Qing et bien d'autres.

Les initiatives de solidarité avec le Mouvement démocratique chinois doivent continuer à s'étendre. Dans son adresse initiale, *le Devoir* déclare : « *Certains nous disent bruyamment : " Courbez la tête et écoutez-nous, nous créerons pour vous une vie de bonheur " (...). Notre réponse est " Non ! " Maintenant que le futur est nôtre, pourquoi ne pourrions-nous pas le déterminer nous-même, créer notre propre vie et pourquoi devrions-nous laisser d'autres nous lier les mains et manipuler nos cerveaux ?* » La revue relance le mot d'ordre de la brève période de libéralisation qui marqua le milieu des années cinquante : « *Que cent écoles rivalisent et cent fleurs s'épanouissent.* » Elle annonce que le Mouvement démocratique entre dans sa «*deuxième période de croissance*».

Le Mouvement démocratique chinois, qui a trouvé un second souffle après diverses mesures de répression, mérite le soutien de tous ceux qui luttent pour un socialisme authentique.

Les signataires, membres de la première Assemblée des représentants de la presse parallèle nationale :

He Qiu (*La Voix de peuple* de Canton), Fu Shenqi (*La Voix de la Démocratie* de Shanghai), Lu Di (*L'Ile des roses* et *Génération montante* de Shanghai), Liu Gouzhang (*La Quête* du Shandong), Wang Jinghu (Société littéraire *Anonyme* de Kaifeng), Zhang Jingsheng (*Le Républicain* de Changsha), Liu Liping (*L'Idéal - Informations* de Changsha), Peng Jingui (*Flocons de neige* de Changchun), Tong Nian (*Soucoupe volante* de Ningbo), Lu Jiango (*Brique de la démocratie* d'Anyang), Li Wanming (*Lumière des étoiles* d'Anyang), Zhu Jianbin (*Son de la cloche* de Wuhan), Sun Weibang (*Ecume de la mer* de Qingdao), Yang Zaixing (*Société des Lumières* de Guiyang), Zeng Shengzhai (*Mission* de Guiyang), Li Jiahua (*Société du Dégel* de Guiyang), Zheng Yulin (*Cris de guerre* de Wenzhou), Zhong Yueqiu (*La Voix du petit peuple* et *Rivière du Nord* de Shaoguan). □

(1) Compte tenu de la transcription officielle, nous écrivons désormais le nom du rédacteur en chef de *la Voie du peuple* avec l'orthographe suivante : He Qiu (et non Ho Qui comme dans les précédents numéros d'*Inprecor*).

Nous avons publié dans le numéro 86 du 14 octobre 1980 l'autobiographie de He Qui ainsi qu'un appel pour la libération de He, Zhong, Zhu et Zhang et pour celle de Lui Qing dans le numéro 84 du 11 septembre 1980. Les lecteurs pourront trouver une analyse d'ensemble sur le Mouvement démocratique en Chine dans le numéro 71 d'*Inprecor* du 6 mars 1980.

ERRATA

Deux erreurs de transcription ont été commises dans *la Déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale sur la Turquie*, publiée dans le numéro 86 du 14 octobre 1980 d'*Inprecor*, à la page 31:

— première colonne, lire «*Ce syndicat pro-étatique* Turkmis» au lieu de «*le parti pro-gouvernemental*».

— deuxieme colonne, lire «*La cause fondamentale de la crise chronique du pays*» au lieu de «*la cause fondamentale de la crise économique*».

Récits de grève en Pologne

La grève d'avertissement d'une heure lancée à l'initiative du syndicat *Solidarnosc*, le vendredi 3 octobre, a été un succès total. Partout les travailleurs ont pris conscience de leur force.

Mais cette grève n'a pas réussi à faire céder la burreaucratie : *Solidarnosc* n'est toujours pas enregistré par le tribunal de Varsovie et l'accès des nouveaux syndicats aux médias n'est toujours effectif.

La réunion nationale des délégués des *MKS* qui s'est tenue le lundi 21 octobre dans la ville minière de Jastrzebie, à l'occasion de la triomphale tournée d'explication des animateurs des nouveaux syndicats dans le sud du pays, s'est déroulée dans une certaine confusion. Une nouvelle réunion nationale, le 27 octobre, doit discuter des moyens de lutte à mettre en œuvre pour obtenir la concrétisation des accords de Gdansk.

Dabrowa Gornicza, le 1er octobre

De notre correspondant,

UNE banderole appelant à la grève d'avertissement d'une heure de vendredi est accrochée sur la porte principale de la plus importante aciérie de Pologne, celle de *Huta Katowice*.

30000 travailleurs passent quotidiennement par cette porte. Parmi eux une dizaine de milliers d'ouvriers du bâtiment, car la construction de l'usine n'est pas complètement terminée. Le Comité de fondation inter-entreprises du Syndicat indépendant autogéré *MKS* arrive sur les lieux à 10 heures. Il y a là de nombreux provocateurs des services de sécurité dont le travail est de menacer les travailleurs qui adhèrent au syndicat indépendant. Malgré tout, il y a déjà 11000 travailleurs qui attendent sur les 19000 qui sont déjà rentrés dans l'aciérie.

La grève d'avertissement de vendredi remporte l'adhésion complète de tout le personnel, même si le directeur général a répondu clairement aux demandes du *MKS* qu'il ne veut pas accepter le titre principal de la première page du bulletin d'information du syndicat libre. Selon lui, le mot « libre » doit être rayé et la feuille ne doit être distribuée qu'à 30000 exemplaires et à l'intérieur de l'usine seulement « selon les pratiques habituelles ». Cette exigence a été énergiquement repoussée par le *MKS* mais le combat pour la liberté d'expression ne fait que commencer.

Le *MKS* regroupe les délégués de 120 usines, et sans moyens d'information propres, l'existence et le fonctionnement d'un syndicat indépendant est impossible. Personne ne sait exactement ce qu'a coûté jusqu'aujourd'hui à la Pologne le complexe de *Huta Katowice*. De nombreux équipements payés à prix d'or en devises étrangères sont aujourd'hui encore inutilisés. Ils ne sont même pas sortis de leur dépôt et leur achat a certainement été accompagné de pots-de-vin octroyés par les sociétés occidentales aux fonctionnaires et autres directeurs.

« PLUS DE PLANIFICATION SANS NOUS ! »

Un délégué d'atelier du *MKS* estime que *Huta Katowice* aurait pu être construit pour moitié moins d'argent. Les syndicats indépendants autogérés viennent de mettre sur pied plusieurs commissions. Elles se proposent dans un premier temps de contrôler la politique d'investissement et de soumettre les conditions de travail des ouvriers à un examen très attentif. Au cours de la seule première phase de sa construction, jusqu'en 1960, ce sont 250 travailleurs et soldats qui ont trouvé la mort sur le chantier. Toutes les mesures de sécurité ont été négligées par la direction dans le but d'en finir au plus vite avec la construction de cette aciérie colossale. « *A l'avenir, il n'y aura plus de planification industrielle ni de planification centrale sans nous* » a déclaré Andrzej Rozplotkowski, président du *MKS*.

Après une discussion acharnée, les délégués du *MKS* ont décidé, peu avant midi, de ne pas ouvrir de négociation avec le premier secrétaire du parti de la *voïvodie* (circonscription administrative). C'est le gouvernement et non pas le parti qui a signé les accords de Gdansk, qu'il se refuse à mettre en pratique. Le préalable à l'ouverture de négociations avec le nouveau premier secrétaire passe par la satisfaction des deux revendications décisives que sont la disposition d'une machine à imprimer et l'accès à la presse, à la radio et à la télévision.

Quelques jours plus tard, la situation se pose exactement dans les mêmes termes dans le principal centre industriel du charbon. A Jastrzebie Zdroj en Haute-Silésie près de la frontière tchécoslovaque, le comité local n'a obtenu aucune facilité pour accéder aux colonnes de la presse locale.

SOLIDARITE A L'OUEST

« *Que peut faire le mouvement de solidarité à l'Ouest pour les travailleurs polonais ?* » La réponse est claire : « *Envoyez des machines à imprimer et encore des machines à imprimer. Ou alors un magnétophone à cassettes comme le tien, nous ne pouvons pas en trouver ici.* »

Le président du *MKS* Jaroslaw Cieslewicz a obtenu pas plus tard qu'hier la possibilité de faire passer un article seulement dans la presse locale. Au cours d'une interview avec la télé locale, il a pu, au moins pour cette région, répondre aux accusations du vice-Premier ministre Bartoszewski, proférées sur les écrans de la télévision nationale polonaise.

A 12 heures 30, plusieurs centaines de délégués du *MKS* se réunissent au Palais des sports pour prendre les décisions concernant la grève générale. Des dizaines et des dizaines de travailleurs se lèvent pour insister sur le soutien que recueille la grève d'avertissement dans leur entreprise. Ils sont prêts à se lancer dans une grève générale dans le cas où le gouvernement continuerait à saboter la mise en œuvre des accords.

LA SECURITE DANS LE TRAVAIL

Cinq travailleurs sont morts hier dans la mine à la suite d'un éboulement. Plusieurs douzaines ont été blessés. C'est demain que Miroslaw Kasinski et Jan Szyja vont être

enterrés. Cela apparaîtra comme une manifestation. Les mineurs, il est vrai, ont obtenu de ne plus travailler le dimanche, mais les galeries de mine continuent à s'effondrer sans que l'on se préoccupe de l'état des machines ni des mesures de sécurité, ni de l'état de santé des travailleurs, tout ça pour pouvoir exporter le plus de charbon possible.

Certains directeurs ont falsifié les chiffres de production pour pouvoir reprocher aux travailleurs de ne pas avoir atteint les objectifs du plan. Ces pratiques vont bientôt connaître leur fin car les syndicats indépendants vont dans l'avenir contrôler la production et intervenir directement dans la planification à tous les niveaux. ▭

Walbrzych, le 3 octobre

C'EST aujourd'hui que doit se dérouler la grève d'avertissement d'une heure. Depuis l'aube, le local du *MKS* retentit de centaines de coups de téléphone : «*Est-ce que la grève est maintenue? Est-il vrai que...?*»

Des fonctionnaires, des agents de maîtrise et des cadres ont fait courir dans les entreprises des rumeurs, lancé des provocations et même distribué des tracts annonçant l'annulation de la grève et portant même la signature falsifiée de Walesa. Et inlassablement les membres du présidium du syndicat expliquent au téléphone : «*La grève aura lieu de toutes les façons !*»

Walesa n'est pas apparu hier à la télévision. «*Voilà ce qui était convenu: ne faire aucune déclaration qui donne prise à quelque provocation que ce soit. Le seul signal d'annulation aurait été constitué par l'apparition de Walesa à la télévision.*» Entre-temps, un membre du présidium du syndicat était chargé d'écarter les possibilités de provocations et de discuter avec le personnel. Stanislaw Wrobel, vice-président du *MKS* et lui-même mineur de fond, se rend précipitamment à la mine *Kopalnia Thorez*. Il s'agit de dissuader le personnel de se lancer dans une grève illimitée. La pression est forte, les travailleurs exigent une véritable grève.

GREVE TOTALE

Peu avant midi, des travailleurs hissent le drapeau rouge et blanc de la Pologne sur le sommet des édifices. A 12 heures, les sirènes se mettent à hurler. Les monte-charge s'arrêtent de fonctionner. Plusieurs centaines de mètres sous terre, les mineurs cessent le travail et arrêtent les machines. Les conducteurs de bus se hâtent vers leur dépôt. Les véhicules blancs du service de santé, comme les services absolument indispensables, continuent de circuler, tandis que partout le drapeau national rouge et blanc est hissé.

Les mots d'ordre sont répétés: pas de dégâts matériels et reprise du travail à 13 heures. Dans la ville l'atmosphère est réellement exceptionnelle: joyeuse et gaie et à la fois grave et disciplinée. A 13 heures précises, les sirènes des usines et des mines se remettent à hurler et pour la deuxième fois au cours de la même journée les travailleurs remettent en marche les machines.

A la suite de quoi, le bilan est rapidement tiré par le *MKS*. Walesa téléphone de Gdansk : la grève est un succès complet. Quelques délégués reviennent enfin d'une discussion avec le vice-président de la *voïvodie*, Nowak. La grève a déjà plusieurs résultats concrets : le *MKS* de Walbrzych obtient des autorités, et sans délai, une ronéo électrique, une voiture, des locaux supplémentaires et une tribune hebdomadaire dans le quotidien local. En plus de quoi l'assurance verbale anticipée que les cadeaux des syndicats occidentaux, et avant tout les machines à imprimer, pourront passer la frontière sans problème.

UN PROCES POPULAIRE

Deux jours plus tard, le dimanche, Walbrzych va assister à un spectacle incroyable. Pour la première fois dans l'histoire des démocraties populaires, la population se réunit pour un «procès populaire» tout à fait particulier.

A 9 heures précises, on commence en présence du procureur et du vice-président de la *voïvodie* dans le local du syndicat indépendant. La cause est ouverte, les coquins sont rassemblés. Les travailleurs ont la parole, les travailleurs demandent que le représentant de la mine vienne au micro pour dévoiler les affaires dans lesquelles sont impliqués les plus hautes autorités locales et des organisations du parti. Les points d'information se succèdent aussi contre les directeurs et les fonctionnaires des ministères. La réunion se transforme en forum politique au cours duquel le chaos dans lequel la bureaucratie a précipité la Pologne se fait chaque fois plus patent.

Au cours de la mise en accusation du premier secrétaire de Walbrzych Groczmalicki et du directeur de la radio-télévision polonaise Barlicki, successeur de Szczepanski (1), il a été mis en évidence que Barlicki, quand il était premier secrétaire de Walbrzych à l'époque des émeutes de mars 1968 (2), avait fait fabriquer dans plusieurs usines des matraques et des boucliers et qu'il avait été chercher les mineurs pour les lancer contre les étudiants de Wroclaw en révolte, ce pour quoi ils avaient d'ailleurs été payés. Il avait été impliqué dans plusieurs affaires de provocation. Les travailleurs exigèrent sous des tonnerres d'applaudissements la destitution de ces deux représentants du pouvoir central.

Et pendant quatre heures, c'est la mise en accusation en règle de douzaines de représentants du pouvoir local et central, de l'administration économique et de la justice.

Ce procès populaire, cette leçon de choses ne sera pas la dernière : la direction du mouvement des syndicats indépendants est convaincue que la liste des 880 corrompus (3) établie par le *NIK* (la plus haute chambre de contrôle) à Varsovie ne constitue que le sommet de l'iceberg.

Le pouvoir bureaucratique vacille sous les coups qui lui sont portés d'en bas. Déjà huit millions de travailleurs, sur les douze millions de salariés que compte la Pologne, se sont organisés dans les nouveaux syndicats. Dans la plupart des grandes industries, les anciens syndicats sont condamnés à la disparition. ▭

(1) Ancien directeur de la radio-télévision polonaise, Maciej Szczepanski avait réussi à mettre de côté une somme coquette dans une banque de Londres et dans une autre en Suède. Il possédait également des fermes, des yachts, des somptueuses maisons de vacances, etc. (Voir notre encart dans *Inprecor* numéro 85, p. 13).

(2) En mars 1968, après l'interdiction d'une pièce de théâtre classique, le mouvement étudiant s'est mobilisé sur des thèmes démocratiques : «*Sans liberté, il n'y a pas de pain !*», disait le slogan le plus repris. La bureaucratie, s'appuyant sur une campagne antisémite sans précédent, menée notamment par le général Mieczslaw Moczar, ministre de la Police de l'époque, et développant une démagogie ouvriériste, avait réussi à isoler les étudiants et à briser l'opposition. En décembre 1970, les grévistes du chantier naval *Lénine* se sont rendus à l'école Polytechnique, s'excusant auprès des étudiants de leur passivité en mars 1968 et demandant leur appui, ce qu'ils ont obtenu.

(3) Le *NIK*, instance suprême de contrôle de l'Etat, est dirigé aujourd'hui par le général Moczar. La liste dont il est question s'en prend principalement aux «corrompus» des fractions adverses. Elle n'a d'ailleurs pas été rendue publique, mais elle circule officieusement. Monsieur Barlicki, par exemple, n'y figure pas.

Le prolétariat polonais conteste le pouvoir de la bureaucratie

Résolution du Secrétariat unifié de la IVe Internationale

1 Après deux mois de grèves auxquelles participèrent deux millions de travailleurs, la classe ouvrière polonaise a remporté une grande, une magnifique victoire. Pour la première fois depuis l'établissement de la dictature bureaucratique en URSS, et de son extension ultérieure à l'Europe orientale, la classe ouvrière a arraché par un combat direct, organisé par elle-même, le droit à l'existence d'organisations ouvrières autonomes, le droit de grève, la levée partielle de la censure, l'accès des travailleurs aux *mass media*, une liberté religieuse plus grande, la libération des prisonniers politiques de l'intelligentsia réprimés pour avoir manifesté leur solidarité avec les grévistes, la reconnaissance par la bureaucratie de l'existence de privilèges matériels exorbitants et leur mise en question partielle. **Il s'agit là d'une victoire d'ampleur véritablement historique de la classe ouvrière polonaise et internationale.**

Malgré tous les efforts de la bureaucratie pour fragmenter, diviser et étouffer les grèves, en accordant dès le départ des concessions économiques aux travailleurs des premières usines entrées en grève, en faisant le *black-out* des informations, en donnant aux uns ce qui était refusé aux autres, en cherchant désespérément à empêcher toute centralisation des grèves, les travailleurs polonais ont fait preuve, par vagues successives, d'une solidarité et d'un sens d'organisation de classe remarquable.

La grève a débuté dans l'usine *URSUS* qui avait déjà été à la pointe du combat en 1976. Aidé d'abord par un réseau de correspondants mis en place depuis les grèves de 1970 et 1976 et reliés au journal *Robotnik* — qui se limitait cependant à transmettre les informations sur les succès obtenus par les premiers grévistes —, puis par des comités ouvriers de mobilisation semi-clandestins, semi-tolérés, surgis spontanément dans plusieurs entreprises, le mouvement s'étendit progressivement d'un bassin industriel à l'autre.

Dès le 17 juillet, la grève des cheminots de Lublin — à 60 km de la frontière soviétique ! — prenait l'ampleur d'une grève quasi générale, entraînant 17 entreprises et paralysant toute la vie économique.

Lorsque le mouvement de grèves entraîna les ports de la Baltique, c'est-à-dire le secteur de la classe ouvrière le plus expérimenté depuis les grèves de 1970 et de 1976, il atteignit un niveau supérieur d'organisation et de politisation. Des comités de grève inter-entreprises (*MKS*) firent leur apparition. Celui de la région de Gdansk-Gdynia-Sopot regroupa quelque 800 délégués de 500 entreprises, se réunissant en permanence au chantier naval *Lénine*. Par son degré d'organisation et de contrôle sur la zone urbaine, il arriva au seuil d'un véritable conseil ouvrier. L'exemple des *MKS* se répandit dans de nombreuses régions. En Haute-Silésie, entrés plus tard dans la lutte, les grévistes, forts de la place décisive des mineurs dans la vie économique de la Pologne (les exportations de charbon rapportent le gros des devises au pays), constituèrent un *MKS* regroupant 72 entreprises et remportèrent le 4 septembre une victoire encore plus éclatante que celle de Gdansk. Les 21 points du cahier de revendications du *MKS* de Gdansk-Gdynia-Sopot servirent de modèle aux plates-formes revendicatives de nombreuses régions. La centralisation de tous les *MKS* du pays en seul et unique comité central de grève était sans doute possible.

Par ailleurs, les grévistes et leurs dirigeants firent preuve d'un admirable sens tactique, d'une évaluation réaliste des rapports de forces et de la nature même de la bureaucratie. Ils ne se laissèrent prendre à aucune provocation. Ils transformèrent les usines en de véritables bastions ouvriers, refusant de négocier ailleurs que dans les entreprises, refusant les affrontements de rue ou les négociations aux sièges du parti ou de l'administration étatique. L'auto-organisation, le souffle de démocratie de masse et le sens tactique se complétèrent d'ailleurs logiquement. La négociation se faisait sous le contrôle des grévistes entrecoupée de larges assemblées de masse où chaque démarche fut examinée de manière critique, dans un débat démocratique sans exclusive aucune.

Les grévistes se refusèrent par ailleurs à maintenir les revendications que la bureaucratie n'aurait pas pu accorder sans commettre un suicide immédiat ou provoquer une rupture ouverte avec le Kremlin. Cette tactique tenait compte du fait que, bien que la sympathie envers la grève était universelle, la participation directe et active ne regroupait encore qu'une minorité de la classe ouvrière. **Il s'agissait de consolider la possibilité d'auto-organisation de masse par une victoire qu'on pouvait arracher à la bureaucratie**, sans précipiter l'affrontement décisif. Les chiffres sont d'ailleurs éloquents quant aux résultats de cette tactique. Alors que le nombre total des grévistes ne fut pas supérieur à deux millions, le nombre des membres des syndicats autonomes et autogérés *Solidarnosc* (Solidarité) a déjà atteint le double. Ainsi, grâce à son combat exemplaire de juillet-août 1980, la classe ouvrière polonaise a acquis un niveau d'organisation largement supérieur à celui atteint pendant la grève elle-même.

2 Cette victoire s'explique fondamentalement :

a) par la modification des rapports de forces sociaux en Pologne, avec l'émergence de la classe ouvrière comme classe sociale largement majoritaire dans le pays, la forte réduction du poids de la paysannerie et de la petite bourgeoisie par rapport à ce qu'il était encore en 1956, l'extension de l'industrialisation et de l'urbanisation, l'élévation du niveau de culture et de qualification du prolétariat, etc. :

b) par l'apparition au sein de la classe ouvrière d'une couche de militants d'avant-garde expérimentés et aguerris dans les luttes anti-bureaucratiques de 1970, 1976 et 1980, ayant perdu une grande partie des illusions dans les possibilités d'auto-réforme de la bureaucratie, illusions encore fortement présentes en 1956 (expérience Gomulka) et 1970 (expérience Gierek) ;

c) par l'impasse économique dans laquelle se trouve la bureaucratie qui a fortement limité ses capacités de manœuvres. Après la crise de 1970, le régime a d'abord provoqué un boom économique, alimenté par un endettement croissant à l'égard des pays capitalistes, de façon à utiliser la hausse du niveau de vie ouvrier comme base pour une reprise en main des institutions et organisations sociales, avant tout les syndicats, c'est-à-dire pour le rétablissement d'un contrôle stable sur la classe ouvrière ;

d) par l'échec des manœuvres bureaucratiques pour diviser l'opposition anti-bureaucratique et l'absence de solution politique de rechange, présentée par une fraction du POUP crédible aux yeux des masses. En 1968, l'opposition étudiante et intellectuelle se solidarisant avec le «Printemps de Prague» était restée largement isolée de la classe ouvrière. Réciproquement, en 1970-1971, la révolte ouvrière n'avait pratiquement trouvé aucun écho dans l'intelligentsia. Entre 1976 et 1979, le prestige de Gierek ayant été miné par les grèves de 1976 et les concessions qu'il fut obligé de faire aux travailleurs, une opposition politique intellectuelle s'était reconstituée, conquérant de fait le droit à l'expression semi-légale (*KOR*, *Robotnik*, *DIP*, intellectuels catholiques, groupe nationaliste, etc.). Au sein du POUP lui-même et à sa marge réapparurent de timides tendances d'opposition, incapables cependant de présenter une plate-forme ou des dirigeants ayant un prestige aux yeux des masses. Alors que de nombreuses tendances d'opposition intellectuelle et l'Eglise étaient prêtes à éviter tout affrontement direct avec la bureaucratie, toute lutte de masse, se contentant d'une politique d'avertissements et de pressions sur la bureaucratie, l'énorme bague de luttes ouvrières de l'été 1980 a qualitativement modifié la situation. Elle a en fait unifié l'immense majorité des masses populaires de la ville et de la campagne dans le soutien à la grève ouvrière.

Ainsi, alors que pratiquement tout le pays a conscience de la crise profonde qui ébranle la société, **c'est la classe ouvrière qui a conquis de haute lutte l'hégémonie sociale de fait au sein de l'opposition anti-bureaucratique.** Si l'on fait abstraction des premières semaines qui suivirent l'invasion de la Hongrie par les troupes soviétiques en novembre 1956, c'est la première fois qu'un phénomène d'une telle ampleur et d'une telle durée se produit dans un Etat ouvrier bureaucratisé. Cela présage bien de la révolution politique future en URSS où les rapports de forces sociaux sont à peu près comparables à ceux de la Pologne, si ce n'est meilleurs. Ce qui est à l'ordre du jour dans ces pays, ce n'est pas la contre-révolution sociale, la restauration du capitalisme qui n'a plus que des bases sociales minuscules ou inexistantes dans ces pays. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est le remplacement de la dictature totalitaire de la bureaucratie par une prise en main de la gestion de l'Etat et de l'économie par la classe ouvrière elle-même, unifiée sur la base de l'auto-organisation démocratique, c'est-à-dire de la démocratie socialiste et ne remettant pas en cause les bases économiques de l'Etat ouvrier, comme cela a été admirablement reconfirmé (après la Hongrie et la Tchécoslovaquie) par le comportement des grévistes polonais tout au long de l'été 1980. L'objectif des travailleurs polonais, c'est la démocratie ouvrière et le socialisme.

La conjonction de la crise aggravée du capitalisme et du stalinisme, la résistance farouche que la classe ouvrière d'Europe capitaliste manifeste à l'égard de l'offensive d'austérité du Capital, la chute des dictatures du chah et de Somoza sous les coups de boutoir de gigantesques mobilisations de masse, les divisions inter-bureaucratiques internationales croissantes, les critiques eurocommunistes à l'égard du Kremlin, les répercussions à long terme de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, l'enlisement de l'intervention soviétique en Afghanistan, bref, l'ensemble de facteurs qui marquent la modification des rapports de forces internationaux au détriment de l'impérialisme et du capitalisme, ainsi que les nouveaux progrès de la révolution mondiale, rendent plus difficile une intervention soviétique en Pologne. Même s'il est irresponsable d'exclure la possibilité d'une telle intervention, elle est beaucoup plus difficile que par le passé et la bureaucratie la payerait d'un prix beaucoup plus élevé, y compris en Union soviétique elle-même. L'ensemble de ce contexte international a encouragé l'action de masse des travailleurs polonais et leur volonté d'arracher à la bureaucratie des concessions réelles.

3 **Mais si les travailleurs polonais ont remporté une grande victoire, ils sont loin d'avoir obtenu une victoire finale et totale sur la bureaucratie. Celle-ci reste maîtresse de l'appareil d'Etat.** Elle continue à contrôler le surproduit social et, à travers lui, tous les secteurs décisifs de l'activité sociale. Le pouvoir de la bureaucratie n'a pas été renversé. Il a été contesté, ébranlé, obligé à faire des concessions qui, il y a peu de temps encore, étaient inimaginables. Mais il reste réel et puissant.

Or ces concessions arrachées par la classe ouvrière polonaise sont à la longue incompatibles avec le maintien du pouvoir de la bureaucratie. La bureaucratie n'est pas une nouvelle classe dominante. Elle ne joue aucun rôle économiquement nécessaire ou irremplacable dans la société. La classe ouvrière est parfaitement capable d'exercer les fonctions de direction qu'elle a usurpées. La dictature bureaucratique ne peut s'exercer durablement que sur la base de la passivité et de l'atomisation politique de la classe ouvrière. Si celle-ci conteste de manière continue et massive la gestion bureaucratique, cette dictature bureaucratique sera condamnée à s'effondrer.

C'est pourquoi l'apparition d'un mouvement ouvrier autonome de la bureaucratie et massivement organisé, englobant des millions de travailleurs, constitue une menace de mort pour la dictature bureaucratique. Les deux ne peuvent cohabiter pendant longtemps. Ou bien la classe ouvrière autonome, à travers une série d'affrontements abolira le pouvoir politique de la bureaucratie et réalisera une révolution politique anti-bureaucratique victorieuse, établissant le pouvoir politique de conseils ouvriers démocratiquement élus et centralisés; ou bien la bureaucratie polonaise, puissamment épaulée et éperonnée dans ce sens par la bureaucratie soviétique et celle de la plupart des autres «pays-frères», résorbera, éliminera, liquidera une par une toutes les concessions essentielles arrachées par les travailleurs le 31 août 1980.

Prévoyant un tel affrontement futur, des courants au sein de l'opposition politique en Pologne, au sein de la classe ouvrère et même parmi l'avant-garde qui a dirigé la grève, s'efforcent de l'éviter en cherchant à cantonner l'activité du syndicat autonome autogéré dans les strictes limites de la défense des intérêts économiques immédiats. La bureaucratie de son côté, au moment même où elle commence déjà ses tentatives de corruption, d'intégration, de limitation et de liquidation des principales conquêtes d'août 1980, concentre ses efforts politiques dans le même sens: le syndicat autonome serait un organisme exclusivement destiné à la défense des intérêts particuliers de secteurs de la classe ouvrière dans le domaine de la consommation, sans plus.

Cette tentative est vouée à l'échec. Dans une société fondée sur la nationalisation des principaux moyens de production et d'échange, toute question économique se transforme automatiquement en une question politique. Toute revendication de classe dans le domaine de la consommation soulève immédiatement des questions de réorganisation de la production, de remise en question de la politique économique, de révision du plan, de répartition modifiée du revenu national et du produit national entre grands agrégats (fonds de consommation et fonds d'investissement; fonds de consommation productif et fonds de consommation improductif; fonds d'investissements dans l'industrie et dans l'agriculture, dans la production et dans les services — distribution, transports, etc. —; fonds de consommation individuelle et fonds de consommation sociale, etc.).

Les travailleurs polonais sont

parfaitement conscients des disproportions criantes introduites dans l'économie par des décisions d'investissements incohérentes et absurdes, c'est-à-dire par la gabegie, l'incurie, la corruption et l'arbitraire de la planification bureaucratique soustraite au contrôle des masses. A l'argument selon lequel «*Toute augmentation des salaires non accompagnée d'une augmentation de la production conduit automatiquement à l'inflation, c'est-à-dire n'accroît guère le niveau de vie des masses*», ils ont donné deux réponses pertinentes.

D'abord, il n'y a pas que les ouvriers qui consomment, mais aussi les bureaucrates et les petits bourgeois cossus. En réduisant la part de ceux-ci, en frappant les privilèges, en augmentant l'égalité, on peut accroître la consommation ouvrière, même sans augmentation de la production.

Ensuite, l'augmentation de la production n'est pas nécessairement subordonnée à une nouvelle augmentation des investissements payée par la réduction de la consommation ouvrière. Elle peut être assurée par une meilleure utilisation des ressources productives notoirement sous-utilisées, par un meilleur équilibre entre la production agricole et la production industrielle, par l'élimination des abus de la gestion bureaucratique qui entraîne l'indifférence des travailleurs par rapport à la production.

Cette manière de poser la question des causes de la crise économique qui secoue la Pologne pousse la classe ouvrière dans la voie du contrôle ouvrier, revendication qui a déjà commencé à être soulevée dans de nombreuses villes et entreprises. En d'autres termes, dans le cadre d'un Etat ouvrier comme la Pologne, toute revendication économique immédiate de classe débouche sur la **formulation d'une politique économique de rechange par rapport à celle de la bureaucratie.** C'était d'ailleurs déjà clairement exprimé dans les 21 revendications initiales du *MKS* de Gdansk-Gdynia.

Il est sans doute trop tôt pour savoir si la formulation de telles propositions pour une politique économique alternative passera par l'intermédiaire du syndicat ou par d'autres organes comme les conseils d'entreprise dont l'existence «légale» reste acquise en Pologne grâce à la législation de 1945 et de 1956, bien que ces conseils en tant qu'organes autonomes de la classe ouvrière n'existent guère. Dans le cadre de tels organes, la pluralité de propositions de politique économique et sociale débouche inévitablement sur la pluralité des tendances et partis politiques. Mais quel que soit l'organe qui prend en charge et exprime la volonté ouvrière d'une autre politique économique et sociale que celle suivie par la bureaucratie, c'est cette exigence, en elle-même, et non le choix de l'organe spécifique, qui est incompatible avec le pouvoir de la bureaucratie. **Dans un Etat ouvrier, toute organisation ouvrière autonome de masse est inévitablement portée à formuler cette exigence.** C'est pourquoi le conflit entre les structures nées du mouvement d'août 1980 et la dictature bureaucratique est inévitable. L'une est acculée à éliminer l'autre.

Dès le lendemain des accords des 31 août-4 septembre, la bureaucratie a cherché à grignoter les acquis de la grève. Elle a fait de l'obstruction systématique à la constitution des nouveaux syndicats autonomes autogérés ailleurs que dans les ports de la Baltique. Partout — y compris à Gdansk — elle a cherché à entraver, sinon à empêcher, la parution d'une presse ouvrière contrôlée par les travailleurs eux-mêmes. Elle a multiplié les manœuvres de division et les tentatives d'intégration des nouveaux syndicats, tantôt faisant pression sur les travailleurs, en les menaçant de la perte d'avantages sociaux en cas de désaffiliation des syndicats «officiels», tantôt cherchant à transformer ceux-ci, coiffés de leurs anciens dirigeants nommés d'en haut, en partie intégrante des nouveaux syndicats autonomes.

Il ne s'agit là que des premières escarmouches. D'autres affrontements, bien plus durs, se produiront, y compris l'utilisation de la répression.

Les travailleurs ont jusqu'ici riposté du tac au tac, n'hésitant pas à menacer de faire grève ou de se remettre carrément en grève, pour imposer le respect des accords de fin août-début septembre.

4 Ce qui rend plus lent et plus compliqué le processus d'attaque contre le pouvoir politique de la bureaucratie, c'est la contradiction entre la force de frappe, la conscience en elle-même, la capacité d'organisation de la classe ouvrière d'une part, et l'inégalité et l'insuffisance de sa conscience de classe d'autre part. Le développement inégal de la montée ouvrière en Europe orientale joue dans le même sens. Il s'agit là sans doute des **contradictions principales de la crise actuelle en Pologne**, sans laquelle le pouvoir de la bureaucratie aurait été balayé d'un seul coup.

Cette contradiction se manifeste à deux niveaux. Tout d'abord, au sein du syndicat autonome autogéré lui-même, il faut distinguer au moins trois groupes de travailleurs: ceux qui ont passé en août-septembre par les formes de lutte et d'auto-organisation les plus avancées (avant tout les travailleurs des ports de la Baltique et de la Haute-Silésie, mais sans doute aussi ceux d'*URSUS* et de quelques autres usines de pointe); ceux qui ont participé au mouvement de grève de juillet-septembre sans pour autant atteindre les formes les plus avancées d'auto-organisation; et ceux qui n'ont pas fait grève en été 1980 tout en rejoignant après le nouveau syndicat, notamment le gros des travailleurs de Varsovie et de Lodz, les deux principaux bassins industriels du pays. Le poids de l'avant-garde ouvrière, et notamment celui des dirigeants ouvriers reconnus comme tels par les larges masses, est sensiblement différent pour ces trois catégories.

Ensuite, pour la grande majorité des travailleurs polonais, il y a un contraste frappant entre un instinct de classe et une conscience élémentaire de classe qui sont remarquables et une conscience politique fort basse. En d'autres termes, une partie importante du prolétariat polonais est encore marquée par une confusion politico-idéologique prononcée. Cela se manifeste par l'influence très forte de la religion et du clergé catholiques auprès les travailleurs, par la présence de courants nationalistes petits-bourgeois, par l'influence prononcée de tendances anarcho-syndicalistes à la gauche du mouvement ouvrier autonome en voie de reconstitution.

La cause fondamentale de cette confusion politico-idéologique ne réside nullement dans la pression du milieu petit-bourgeois (paysan) en Pologne ni même dans la pression du milieu capitaliste ambiant. Bien au contraire, avant la Seconde Guerre mondiale, lorsque ces pressions furent autrement plus fortes qu'à présent, la classe ouvrière polonaise était une des plus avancées d'Europe du point de vue du niveau de conscience politique.

La tradition politique de classe du mouvement ouvrier polonais est des plus impressionnantes et des plus glorieuses. C'est parmi les ouvriers juifs de Pologne qu'est née la première organisation socialiste en Russie tsariste qui a donné naissance au POSDR et donc, par ce baiais, au bolchevisme. A l'époque de la IIe Internationale, le *PSDRPL* de Rosa Luxemburg a formé des cadres socialistes-révolutionnaires qui ont propagé et enrichi par la suite le communisme dans au moins trois pays. Avec les bolcheviks russes et les spartakistes allemands, les internationalistes polonais étaient à l'avant-garde de Zimmerwald et de la lutte contre le social-patriotisme. Dans la période 1918-1925, le PC polonais était un des partis communistes les plus influents d'Europe.

La cause fondamentale de l'é-

norme confusion idéologique-politique qui règne aujourd'hui au sein de la classe ouvrière polonaise, réside dans les effets désastreux du stalinisme sur le mouvement ouvrier polonais au cours des quarante dernières années. Le stalinisme a commencé par détruire l'intégrité morale et politique du PC par l'appui accordé au coup d'Etat de Pilsudski en 1925, poursuivant cette œuvre de destruction par un sectarisme fractionnel aveugle qui isola le parti de manière croissante de la classe ouvrière. Il a ensuite formellement dissout le PC et exterminé physiquement la presque totalité de ses cadres dirigeants dans la période 1937-1941. Puis il a placé au pouvoir des bureaucrates médiocres, corrompus et inconditionnels par rapport au Kremlin, la plupart venus dans le girons d'une armée étrangère et identifiés par les larges masses avec des agents de l'étranger. Finalement, il a systématiquement, au cours des trente dernières années, «éduqué» le prolétariat dans un esprit chauvin, effaçant la véritable tradition internationaliste du mouvement ouvrier polonais, étouffant toute manifestation d'autonomie ou d'action critique de la part des travailleurs, élevant depuis 1956 l'activité de la hiérarchie catholique au niveau de seule forme d'opposition quasi légale de masse dans le pays, tout en soumettant l'Eglise à mille tracasseries mesquines.

Quoi d'étonnant à ce que, dans ces conditions où le marxisme reste identifié avec un dogme d'Etat, la religion apparaisse comme plus attrayante aux yeux des masses que toute idéologie qui semble conformiste par rapport à la dictature bureaucratique détestée ?

Fondamentalement, cette confusion idéologique implique que, si la classe ouvrère a d'ores et déjà conquis l'hégémonie sociale au sein de l'opposition anti-bureaucratique, qui englobe l'immense majorité de la nation polonaise, elle n'a pas encore conquis l'hégémonie politique de classe au sein de cette opposition. L'évolution politique du pays dans les mois et les années à venir, l'issue de l'affrontement avec la bureaucratie, les chances de succès de la révolution politique anti-bureaucratique qui se prépare, dépendent dans une large mesure de la capacité de la classe ouvrière à conquérir, après son indépendance organisationnelle, son indépendance politique de classe, c'est-à-dire une conception claire de l'alternative de démocratie socialiste par rapport à la dictature bureaucratique.

Cette reconquête puisera d'immenses ressources dans l'organisation autonome de masse en train de se constituer, dans l'expérience de lutte qui en accompagne et en accompagnera chaque phase. Mais elle ne pourra pas être un processus purement spontané. La présence d'un courant marxiste-révolutionnaire, enraciné dans la classe ouvrière, capable d'engager le dialogue avec les masses appuyant toutes leurs revendications et toutes leurs luttes, en restant ferme sur le programme fondamental, jouera sans aucun doute un rôle important dans ce contexte.

Pour pouvoir combattre l'influence néfaste d'idéologies catholique et petite-bourgeoise au sein de la classe ouvrière, les marxistes révolutionnaires devront avant tout comprendre les conditions spécifiques dans lesquelles s'effectue le réveil politique du prolétariat polonais. Cela donne une importance particulière à la prise en charge par tous ceux qui se réclament du socialisme révolutionnaire, du marxisme, du communisme authentique, de la défense intransigeante des droits démocratiques les plus larges pour les masses laborieuses. Ils défendront non seulement le droit de grève et la liberté d'organisation, y compris d'organisation politique, mais encore la liberté de réunion, de presse, de religion sans entrave aucune. Loin de critiquer l'accès de l'Eglise à la radio-télévision, imposée par les grévistes de Gdansk, ou de s'y opposer, ils le salueront comme un pas en avant dans la voie de la suppression du monopole de la bureaucratie sur les mass media. Mais ils réclameront que ce qui est accordé à juste titre au courant catholique, le soit également à l'ensemble des courants présents au sein de la classe ouvrière et de l'opposition: aux syndicats autonomes, au *KOR*, aux courants syndicalistes, aux différents courants socialistes et communistes oppositionnels.

Combattre la religion et le clergé par des moyens administratifs et répressifs est totalement contreproductif et ne fait que renforcer leur poids au sein des masses. La seule lutte efficace contre ces idéologies réactionnaires se mène par le débat idéologique et politique ouvert, en obligeant la hiérarchie à se prononcer sur les grands problèmes politiques de l'heure, où ses prises de position — comme l'appel à l'ordre et à la reprise du travail du cardinal Wyszyinski au mois d'août; comme les prises de position du clergé contre l'avortement et le contrôle des naissances — finiront par réduire son influence au sein du prolétariat et de la jeunesse, pourvu qu'il y ait d'autres alternatives de masse par rapport au stalinisme.

D'ailleurs, les accusations concernant le rôle de l'Eglise ou d'autres forces petites-bourgeoises en œuvre parmi les grévistes et l'opposition anti-bureaucratique sont d'autant plus hypocrites qu'elles viennent de porte-parole ou d'apologistes ouverts ou honteux de la dictature bureaucratique, qui, elle, trouve facilement un langage politique commun avec ces forces-là. Paradoxalement, c'est l'appel à l'intérêt national, voire au nationalisme, c'est le refus de s'ap-

L'entrée du chantier naval *Lenine* à Gdansk

puyer sur des critères de classe clairs et précis, qui a permit à l'aile la plus souple de la bureaucratie d'avoir un écho tant dans l'intelligentsia et dans la hiérarchie catholique que parmi une partie des grévistes en août 1980. Mais plus l'organisation autonome et la confiance en elle-même de la classe ouvrière progresseront, plus cette base de « dialogue » se décomposera au sein des travailleurs.

5 Deux autres classes sociales tiennent un poids dans la société polonaise post-capitaliste, bien que fort réduit par rapport à celui du prolétariat: la paysannerie et la petite-bourgeoisie urbaine.

La paysannerie polonaise est beaucoup plus faible qu'en 1939 ou qu'en 1956. Ayant obtenu la fin de la collectivisation forcée et le retour à la propriété privée en 1956, elle est aujourd'hui extrêmement différenciée. La majorité des petits paysans est très pauvre et ne dispose que de 1 à 1,5 ha de terres, exploitées de manière archaïque, sans accès aux instruments de travail mécaniques. Elle a déjà mené des luttes importantes, comme la grève du lait en 1978. Elle commence d'ailleurs à s'organiser.

Cette masse de petits paysans comprend le bien-fondé des grèves ouvrières de l'été 1980 et s'est ouvertement solidarisée avec elles. Elle a déjà commencé à constituer des organisations du même type que celles de la classe ouvrière : syndicats paysans autonomes autogérés, qui pourraient élaborer des solutions, en commun, avec les travailleurs organisés, aux problèmes les plus urgents d'approvisionnement des villes en vivres et des paysans pauvres en produits industriels.

La collaboration au niveau des organisations autogérées autonomes, dans l'immédiat, préparerait le terrain à une alliance ouvrière et paysanne solide au niveau de l'économie, au lendemain de la victoire de la révolution politique, par la création de coopératives paysannes fondées sur l'adhésion libre sans contrainte aucune, stimulée par l'introduction massive de machines agricoles modernes dans les coopératives, assurant à leurs membres dès le départ un niveau de vie et de culture sensiblement supérieur à leur misère actuelle.

Ainsi, les liens à tisser dans l'immédiat entre syndicats ouvriers autonomes et syndicats de paysans pauvres autonomes déboucheraient sur l'intégration de conseils ouvriers et de conseils de paysans pauvres dans la Pologne socialiste et démocratique de demain. La présence à la campagne d'un semi-prolétariat de 3 à 4 millions de personnes — de petits paysans qui sont en même temps des ouvriers salariés travaillant en ville — crée un lien social naturel entre les deux classes, qui facilitera l'apparition de syndicats paysans d'abord, de conseils paysans ensuite.

A côté de cette masse de petits paysans pauvres, il y a une minorité de paysans cossus qui se sont passablement enrichis au cours des vingt-cinq dernières années. Ils disposent de 10 à 25 ha de terres par ferme, ce qui leur permet de pratiquer de manière rentable une agriculture moderne, disposant de larges moyens mécanisés. Cette paysannerie cossue a salué les réformes de 1956 comme une grande victoire. Elle se trouve à la fois fortement liée à la bureaucratie (à laquelle elle s'intègre surtout sur le plan local) et à la hiérarchie catholique, entre lesquelles elle tisse en quelque sorte un lien social intermédiaire. C'est elle qui détient le monopole des surplus de vivres à la fois pour approvisionner la ville et pour alimenter les exportations. Il est urgent que la classe ouvrière s'émancipe de cette dépendance par le développement d'un secteur coopératif moderne, à haute productivité, qui peut et doit surgir de l'alliance ouvrière-paysanne reconstituée.

Le développement rapide de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'alphabétisation ont vu surgir en Pologne une couche petite-bourgeoise intellectuelle beaucoup plus large que par le passé, à laquelle il faut ajouter surtout depuis les réformes de 1956 et de 1970-1971, une couche de mini-entrepreneurs indépendants dans le secteur des services, qui s'est rapidement enrichie comme les paysans cossus.

Tandis que cette dernière se trouve en symbiose avec la bureaucratie, sur la base avant tout de la corruption et du trafic d'influence, la première connaît des rapports plus contradictoires avec la dictature. Si elle a manifesté à plusieurs reprises (en 1956, en 1968, en 1970-1971, en 1976) un esprit de fronde ou d'opposition critique plus violente qui a trouvé une expression particulièrement nette dans le domaine de l'art (cinéma, théâtre, affiches, littérature) et de certaines sciences sociales, elle est spécialement sensible à l'argumentation nationaliste du pouvoir, n'ayant plus que des attaches ténues avec le marxisme. Aussi cette couche accepte-t-elle une série d'axiomes politiques de la bureaucratie, même si elle eut tendance entre 1977 et 1980 à considérer comme inévitable une politique d'austérité anti-ouvrière, et si elle a cédé volontiers au chantage à « l'intervention soviétique ». Son influence s'est fait sentir jusqu'au sein du *KOR* lui-même. Mais l'expérience tonifiante de la grande grève ouvrière de l'été 1980 et de son succès — l'une plus imprévue que l'autre — provoquera sans doute une nouvelle différenciation au sein de l'intelligentsia. La tradition glorieuse du marxisme polonais, détruite par le stalinisme, resurgira puissamment, nous pouvons en être certains.

6 La bureaucratie polonaise a été profondément ébranlée par la vague de grèves et de plus en plus divisée sur la réponse à lui apporter. Cette division s'est transformée en panique lorsque le spectre d'une grève générale nationale a fait son apparition. La capitulation des 31 août-4 septembre ne s'explique que par cette panique.

Arrêter à n'importe quel prix un mouvement qu'on ne pouvait plus ni réprimer, ni contenir, ni diviser, quitte à reprendre par la suite la majeure partie des concessions lorsque le mouvement sera en reflux: telle a été la tactique pour laquelle a finalement opté la bureaucratie, non sans procéder à un profond remaniement au sommet (remplacement de Gierek par le pâle Kania). Les problèmes tactiques de plus en plus complexes que posera à la bureaucratie polonaise un mouvement ouvrier autonome de masse nullement en reflux mais plutôt en pleine expansion causent de multiples nouvelles divisions et de multiples reclassements au sein de la direction du POUP.

La bureaucratie soviétique a été d'abord irritée par l'incapacité manifeste de son alliée polonaise à rétablir son contrôle sur la classe ouvrière, puis profondément inquiétée par l'ampleur des concessions que le pouvoir polonais a dû accorder aux grévistes. Elle craint à juste titre les répercussions internationales de ces concessions dans les autres « démocraties populaires », voire en URSS elle-même.

Aussi a-t-elle réagi sur plusieurs plans à la fois: passant sous silence et les grèves et l'ampleur qu'elles ont prise et les revendications des grévistes, et le contenu des accords des 31 août-4 septembre; calomniant grossièrement les grévistes, les *MKS* et surtout les syndicats autonomes autogérés comme manipulés par les « *éléments anti-socialistes infiltrés* », ce qui constitue en même temps une calomnie à l'égard de la classe ouvrière polonaise elle-même (4 millions de travailleurs, en pleine démocratie ouvrière, se laissant « *manipuler* » par l'ennemi!); faisant un chantage ouvert à l'aide économique et un chantage à peine voilé à l'intervention

militaire; cherchant à «rassembler» l'ensemble des bureaucraties d'Europe orientale derrière une ligne commune faisant barrage au «virus polonais».

Jusqu'ici, elle a marqué des points dans ce sens. Malgré quelques velléités d'«indépendance» de la part du régime Kadar en Hongrie, les bureaucraties des «démocraties populaires», toutes menacées par un réveil de leur propre classe ouvrière stimulée par l'exemple polonais, se sont alignées sur le Kremlin. Elles exercent une pression conjointe sur Varsovie en faveur d'une «normalisation» graduelle de la situation. Il est vrai que la bureaucratie de la RDA, dont la population avait été largement informée des événements de Pologne grâce à l'accès à la radio-télévision de l'Allemagne de l'Ouest, n'a pas pu cacher l'étendue des revendications des travailleurs polonais au prolétariat est-allemand ni l'ampleur de la victoire qu'ils ont arrachée. Mais cela ne l'empêche pas d'élever le ton contre les «*éléments anti-socialistes qui téléguident le* MKS», de même que les bureaucrates de Prague, de Sofia et de Bucarest.

Seule la bureaucratie chinoise a eu un comportement différent, escomptant sans doute à tort une intervention militaire à court terme du Kremlin en Pologne et voulant préparer la population chinoise à une large mobilisation contre cette agression. Cette erreur d'estimation a déjà fait *boomerang*, les travailleurs chinois ont réclamé dans de nombreuses usines des droits analogues à ceux que les grévistes polonais viennent d'obtenir.

Pour le moment, le Kremlin joue encore la carte de la reprise en main «par étapes» de la classe ouvrière polonaise par la bureaucratie de Varsovie, tout en préparant le terrain pour une solution plus radicale. Plus la bureaucratie polonaise s'avèrera impuissante à arrêter l'auto-organisation et la politisation de la classe ouvrière de Pologne, plus cette montée aura des répercussions dans d'autres Etats ouvriers bureaucratisés, et plus forte sera la tentation d'une intervention militaire. Celle-ci reste techniquement et politiquement possible, aussi longtemps que la révolution politique ne monte pas dans plusieurs «démocraties populaires» simultanément et que le réveil de l'activité politique de masse ne touche pas le prolétariat soviétique lui-même.

Mais c'est justement dans ce sens qu'œuvre toute la logique de la crise du stalinisme, de la crise de la dictature bureaucratique qui secoue tous ces pays. Les premières répercussions directes des grèves polonaises restent modestes: grève des ouvriers de la *Reichsbahn* de la RDA (habitant cependant à Berlin-Ouest); les mouvements de solidarité parmi des groupes d'opposants et quelques noyaux de jeunes dans plusieurs pays d'Europe orientale. Mais plus l'existence, le fonctionnement légal, le programme, le rôle effectif des syndicats autonomes autogérés polonais seront connus, plus leur force d'attraction s'exercera sur des secteurs de la classe ouvrière des «démocraties populaires» et d'URSS. C'est pourquoi le temps joue en faveur de la classe ouvrière polonaise, aussi longtemps que son mouvement et son activité de masse ne refluent pas. L'extension internationale de ce mouvement est la seule garantie contre une intervention militaire du Kremlin. C'est pourquoi l'internationalisme prolétarien véritable est aujourd'hui une exigence politique évidente pour la classe ouvrière polonaise, dont nous devons sans cesse souligner l'importance.

Szczecin, après la signature de l'accord

La bourgeoisie d'Europe capitaliste, et l'impérialisme dans son ensemble, n'ont pas été moins effrayés par la montée impétueuse de la classe ouvrière polonaise que ne le furent les bureaucrates d'URSS et des «démocraties populaires». Ils craignent la force de l'exemple polonais sur la classe ouvrière de leurs propres pays, le risque que les travailleurs d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et du Japon ne répondent «à la polonaise» aux mesures d'austérité du Capital. Cette crainte se combine avec celle des bureaucrates syndicaux, des PS et des PC, que les travailleurs des pays capitalistes ne réclament, eux aussi, des structures d'autogestion, c'est-à-dire la démocratie syndicale et des comités de grève démocratiquement élus dans des assemblées générales des grévistes. C'est pourquoi, tout en accordant un «appui» verbal aux grévistes polonais et tout en cherchant à exploiter les grèves polonaises à des fins de propagande anti-communiste, toutes ces forces conservatrices — y compris les dirigeants des partis dits «eurocommunistes» — ont salué avec soulagement la fin des grèves et la «sagesse» des dirigeants de Varsovie qui ont évité un affrontement frontal.

Mais l'appui de fait apporté par la bourgeoisie internationale au régime de Varsovie ne s'est pas limité à des déclarations platoniques. Il a pris la forme de plus d'un milliard de dollars accordés à la bureaucratie polonaise afin de lui permettre de passer outre les difficultés immédiates du paiement du service de sa dette étrangère qui est énorme et de lui fournir une petite marge de manœuvre, autant face aux travailleurs polonais que face à la pression du Kremlin.

C'est que la bourgeoisie autant que la bureaucratie craignent comme une menace de mort une révolution politique anti-bureaucratique victorieuse en Pologne, qui serait un stimulant puissant pour la révolution socialiste en Europe occidentale, de même que pour l'extension de la révo-

lution politique en Europe orientale et en URSS. Tout l'édifice de fragmentation du prolétariat européen, créé à Yalta et à Potsdam, serait menacé d'effondrement.

A ceux qui disent qu'un renversement du pouvoir de la bureaucratie à Varsovie menacerait l'Europe et le monde d'une troisième guerre mondiale nous répondons qu'il s'agit d'un mensonge éhonté. Plus forte et active est la classe ouvrière en Europe de l'Est et de l'Ouest ou dans n'importe quelle autre partie du monde, et plus le spectre d'une troisième guerre mondiale recule. Des prolétariats mobilisés par millions, comme celui de France en mai 1968 ou de Pologne en été 1980: voilà le meilleur barrage contre la folie suicidaire d'une guerre mondiale. Des victoires du prolétariat en Europe de l'Est ou de l'Ouest auront des répercussions profondes au sein des prolétariats américain et soviétique. Ceux qui engagent la marche vers la guerre, ce sont ceux qui alimentent, encouragent ou tolèrent la course aux armements nucléaires, ceux qui démoralisent, divisent et condamnent à la passivité le prolétariat ou donnent un appui ouvert aux préparatifs de guerre impérialistes, non ceux qui avancent sur la voie de la prise et de l'exercice direct du pouvoir par la classe ouvrière.

7 La grève et la victoire de deux millions d'ouvriers polonais souligne l'importance croissante que prend la révolution politique anti-bureaucratique dans le processus d'ensemble de la révolution mondiale. Elles confirment le poids de plus en plus déterminant que le prolétariat occupe dorénavant dans les trois secteurs de la révolution mondiale — la révolution permanente dans les pays semi-coloniaux; la révolution prolétarienne dans les pays impérialistes; la révolution politique dans les Etats ouvriers totalitaires. Elles infligent un nouvel et cruel démenti à tous les idéologues qui, mesurant l'histoire à l'aune de leurs déceptions personnelles, sont tentés de dire «adieu au prolétariat», parce que le rythme inégal de la révolution mondiale ne respecte pas un horaire ou des schémas arbitrairement préconçus. Après mai 68, après plus de dix années de combativité exemplaire du prolétariat italien, après la magnifique remontée du prolétariat brésilien, après les spectaculaires insurrections urbaines en Iran et au Nicaragua, les grèves de Pologne confirment une fois de plus les capacités d'auto-organisation exemplaires, la force irrésistible de millions de travailleurs en lutte unie et collective.

Spontanément, la classe ouvriere des pays capitalistes a suivi avec une sympathie et un enthousiasme croissants le combat exemplaire de ses frères de classe polonais. Au fur et à mesure que le syndicat autonome autogéré s'organise, s'affirme, défend les acquis d'août-septembre 1980 et s'efforce de traduire dans les faits la capacité de la classe ouvrière de formuler une politique économique et sociale de rechange par rapport à celle de la bureaucratie, cette sympathie sera accompagnée d'une réflexion, d'une prise de conscience nouvelles sur le véritable visage et la véritable nature du socialisme en tant qu'alternative valable au capitalisme, comme ce fut le cas lors du «printemps de Prague». Les adversaires irréconciliables de l'impérialisme et du capitalisme que nous sommes ne pourront que s'en réjouir, car cette prise de conscience croissante alimentera de plus en plus la lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste dans les pays où règne le capital.

Mais justement parce que la menace principale qui pèse sur «l'été polonais» reste celle d'une répression appuyée sur une intervention militaire soviétique; précisément parce que «l'été polonais» fait partie intégrante de la montée mondiale du prolétariat, il s'agit de traduire cette sympathie universelle en un véritable mouvement de solidarité active qui modifie les rapports de forces internationaux au profit de la classe ouvrière de Pologne. Plus fort sera ce mouvement de solidarité, plus difficile deviendra l'intervention répressive de la bureaucratie. C'est au niveau international que l'issue de la bataille se décidera. C'est au niveau international que le mouvement ouvrier organisé, que la classe ouvrière peuvent dès maintenant modifier les rapports de forces en faveur de leurs frères de classe polonais.

En particulier dans le mouvement syndical, il est possible de tisser tout de suite des liens de solidarité avec le mouvement ouvrier autonome de Pologne. Il faut réclamer des syndicats des pays capitalistes et des syndicats des Etats ouvriers, partout où s'ouvrent de telles possibilités — avant tout en Yougoslavie, en Chine, à Cuba — qu'ils envoient des délégations sur place pour s'informer de la réalité syndicale en Pologne, pour informer honnêtement leurs propres membres de ce que sont réellement les syndicats autonomes autogérés de Pologne, pour combattre les déformations de l'information que donnent la bureaucratie et la bourgeoisie chacune de leur côté. L'information doit déboucher sur le soutien: les syndicalistes polonais ont besoin d'aide sous forme de conseils, d'aide technique et financière, de construction d'une presse ouvrière indépendante. Le soutien peut conduire au jumelage de sections syndicales et à l'engagement de larges campagnes d'information dans la classe ouvrière sur ce que représente réellement l'auto-organisation du prolétariat polonais.

C'est surtout au sein des confédérations syndicales à large influence des PC (*CGIL* italienne, CGT française, *CCOO* espagnole, *CGTP* portugaise, diverses confédérations syndicales dans les pays semi-coloniaux) que de telles campagnes de solidarité systématiques revêtent une importance particulière pour contrebalancer les pressions du Kremlin. Un des buts à poursuivre, c'est l'établissement de liens officiels, de confédération à confédération, entre les confédérations syndicales d'un nombre croissant de pays et la confédération polonaise *Solidarnosc*

En même temps, il est important de continuer la lutte contre les menaces de guerre impérialistes, l'OTAN, l'introduction des missiles *Cruise* en Europe occidentale, etc. Dans ce contexte, il faut s'opposer aux manœuvres anti-communistes des chefs du Département international de la bureaucratie syndicale américaine *AFL-CIO*, boycottage réactionnaire des marchandises polonaises par les dirigeants du syndicat des dockers sur la côte Est des Etats-Unis, et à d'autres actions pro-impérialistes, qui ne peuvent que nuire à la cause des ouvriers polonais.

Les militants de la IVe Internationale ont une responsabilité particulière dans le développement de ce mouvement de solidarité. La IVe Internationale s'identifie totalement avec les objectifs que poursuivent les travailleurs polonais. Le développement de la solidarité avec les travailleurs polonais est partie intégrante de la construction de la IVe Internationale.

Vive la solidarité
ouvrière internationale
avec les travailleurs polonais !
Vive le mouvement ouvrier
autonome de Pologne !
A bas la dictature bureaucratique !
Vive la République ouvrière
polonaise socialiste
et démocratique !
Kremlin, bas les pattes
devant la Pologne !
Autodétermination
de la nation polonaise !
A bas la bureaucratie stalinienne !
Pour une révolution politique
victorieuse en Europe de l'Est
et en URSS !
A bas l'impérialisme
et le capitalisme !
Pour la victoire
de la révolution socialiste
dans tous les pays capitalistes !
Vivent les Etats-Unis
socialistes d'Europe !
Le 28 septembre 1980

Secrétariat unifié de la
IVe Internationale □

Une nouvelle avancée de la révolution au Nicaragua

Résolution du Secrétariat unifié de la IVe Internationale

Pendant les treize mois écoulés depuis le renversement insurrectionnel de Somoza, le processus révolutionnaire s'est approfondi au Nicaragua.

D'avril à août 1980, de nouveaux pas importants ont été franchis. L'ensemble des mesures économiques et sociales prises par le FSLN, sa volonté de ne pas transiger face aux exigences de la bourgeoisie sur des questions politiques de première importance (telles que la composition du Conseil d'Etat et à plus forte raison l'organisation d'élections), la consolidation de son hégémonie dans l'exercice du pouvoir politique, tout cela traduit l'avancée de la révolution.

La situation spécifique de dualité de pouvoir créée en juillet 1979 n'a toutefois pas encore été résolue. Mais son dénouement approche. L'épreuve de forces décisive avec la bourgeoisie se profile, dans un contexte marqué par l'extension de la guerre civile au Salvador et par la détermination de l'impérialisme américain de briser la montée révolutionnaire en Amérique centrale.

1 La lutte armée conduite par le FSLN, la grève générale et finafinalement l'insurrection populaire — avec le développement des milices populaires et des CDC — ont débouché sur une situation de dualité de pouvoir spécifique. Comme dans toute situation de dualité de pouvoir, il n'y a pas dès l'origine partage à parts égales de l'autorité : les rapports de forces entre classes et les résultats mêmes du combat contre la dictature concentrent, dès juillet 1979, les instruments de coercition de l'appareil d'Etat, la nouvelle armée (*EPS*) et la nouvelle police, entre les mains du FSLN. Ce dernier met à l'écart les conseillers militaires et les policiers panaméens. Il impulse la formation des milices. Fort de ce contrôle, le FSLN s'engage dans la phase de « reconstruction nationale ».

Cette exclusion des forces bourgeoises de toute emprise sur l'appareil de répression étatique et leur faiblesse sur le plan institutionnel et politique expriment la particularité de ce partage très inégal de l'autorité. Ceci se reflète dans le gouvernement de coalition installé le 19 juillet 1979.

La bourgeoisie, organisée dans le *COSEP* et ses diverses associations professionnelles, détient cependant une série de positions qui trouvent leur prolongement sur le terrain du pouvoir politique. Elle maintient une présence significative dans des secteurs de l'appareil d'Etat (administrations, appareil judiciaire, ministères) et une représentation effective au sein de la Junte de reconstruction nationale (Robelo et Chamorro). Elle dispose d'assises économiques importantes, vu la portée relativement limitée des mesures d'expropriation des biens de Somoza et de ses alliés.

Bien qu'ayant peu d'atouts en mains, la bourgeoisie anti-somoziste vise à utiliser ses postes dans l'appareil d'Etat et le gouvernement comme son implication dans la lutte contre Somoza pour se hisser, avec l'aide de la haute hiérarchie catholique et de *La Prensa* , au rang de véritable partenaire du FSLN. Elle tente d'exploiter son contrôle de larges secteurs de l'économie (80% de l'industrie et 75% de l'agriculture) pour assurer la suprématie de l'économie de marché, pour obtenir des concessions politiques et institutionnelles. Elle compte pour cela sur l'appui de l'impérialisme et des bourgeoisies latino-américaines.

Le FSLN lui-même déclare fin septembre 1979 : «*De fait, le secteur financier et économique de l'Etat — à l'exception de l'éxecution de la réforme agraire — est aux mains de la bourgeoisie...* ».

La réponse du FSLN aux différentes phases de la bataille de classes a pour résultat de réduire encore davantage les bases d'appui de la bourgeoisie sur le plan intérieur.

2 Durant l'automne 1979, le FSLN complète les premières mesures d'expropriation du secteur somoziste. Il crée l'*IRENA* (Institut national des ressources naturelles), nationalise, après les banques, le système d'assurances et de réassurances (ce qui donne à l'Etat un plus large contrôle sur le secteur financier), nationalise les industries minières, et intègre par le décret du 3 novembre 1979 l'ensemble des entreprises d'Etat chargées de l'exportation et de la distribution sur le marché intérieur de produits clés pour les échanges commerciaux (coton, café, sucre, viande, produits de la mer, aliments de base, engrais et produits agro-chimiques, banane pétrole).

Parallèlement, après la démission du gouvernement début décembre, le FSLN renforce son contrôle direct sur les ministères centraux, avec la nomination d'Humberto Ortega au ministère de la Défense et d'Eden Pastora comme vice-ministre chargé de la constitution des milices, d'Henry Ruiz au ministère de la Planification, et de Jaime Wheelock à la tête du *MIDA*, ministère devant centraliser les secteurs de la production et de la transformation des produits agricoles. L'effort de mobilisation et d'organisation des masses est constant au sein des travailleurs agricoles et des paysans pauvres, de la classe ouvrière, de la jeunesse et des femmes.

L'ensemble de ces décisions traduisent la volonté du FSLN de développer les germes du nouveau pouvoir apparus lors de l'insurrection populaire (les *CDS*, l'*EPS*, et les milices) et d'élargir son contrôle sur les éléments d'un appareil d'Etat désarticulé.

3 Pour tenter d'associer la bourgeoisie anti-somoziste à la tâche de « reconstruction nationale » et pour obtenir des crédits des institutions financières internationales et des gouvernements impérialistes, le FSLN accorde des concessions effectives aux industriels et aux propriétaires : reconnaissance explicite du rôle du secteur privé dans le « plan de réactivation économique », crédits aux entreprises privées, unification du taux de change, vente de devises, conventions passées avec les entreprises sur le prix d'achat des produits

et sur la croissance des salaires... Fin 1979 et début 1980, le FSLN fait campagne sur le thème de l' « unité nationale ». Mais, les contradictions qui mûrissent dès les premiers mois de l'année 1980 précipitent les échéances.

a) Sur la lancée de leur victoire contre Somoza, les ouvriers agricoles et les paysans pauvres développent dès le début 1980 des mobilisations contre les opérations de sabotage du patronat et des gros propriétaires, pour l'extension du contrôle étatique sur l'industrie, pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, pour l'exercice plein et entier des droits syndicaux, pour la confiscation des terres non cultivées et l'approfondissement de la réforme agraire. L'aspiration à une augmentation des salaires directs répond à la chute du salaire réel en 1978-79 et à l'inflation des derniers mois. Elle est d'autant plus forte que les travailleurs éprouvent le sentiment de leur propre force, et que la diffusion du salaire social est trop lente pour freiner les revendications salariales.

b) La contrebande capitaliste en direction de Costa-Rica et du Honduras, les opérations de sur-facturation des importations et de sous-facturation des exportations se multiplient. Le volume des importations est difficilement contrôlable. Tout ceci est facilité par les liens étroits qui unissent les organisations professionnelles patronales nicaraguayennes à leurs partenaires du Marché commun centraméricain.

Le manque effectif d'offre de produits de consommation, en particulier de produits agricoles et de produits manufacturés, crée un terrain favorable aux marchés parallèles, à la spéculation et nourrit l'inflation. Les importations nécessaires pour contrecarrer ces tendances accentuent les déséquilibres de la balance des paiements. Le contrôle des prix « *connaît de sérieuses difficultés... L'Etat ne contrôle pas un segment dominant de la distribution et ne peut donc distribuer rationnellement l'offre des biens de base. Ainsi, les lois du marché fixent non seulement des prix qui favorisent les intermédiaires et non pas les producteurs, mais encore rétablissent des canaux de distribution orientés vers les couches sociales ayant des revenus supérieurs... Par ailleurs, les mécanismes populaires de contrôle de l'approvisionnement, pour lesquels les* CDS *devaient avoir un rôle central, ne se sont pas développés.* » (ministère de la Planification - 15 mai 1980 - Bilan du premier trimestre du Plan).

c) Des secteurs importants de l'économie aux mains des capitalistes et des propriétaires ne répondent pas aux exigences du Plan, en dépit d'une débauche de crédits : « *Les informations dont on dispose sur le secteur privé sont très limitées. On considère que ses investissements propres sont tout à fait minimes, ce qui ne permettra pas d'atteindre l'objectif de 470 millions de cordobas.* » (ministère du Plan). La sous-utilisation des capacités productives est importante. Pour la seule construction privée (dépendant de la Chambre nicaraguayenne de la Construction), elle est estimée à 77% pour le premier trimestre 1980. Les effets de cette stagnation des investissements sur l'exportation et sur le développement de l'emploi ne peuvent qu'être négatifs.

d) Malgré les mesures prises en 1979, la direction du développement économique reste peu maîtrisée, du fait du poids prédominant de la propriété privée, du contrôle encore insuffisant de l'ensemble de l'appareil d'Etat et des contradictions inhérentes à un projet « d'économie mixte ». Parmi les insuffisances de la politique économique relevées par le ministère du Plan, il faut souligner : « *Une surestimation de la capacité de l'Etat : on partait de la prémisse qu'il existait une direction économique centrale suffisante du secteur financier...* », alors que « *l'Etat s'est vu dominé dans les faits par une politique à court terme, cherchant à étendre en général toutes les sphères de l'économie, à satisfaire toutes les classes et tous les groupes sociaux, sans reconnaître les limites et les contradictions...* »

Distribution de lait dans les zones de la réforme agraire

4 Les tensions engendrées par les exigences des masses et les contradictions économiques s'accentuent au cours du premier semestre 1980. La direction du FSLN y répond par de nouvelles initiatives et non par un repli économique et politique.

a) Dès février sont exposées les grandes lignes de l'organisation des milices populaires.

b) En mars, sont adoptés des décrets permettant de sanctionner commerçants, industriels et propriétaires fonciers, pour faire échec aux opérations de fuite des capitaux et aux sabotages de toutes sortes. La campagne se développe pour que les travailleurs s'opposent aux sabotages et prennent des mesures de contrôle ouvrier. Contre la spéculation, le

FSLN stimule le contrôle populaire des prix.

c) Fin mars est engagée pour cinq mois la vaste campagne d'alphabétisation qui constitue non seulement un facteur exceptionnel de politisation et d'organisation de dizaines de milliers de jeunes alphabétiseurs, mais permet surtout de consolider l'influence du FSLN parmi de larges couches de travailleurs agricoles et de paysans pauvres, et de renforcer ainsi le dispositif de mobilisation populaire.

d) Les occupations de terres par des paysans pauvres et des travailleurs agricoles sont reconnues. Un maximum est fixé pour le loyer de la terre, pour les terres consacrées à la production céréalière et cotonnière. Un important effort prend forme pour élargir l'organisation des petits paysans, des paysans pauvres et du prolétariat agricole (coopératives, élargissement de l'ATC).

e) Après l'assassinat d'Oscar Romero, le FSLN dénonce violemment la Junte militaire du Salvador et renforce encore la solidarité avec les organisations membres de la Coordination révolutionnaire.

f) L'alliance avec l'Etat ouvrier cubain est affirmée avec force. Des délégations du FSLN se rendent en URSS et dans les « démocraties populaires ». Dans le contexte d'une tension entre Cuba et l'impérialisme américain, accrue par la montée révolutionnaire en Amérique centrale et dans la Caraïbe, l'évolution de la politique étrangère sandiniste constitue un nouveau facteur de conflit entre la bourgeoisie et le FSLN.

5 L'ensemble de ces mesures suscite de vives réactions au sein de la bourgeoisie qui voit son terrain d'entente avec le FSLN réduit comme une peau de chagrin. Elle exige que soient réglés les rapports entre travailleurs et patrons et qu'il soit mis fin à toute incursion dans le domaine de la propriété privée. Elle dénonce les prérogatives croissantes des *CDS* étroitement liés au FSLN « *qui contredisent l'existence d'un Etat de droit et accoutument les citoyens à résoudre leurs problèmes en dehors des canaux institutionnels normaux que la Loi sanctionne et protège* » (Document du *COSEP*).

Elle tend ses énergies pour relancer sa principale formation politique, le *MDN*, dirigé par un membre de la Junte, Alfonso Robelo. Elle vise à resserrer ses liens avec la petite et la moyenne bourgeoisie, entre autres dans le commerce et l'agriculture. Elle cherche à tirer parti de ses relations avec l'impérialisme et les bourgeoisies latino-américaines pour faire des prêts financiers un élément de consolidation du secteur capitaliste et une arme politique dans le sens d'une subordination du programme socio-économique du FSLN à ses exigences. En mars, elle concentre son attaque contre la politisation de la campagne d'alphabétisation et sur la nécessité d'organiser des « élections libres et démocratiques ».

C'est dans ce contexte que s'engage la bataille sur la composition et la nature du Conseil d'Etat dont la convocation est fixée pour le début du mois de mai. Le FSLN riposte à la campagne du *MDN* et de Robelo en soulignant la participation de « *dernière heure* » de la bourgeoisie antisomoziste au combat contre la dictature et son propre rôle hégémonique dans la conduite de la révolution. Il met l'accent sur les conditions sociales et économiques effectives de la démocratie pour les masses, sur le sabotage économique organisé par les capitalistes qui s'abritent derrière des professions de foi « démocratiques ».

Le FSLN ne recule pas. Il s'assure avec les organisations de masse une majorité dans le Conseil d'Etat dont le rôle purement consultatif est en outre réaffirmé. Dès l'annonce de la composition du Conseil, Robelo, représentant du secteur privé au sein de la Junte de reconstruction, donne sa démission le 22 avril, comme Violeta Chamorro l'avait déjà fait trois jours plus tôt. L'archevêque Obando, dans la foulée, demande aux prêtres investis de charges officielles de démissionner. Confronté à cette crise ouverte de la coalition, à cette nouvelle exacerbation des antagonismes dans la situation de l'Etat, propre à un dualisme de pouvoirs, le FSLN maintient son projet de constitution du Conseil d'Etat. Il indique clairement sa volonté de renforcer sa position sur le terrain politique et institutionnel et accentue sa dénonciation de Robelo.

Il annonce en même temps son respect de « l'économie mixte », du « pluralisme politique », la levée de l'état d'urgence qui venait d'être prolongé jusqu'en avril 1981 et une série de mesures législatives (loi de *Amparo*) visant à rassurer le secteur privé. Acculé, le *COSEP* finit par envoyer ses représentants à la séance inaugurale du Conseil d'Etat le 4 mai. Le 20 mai enfin, la direction du FSLN désigne elle-même, à la grande indignation du *COSEP* devant cette manifestation d'autorité, les remplaçants de Chamorro et Robelo au sein de la Junte : Rafaël Cordova, leader du Parti conservateur démocratique et membre de la Cour suprême de justice et Arturo Cruz, directeur de la Banque centrale et ancien collaborateur de la *BID*.

La vérification des rapports de forces faite à l'occasion de la crise ouverte par le départ de Robelo provoque des déchirures et sème le désarroi dans les rangs de la bourgeoisie.

6 Forte des points marqués dans cette épreuve de forces politique d'ampleur avec la bourgeoisie, la direction du FSLN repropose, dans ce nouveau contexte, la participation de la « bourgeoisie patriote » à l'effort de reconstruction. Cette dernière est contrainte d'utiliser au mieux ses positions dans la production et les ressources que peut lui fournir l'impérialisme et les bourgeoisies latino-américaines. C'est dans ce cadre que, pour la bourgeoisie, la nomination de Cruz et Cordova prend son sens. Les milieux financiers internationaux enregistrent positivement cette nomination.

La procédure de leur accession à la Junte, par désignation pure et simple du FSLN, traduit la modification du rapport de forces au détriment de la bourgeoisie. Par rapport au secteur privé ils n'ont pas la même représentativité que Robelo et Chamorro. Leur présence dans l'appareil gouvernemental traduit le compromis instable que le FSLN tente de prolonger après la crise d'avril avec le secteur privé et les institutions financières impérialistes.

Cruz explicite à *La Prensa* son projet politique : « *Je crois fermement que tout gouvernement... doit être le produit d'une élection populaire... J'ai déjà dit qu'ont été capitalisées positivement tant l'action entreprise par Alfonso Robelo que les initiatives du* COSEP. *On a supprimé la loi d'urgence et promulgué la loi de* Amparo *et je crois sans le moindre doute que la décision ferme du gouvernement est de rendre effectif un système d'économie mixte...* » (26 mai 1980). Le *COSEP* se raccroche finalement à cette nomination pour conserver un point d'appui au sommet des institutions étatiques.

7 Les concessions faites par le FSLN après avril sont fonction du rapport de forces. Elles ne marquent pas la substitution de la paix de classes à la lutte de classes. Rapidement, les tensions sociales et économiques mettent à l'ordre du jour de nouveaux affrontements. Le FSLN utilise sa position de force pour contrer le secteur privé.

Les progrès de la réforme agraire posent avec acuité un triple problème :

— ils développent le besoin de terres des petits paysans et des paysans

pauvres; or les occupations désordonnées risquent soit de désorganiser la production, soit de rendre très difficile l'intégration efficace des terres occupées à la réforme agraire;

— ils accentuent la nécessité pour l'Etat de disposer d'une surface suffisante de terres cultivables pour que la centralisation des activités de production et de transformation soit la plus efficace possible;

— ils mettent en évidence le besoin de coordonner étroitement le secteur coopératif et le secteur étatique, ainsi que d'assurer au *MIDA* un contrôle maximum sur le surplus agricole.

C'est pourquoi une stabilisation ou une pause dans la réforme agraire sont impossibles. Jaime Wheelock l'expose clairement le 14 juillet, dans un bilan d'ensemble de la révolution dans les campagnes : « ... *Il est nécessaire de chercher des aires d'expansion pour le secteur étatique, étant donné que les fermes que nous possédons actuellement sont presque toutes séparées, on pourrait dire anarchiques, ce qui provoque des problèmes économiques, de temps, d'administration, et de développement énormes.* » Il conclut à propos des occupations sauvages de terres que « *les terres dont dispose l'Etat sont déjà insuffisantes.* »

En outre, les principales faiblesses économiques révélées au premier trimestre se confirment au second. Le besoin d'une industrie d'Etat dans les secteurs névralgiques (agrochimique par exemple) se fait sentir avec urgence. La nécessité « *d'une nouvelle conception* » du Plan pour l'année 1981 est annoncée, le 23 août, par Humberto Ortega lors du grand rassemblement clôturant la première étape de la campagne d'alphabétisation.

Après avoir repris son souffle, la bourgeoisie relance sa campagne pour des élections libres et une Assemblée constituante en 1981. Elle espère ainsi rallier de larges franges de la petite et moyenne bourgeoisie. Elle privilégie les efforts, dans diverses régions, pour constituer une opposition avec des secteurs de la paysannerie. Elle mise sur une défaite des ouvriers, des paysans et des organisations révolutionnaires au Salvador ainsi que sur l'aide directe ou indirecte de l'impérialisme pour tenter de rétablir ses positions. Des secteurs du *COSEP* se trouvent mêlés à des tentatives de subversion, notamment celle conduite par l'ancien ministre de la Défense, Larios.

8 La riposte du FSLN démontre une fois de plus qu'il n'est pas prêt à laisser piétiner la révolution.

a) Le 19 juillet, à l'occasion de l'anniversaire de la révolution, il annonce que pourront désormais être expropriées toutes les terres laissées en friche ou mal cultivées. Cette décision constitue une arme nouvelle contre les propriétaires qui préfèrent laisser leurs terres en friche plutôt que de les louer à bas prix conformément à la réglementation des loyers de la terre. Elle est susceptible, dans le cadre du développement de la lutte des classes à la campagne, de renforcer l'audience de la révolution auprès des paysans pauvres et des salariés agricoles. Le 11 juin, contre la volonté du *COSEP*, un décret-loi impose une augmentation du salaire minimum. Cette décision fait suite au lancement d'un « Plan de lutte » de l'*ATC* et de la *CST*. Le contrôle étatique est établi sur l'importation et la distribution du pétrole. Pour diminuer le volume des importations, l'allocation de devises aux capitalistes est restreinte.

b) Les milices populaires, qui se sont développées dans les entreprises et les fermes au cours des derniers mois, sont avec l'Armée populaire sandiniste (*EPS*) au centre de la célébration du premier anniversaire de la révolution, le 19 juillet. Afin de donner tout son sens à la mobilisation contre la réaction armée et d'encourager la vigilance populaire, ce sont les milices qui sont appelées à combattre les commandos contre-révolutionnaires aux frontières du Honduras et les complots des somozistes.

c) Le 23 août, devant des dizaines de milliers de jeunes alphabétiseurs, Humberto Ortega rend publique la réponse de la direction sandiniste à la campagne de la bourgeoisie en faveur des élections et de l'Assemblée constituante :

«1) Pour le Front sandiniste, la démocratie ne se mesure pas uniquement par les élections. C'est quelque chose de plus, de beaucoup plus. Pour un révolutionnaire, pour un sandiniste, elle signifie la participation du peuple aux affaires politiques, économiques, sociales et culturelles. Plus le peuple prendra part à tout cela, plus ce sera démocratique. Et il faut dire une fois pour toutes que la démocratie ne commence ni ne se termine avec les élections. C'est un mythe que de vouloir réduire la démocratie à cette condition. La démocratie commence sur le terrain économique, quand les inégalités sociales commencent à s'affaiblir, quand les travailleurs, les paysans, améliorent leur niveau de vie. Là prend sa source la véritable démocratie. Pas avant.

«Une fois ces objectifs atteints, elle s'étend aussitôt à d'autres terrains : elle s'élargit à la sphère du gouvernement; quand le peuple influe sur le gouvernement, quand le peuple détermine son gouvernement, que cela plaise ou non.

«Bien sûr, dans une phase plus avancée, démocratie signifie participation des travailleurs à la direction des usines, des fermes, des coopératives et des centres culturels. Pour résumer, la démocratie c'est l'intervention des masses dans tous les aspects de la vie sociale. Nous soulignons ce qui précède pour établir sur une base de principe ce que le FSLN entend par démocratie. Le Front sandiniste reconnaît néanmoins la critique constructive comme la seule critique féconde. La divergence et le pluralisme continueront à être des composantes essentielles de la démocratie sandiniste. Mais il signale que les critiques dont il faut tenir compte sont fondamentalement celles que fait le peuple travailleur, parce que ce sont les plus désintéressées, authentiquement sincères et révolutionnaires.

«2) La direction nationale du FSLN réaffirme devant le peuple nicaraguayen et devant le monde, que le processus révolutionnaire que vit actuellement notre pays, n'a pas de retour et continuera sa marche jusqu'aux ultimes conséquences. Il ne doit pas y avoir le moindre doute sur le fait que c'est une révolution qui est aujourd'hui en marche, et que c'est pour faire une révolution que le FSLN a pris le pouvoir à la tête du peuple nicaraguayen le 19 juillet 1979, après 28 ans de lutte et au prix de presque 100000 morts.

«3) La responsabilité que nous avons assumée dans la conduite de la guerre de libération nous a conduits à étudier la réalité concrète de notre pays. Nous sommes parvenus ainsi à apprécier l'état d'arriération et de destruction économique, sociale et morale dans lequel la révolution triomphante trouverait notre pays. C'est pourquoi nous avons affirmé avec sérieux que devait s'ouvrir après la victoire un processus de reconstruction nationale comme premier grand pas de la Révolution populaire sandiniste.

«4) Une fois au pouvoir, le Front sandiniste, comme authentique avant-garde et comme guide du peuple nicaraguayen, a décidé d'installer une Junte de gouvernement qui organisera et dirigera la gestion gouvernementale, appuyée sur le travail du peuple, pour permettre la reconstruction nationale.

«5) Un an après la Révolution, nous pouvons affirmer responsablement que le retard et la destruction économique, sociale et morale du pays sont d'une telle ampleur et d'une telle profondeur, qu'on ne peut attendre que le pays se reconstruira avant 1985; c'est pourquoi la

direction nationale du FSLN a décidé que la Junte de gouvernement devra continuer en l'état à la tête de la gestion gouvernementale jusqu'en 1985.

«6) Notre peuple travailleur, nos ouvriers et paysans, nos jeunes et femmes, les techniciens et entrepreneurs patriotes dévoués à la reconstruction nationale devront se préparer en 1985 à choisir le programme de gouvernement et les meilleurs hommes du pays, qui, chargés du gouvernement, devront continuer à impulser les tâches de notre Révolution... »

d) Enfin, trois nouvelles lois permettent d'intervenir contre les menées de la bourgeoisie sur divers terrains. La désignation de candidats pour les élections est interdite avant que le corps électoral ne soit constitué en 1984. Les campagnes d'information favorisant les mouvements speculatits et le marché noir sont neutralisées par l'instauration d'une censure frappant ce type d'informations. Enfin, la diffusion de rumeurs sur les affrontements militaires visant à créer un climat d'insécurité est frappée par l'application d'un décret identique.

Le cours des événements depuis avril a miné le projet que pouvait représenter pour la bourgeoisie l'entrée de Cruz et Cordova dans la Junte.

9 L'ensemble de ces dispositions marque un nouveau pas en avant de la part de la direction sandiniste. Elles démontrent le rétrécissement extrême de tout terrain d'entente entre le FSLN et des secteurs significatifs de la bourgeoisie.

La constitution d'un Conseil d'Etat consultatif à majorité ouvrière et paysanne, le refus d'obtempérer aux exigences du *COSEP* pour la nomination des remplaçants de Robelo et Chamorro, le rejet des requêtes de la bourgeoisie concernant l'organisation d'élections pour 1981 et, parallèlement, l'affirmation que le développement des germes du nouveau pouvoir prédomine sur les élections qui, de fait, devront entériner le pouvoir des organismes de masse, l'affirmation répétée de la prééminence de la direction nationale du Front sur les organes gouvernementaux officiels, l'approfondissement de la réforme agraire et la généralisation des milices, tous ces éléments combinés démontrent l'existence au Nicaragua d'un gouvernement qui s'appuie sur les ouvriers et les paysans, affirme son indépendance face à la bourgeoisie, un gouvernement ouvrier et paysan, bref épisode vers l'instauration de la dictature du prolétariat.

En effet, l'épreuve de forces décisive entre les classes n'a pas encore eu lieu. Le dénouement de la situation particulière de dualité de pouvoir — qui alors impliquera un changement de la nature de classe du pouvoir d'Etat, la socialisation des principaux moyens de production, la centralisation par le Plan de l'accumulation — est encore devant nous.

La révolution nicaraguayenne a pu mettre à profit la crise de l'impérialisme et l'accentuation, qui en découle, des contradictions inter-bourgeoises à l'échelle nationale et internationale. L'existence de l'Etat ouvrier cubain constitue une aide importante pour le succès de la révolution nicaraguayenne. Cette dernière à son tour, ouvre une brèche dans l'encerclement impérialiste de la révolution cubaine, depuis 20 ans.

Le FSLN a pu utiliser, dans cette première étape, cette situation internationale pour améliorer les rapports de forces avec l'ennemi intérieur et extérieur. Mais les progrès mêmes de la révolution nicaraguayenne et ses effets en Amérique centrale et dans la Caraïbe contribuent à modifier ce contexte. Les possibilités de manœuvres diminuent.

L'impérialisme américain n'est pas prêt à accepter l'extension de la révolution socialiste dans cette région. Il multiplie les efforts pour consolider le pouvoir de la bourgeoisie au Honduras et au Guatemala, pour aider la Junte salvadorienne à briser la montée révolutionnaire, pour forger une alliance entre les forces réactionnaires d'Amérique centrale, le Venezuela et la Colombie.

Parallèlement, il continue à jouer des crédits pour donner de l'oxygène à la bourgeoisie nicaraguayenne, pour tenter de conforter ses bases dans la perspective des combats futurs dont l'ampleur et les formes seront largement déterminées par l'issue de la révolution salvadorienne.

10 Depuis un an, la direction sandiniste a affronté victorieusement les épreuves et répondu à chaque nouveau défi de la bourgeoisie par une nouvelle avancée de la révolution.

Les travailleurs et les paysans, sous la direction du FSLN, n'accepteront pas de voir leurs conquêtes menacées par la contre-révolution. Ils sauront se mobiliser pour défendre leurs acquis et ainsi aider la lutte des peuples d'Amérique centrale. Ils n'accepteront pas davantage de voir, d'une part, se renforcer leurs organisations et leur pouvoir de décision dans la sphère politique et, d'autre part, de se heurter sur les lieux de travail à l'autorité patronale et aux entreprises de sabotage des propriétaires privés.

Le contrôle ouvrier sur la production et la nationalisation des secteurs clés deviendront chaque jour plus nécessaires à une planification effective de la production et à une distribution maîtrisée des richesses sociales.

A la campagne de la bourgeoisie en faveur d'élections libres immédiates, la direction sandiniste a justement répondu que la démocratie réelle pour les masses commence sur le terrain économique (par l'abolition de l'exploitation et de l'oppression) et sur celui de l'éducation (avec l'alphabétisation et le droit à l'instruction). Mais toutes ces expériences historiques montrent que cette démocratie, pour s'amplifier, doit se fonder sur les organisations de masses : les comités, les milices, les syndicats, les associations.

La lutte pour approfondir le processus révolutionnaire passe par :

— le renforcement des organisations de masse et de leur capacité à exprimer fidèlement la volonté collective des travailleurs comme de mobiliser les forces vives de la révolution;

— le fonctionnement démocratique de ces organes, c'est-à-dire la possibilité pour les divers courants du mouvement ouvrier de s'y exprimer et le droit pour les travailleurs eux-mêmes de décider des grandes options de leurs organisations comme d'en élire les directions à tous les niveaux; cette démocratie ouvrière est essentielle pour aboutir à l'unification syndicale qui assurerait une implantation majeure du FSLN dans les rangs ouvriers;

— par la centralisation d'organes de démocratie prolétarienne, à travers lesquels les masses tranchent sur les questions politiques, sociales et économiques centrales et élisent au niveau national des représentants révocables. L'extension des fonctions des *CDS* et des organes unitaires (Assemblées de réactivation économique, ARE) et leur centralisation constitueraient un pas dans ce sens.

L'avant-garde reconnue de la révolution nicaraguayenne s'est forgée au sein du Front sandiniste et à travers son combat de longue haleine contre la dictature. Les tâches de la révolution posent à cette avant-garde consciente le problème de sa constitution en un parti. Seule la centralisation démocratique de ce parti peut assurer la plus grande unité dans l'action et le libre débat nécessaire pour affronter les épreuves futures.

La IVe Internationale réaffirme son soutien à la révolution nicaraguayenne dirigée par le FSLN. Elle s'engage à poursuivre sa campagne de solidarité internationale développée tout au long de la dernière année dans de très nombreux pays.

28 septembre 1980 □

Il faut sauver de la mort Kim Dae Jung ! Libération de tous les prisonniers politiques sud-coréens !

Déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale

1 Le 17 septembre 1980, le tribunal militaire sud-coréen a condamné Kim Dae Jung à mort. Les juges ont également condamné ses 23 coïnculpés à des peines s'échelonnant entre 9 et 20 ans de prison. Les militaires sud-coréens, sous la conduite de leur nouvel homme fort, le président Chon Doo Hwan, veulent éliminer physiquement le plus populaire des opposants libéraux.

Kim Dae Jung et ses 23 coaccusés ont été arrêtés le 17 mai dernier en même temps que 1200 militants de l'opposition lorsque Chon Doo Hwan a pris le pouvoir en instaurant la loi martiale sur toute la Corée du Sud. C'était peu de temps avant le soulèvement populaire contre les militaires qui s'est déroulé à Kwangju le 21 mai. Le procès de Kim Dae Jung et de ses coïnculpés est le prolongement direct de la répression brutale exercée contre les masses de Kwangju.

Le 5 septembre, une cour d'appel a confirmé les condamnations à mort de Lee Jae Mun et de Shin Hyan Shik, deux des 73 personnes accusées d'appartenir aux Front de libération du peuple sud-coréen. Le commandement de la loi martiale a inculpé pour sédition ou sous d'autres chefs d'accusation 175 personnes arrêtées en mai lors de l'insurrection de Kwangju

Le tribunal militaire de Chon Doo Hwan fonctionne à plein. Le procès, monté de toutes pièces, de Kim Dae Jung et de ses coïnculpés, comme les condamnations à mort, constituent un élément important de l'offensive militaire répressive menée contre les masses populaires sud-coréennes.

Halte au meutre de Kim Dae Jung !
Pour la défense de ses 23 coïnculpés !
Pour l'abrogation des sentences de la cour martiale du17 septembre !
Halte au procès en cour martiale des 175 de Kwangju !
Libération de tous les prisonniers politiques !

2 Le soulèvement massif au mois de mai à Kwangju a révélé la profondeur de la crise du régime dictatorial sud-coréen. Le régime militaro-policier est confronté à la menace des larges masses de la population urbaine opprimée parmi laquelle on compte 8 millions d'ouvriers. Les explosions populaires qui se sont déroulées en octobre 1979 dans les deux villes méridionales de Pusan et Mesan ont conduit le chef de la police secrète à assassiner son «maître», Park Chung Hee, ouvrant ainsi complètement une crise politique généralisée de la dictature. Depuis la fin de l'année dernière, de vastes couches de travailleurs ont développé des luttes économiques et détruit la structure des syndicats jaunes d'entreprise.

En mars et en avril, les étudiants ont rejoint le mouvement contre le régime répressif des militaires. A la fin du mois d'avril, le mouvement étudiant est devenu la force de frappe politique du mouvement de masse, à l'échelle nationale. Le soulèvement de Kwangju en mai et la répression sanglante qui a suivi fut le point culminant de l'affrontement entre les militaires et le mouvement en plein essor des forces étudiantes, ouvrières et des masses urbaines opprimées. L'insurrection de Kwangju ne marque pas la fin de ce mouvement en Corée du Sud ; le règlement de compte final entre la dictature militaire et le mouvement des masses n'a pas encore eu lieu. Depuis l'insurrection de Kwangju, la situation sud-coréenne est entrée dans une nouvelle étape qui reste marquée par les soulèvements d'ampleur nationale des mois précédents et dominée par la possibilité de nouvelles confrontations très dures et très directes entre les militaires, dirigés par Chon Doo Hwan, et les larges masses opprimées. Le cri de ralliement central de l'ensemble des masses opprimées — des ouvriers, des masses plébéiennes urbaines, des étudiants et des paysans pauvres — est la lutte pour la démocratie. L'ennemi principal est le régime militaire dirigé par Chon Doo Hwan qui est devenu le nouveau président et le nouvel homme fort du pays.

Les jeunes arrêtés, alignés à terre, les mains attachées dans le dos, sont fouillés un par un par les soldats.

3 La démocratie est la revendication immédiate et fondamentale de tous les opprimés sud-coréens. C'est la lutte centrale autour de laquelle l'ensemble des masses populaires vont s'unir pour renverser le régime de la dictature militaire.

L'avancée victorieuse de 1968-1972 de la lutte de libération armée au Sud-Vietnam fut un coup important porté à l'échelle internationale au régime militaire de Park Chung Hee, établi après le coup d'Etat de 1961. Devant l'aggravation de la situation internationale, le régime Park Chung Hee fit des efforts fébriles pour accélérer l'industrialisation néocoloniale du pays, orientée vers l'exportation. Cette politique fut temporairement couronnée de succès jusqu'en 1978. Les exportations sud-coréennes se développèrent de façon fantastique sur le marché capitaliste international. Dans une situation qui restait marquée par une inflation permanente, la moyenne d'augmentation annuelle des salaires entre 1974 et 1978 fut de 32% selon les statistiques officielles et il paraît que la part des salaires dans le revenu national est passée de 40 à 46% dans la même période. C'est ainsi que le régime Park Chung Hee s'acheta un sursis politique.

Mais cette économie, orientée vers l'exportation, est entrée dans une crise structurelle depuis la fin de l'année 1978. Telle est la toile de fond sociale et économique sur laquelle de nouvelles luttes ouvrières ont surgi depuis l'an dernier. La crise du régime Park commença à se généraliser en 1979. C'est pour cette raison que Park fut assassiné par le chef de sa police secrète. Les travailleurs qui ont dirigé les luttes en 1979 et 1980 représentent cette nouvelle classe ouvrière sud-coréenne, formée dans le cours même de l'industrialisation néocoloniale entamée à la fin des années soixante. Leurs principales revendications portaient sur des augmentations de salaires pour compenser une inflation au taux élevé, la liberté syndicale, la liberté de négocier les contrats collectifs et le droit de grève. Ces revendications sont essentiellement des revendications démocratiques; elles sont totalement incompatibles avec le régime dictatorial et néocolonial sud-coréen et avec son modèle d'économie orientée vers l'exportation. Les revendications démocratiques sont les revendications politiques centrales de la classe ouvrière et des masses opprimées de Corée du Sud. Le renversement par le peuple sud-coréen de la dictature militaire, autour du mot d'ordre de la lutte pour la démocratie, ouvrira la voie pour des luttes massives et généralisées de la classe ouvrière et des autres couches sociales opprimées.

Halte au régime de la loi martiale !
A bas la dictature de Chon Doo Hwan !
Pour la liberté de la presse, la liberté d'association et d'opinion !
Pour la reconnaissance du droit des travailleurs de former des syndicats libres et de faire grève !
Pour la convocation d'une Assemblée constituante populaire et souveraine !
Pour un gouvernement des opprimés et des exploités, un gouvernement des ouvriers, des paysans et des soldats !

4 Depuis que la domination coloniale a été renversée, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Corée est divisée entre l'Etat ouvrier nord-coréen et l'Etat néocolonial sud-coréen. L'affrontement entre le Nord et le Sud continue depuis la guerre de Corée de 1950-1953. La Corée du Sud néocoloniale dépend étroitement de l'impérialisme US sur le plan militaire et de l'impérialisme japonais sur le plan économique. 39 000 soldats US sont stationnés en Corée du Sud le long de la ligne de cessez-le-feu et font directement face à la Corée du Nord. L'Etat néocolonial sud-coréen s'appuie sur l'aviation et la marine américaine dont les bases militaires sont situées au Japon. Les forces armées japonaises sont désormais une composante organique de tout le dispositif militaire impérialiste dans cette région de l'Asie du Nord-Est, face à la Corée du Nord et à l'Union soviétique. Quand au mois de mai dernier les masses de Kwangju se sont soulevées et que les militaires sud-coréens se sont mobilisés pour les réprimer, l'impérialisme US envoya deux avions *AWACS* à Okinawa et détacha deux porte-avions de la 7e flotte vers le détroit de Corée, à pro-

Les cercueils des étudiants assassinés sont recouverts du drapeau sud-coréen.

ximité de la Corée du Nord. Par ailleurs, l'économie néocoloniale, orientée vers l'exportation, de la Corée du Sud est largement dépendante de l'économie impérialiste japonaise en ce qui concerne le capital financier, les produits de base semi-finis et le savoir faire technologique. L'industrialisation orientée vers l'exportation n'a pas modifié fondamentalement la dépendance de la Corée du Sud vis-à-vis de l'économie impérialiste internationale et, en particulier, de l'économie impérialiste japonaise.

Les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud ont établi une structure impérialiste néocoloniale organique en Asie du Nord-Est. C'est une pointe avancée de tout le système impérialiste face à la révolution coloniale montante. Les masses sud-coréennes ont les moyens de précipiter tout ce système dans une grave crise et d'ouvrir un nouveau front dans la lutte contre l'impérialisme après l'éclatement de la révolution iranienne au Moyen-Orient et de la révolution nicaraguayenne en Amérique centrale. Cela marque l'importance des enjeux des événements sud-coréens à la fois pour l'impérialisme et pour le prolétariat international.

La lutte du peuple sud-coréen pour renverser la dictature militaire jouera également un rôle décisif dans la lutte internationale contre l'impérialisme américain et japonais dans toute l'Asie orientale. Le renversement par les masses sud-coréennes du régime militaire de Chon Doo Hwan aurait un impact direct sur les masses nord-coréennes. Pendant des décennies, la voix indépendante des travailleurs et des paysans nord-coréens, sous le régime bureaucratique et bonapartiste de Kim Il Sung, ne s'est pas faite entendre. Mais, ainsi que l'a souligné le poète dissident Kim Chi Ha qui est toujours emprisonné : «*Le printemps à Athènes sera suivi d'un printemps à Prague, puis ce sera toute la péninsule coréenne qui s'éveillera au printemps.*» Le renversement de la dictature militaire sud-coréenne donnerait aux masses nord-coréennes l'occasion de redresser la tête face à la bureaucratie bonapartiste. Au Japon, la campagne de solidarité et de défense de Kim Dae Jung et de ses coïnculpés est en passe de devenir un combat politique de la classe ouvrière contre le gouvernement bourgeois japonais. La situation sud-coréenne influence directement le mouvement ouvrier japonais. A Taïwan, les larges masses élèvent la voix et développent leur opposition au régime répressif et mandarinal du Kuo-min-tang chinois, lui aussi très largement dépendant des impérialismes américain et japonais. Le renversement de la dictature militaire en Corée du Sud ne pourrait qu'intensifier l'opposition des travailleurs et des paysans au régime du Kuo-min-tang. Il porterait également un sévère coup à la politique internationale anti-soviétique et pro-impérialiste de la bureaucratie chinoise.

Les unités spéciales chargées de la répression bloquent la rue, devant la gare de Séoul, et effectuent des contrôles. La rumeur courait alors que les étudiants auraient appelé à un rassemblement dans ce quartier. De nombreux citoyens et étudiants, de tout âge, ont été victimes de ces unités.

Les morts sont évacués par camion

Des manifestants dans les rues de Séoul sur une jeep et un camion dont ils viennent de s'emparer.

L'impérialisme japonais s'appuie totalement sur le régime militaire de Séoul pour défendre son exploitation néocoloniale des travailleurs sud-coréens. La dictature militaire de Chon Doo Hwan est la gardienne des intérêts néocoloniaux de la bourgeoisie japonaise. Des luttes sociales de masse des travailleurs et des exploités seraient encouragées par le renversement du régime militaire, se développeraient contre l'ensemble de la structure sociale et économique néocoloniale qui s'est édifiée sous Park Chung Hee. Les travailleurs sud-coréens s'en prendront violemment au capital japonais et à son système d'exploitation néocoloniale. Le combat contre le néocolonialisme sera étroitement lié à la lutte pour l'unification nationale avec la Corée du Nord.

La tâche la plus fondamentale de l'ensemble des travailleurs coréens des villes et des campagnes est leur unification nationale. Elle n'est possible que sur une base socialiste et de véritable démocratie ouvrière. Les militaires sud-coréens et les impérialistes japonais et américains sont les principaux obstacles à l'unification de la Corée. Le renversement par une insurrection populaire de la dictature militaire sera le tremplin décisif pour mener le combat pour l'unification nationale de la Corée. Ce combat se ménera parallèlement à la lutte engagée par les ouvriers et les paysans pour établir leur propre gouvernement et se combinera avec la lutte anti-impérialiste contre le dispositif contre-révolutionnaire mis en place conjointement par les Japonais, les Américains et le régime sud-coréen. Dans leur combat pour l'unification, les travailleurs des villes et des campagnes chercheront le soutien actif de leurs camarades du Nord en lutte contre le régime bureaucratique de Kim Il Sung. L'unification de la Corée qui répond aux intérêts fondamentaux des ouvriers et des paysans, se réalisera au travers de la combinaison d'une révolution prolétarienne au Sud et d'une révolution politique au Nord.

A bas le soutien militaire conjoint des Etats-Unis et du Japon au régime sud-coréen !
Retrait immédiat de toutes les troupes US de la Corée du Sud !
Abrogation immédiate des traités militaires américano-sud-coréens !
Pour la confiscation du capital japonais et du capital étranger !
Pour l'expropriation de tous les monopoles liés au régime !
Pour une coopération économique immédiate avec la Corée du Nord !
Pour un gouvernement ouvrier et paysan !
Vive l'unification socialiste et démocratique de la Corée !

6 Les Etats-Unis, le Japon et tous les autres gouvernements impérialistes demandent à Chon Doo Hwan de ne pas exécuter Kim Dae Jung. C'est une totale hypocrisie de leur part. Tous ces gouvernements sont d'accord pour dire qu'il n'existe pas les bases permettant l'existence d'une démocratie et il sont d'accord pour reconnaître l'absolue nécessité d'un régime militaire en Corée du Sud. Ils demandent seulement à Chon Doo Hwan de faire preuve « d'une légère indulgence » envers Kim Dae Jung afin d'assurer la couverture de la démocratie bourgeoise impérialiste. Mais cette « légère indulgence » reste quelque chose de très lourd à supporter pour le régime militaire sud-coréen. Cela signifie pour lui faire la démonstration de sa faiblesse face aux masses coréennes. Les militaires ont besoin d'éliminer physiquement Kim Dae Jung qui est devenu le symbole de la lutte des masses pour leurs droits démocratiques et de leur opposition au régime militaire.

Construisons le mouvement international pour empêcher le meurtre de Kim Dae Jung !
Déployons le drapeau de la solidarité avec les travailleurs coréens des villes et des campagnes !

Le 28 septembre 1980,
Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale. □

Nous avons déjà publié dans *Inprecor* numéro 80 du 26 juin 1980 :
« La crise du régime sud-coréen et le soulèvement de Kwangju »
par Jun YAZAKI

L'évolution de la situation iranienne

Résolution du Secrétariat unifié de la IVe Internationale

Nous publions ci-dessous une résolution du Secrétariat unifié de la IVe Internationale, datant de fin juillet 1980. Elle analyse les lignes de force de la révolution iranienne depuis la fin de l'année 1979 et en déduit les tâches politiques centrales pour les révolutionnaires. Les lecteurs pourront se reporter, pour prendre connaissance des analyses et des positions de la IVe Internationale sur la IIIe Révolution iranienne, au numéro 51 d'*Inprecor* du 26 avril 1979 et au numéro spécial d'*Inprecor* contenant la résolution du 11e Congrès mondial *. En outre, dans le précédent numéro d'*Inprecor* (numéro 86), a été publiée la déclaration du Secrétariat unifié sur le conflit entre l'Irak et l'Iran.

1 L'insurrection des 9-11 février 1979, qui mit bas la monarchie Pahlavi, constitue une défaîte d'ampleur pour l'impérialisme. Ce dernier n'aura de cesse de tenter de briser la IIIe Révolution iranienne. Depuis 18 mois, en Iran, les classes dominantes ne sont pas parvenues à canaliser, encore moins à faire refluer le mouvement général des exploités et des opprimés.

Depuis novembre 1979, l'occupation de l'ambassade des Etats-Unis et les épreuves de force avec l'impérialisme, l'échec du raid américain de Tabas et la faillite des complots tramés de concert avec les services secrets occidentaux, provoquèrent une nouvelle vague de mobilisations anti-impérialistes et anticapitalistes.

Les manifestations anti-impérialistes ont regroupé des millions de personnes. Les luttes des divers secteurs se sont approfondies et combinées plus étroitement: celles des travailleurs pour le droit de s'organiser et de contrôler la production, celles des petits paysans et des travailleurs agricoles pour l'obtention de la terre, celles des masses plébéiennes (*mostazaffins*) pour la satisfaction de leurs besoins sociaux élémentaires, celles des nationalités opprimées pour la reconnaissance de leur droit à l'autodétermination.

Cet essor survint après l'échec de l'offensive menée par le gouvernement Bazargan et par Khomeiny contre le Kurdistan en août-septembre 1979, et la vague d'atteintes aux droits démocratiques (censure de la presse, interdiction des partis politiques, atteintes au droit de manifestation).

Sur cette toile de fond s'inscrit l'aggravation de la crise de la direction nationaliste bourgeoise qui s'exprime tout particulièrement dans son incapacité à contrôler le mouvement de masse et à réorganiser un appareil d'Etat apte à s'y opposer.

Dès lors, les conflits entre les diverses fractions au pouvoir s'accentuent. Cette direction manifeste toutes ses limites dans la conduite du combat anti-impérialiste, d'autant plus qu'il s'enchevêtre toujours davantage avec les luttes anti-capitalistes. Ainsi, la confiance des masses exploitées et opprimées dans les dirigeants de la République islamique commence à décroître, ce qui accentue les tendances centrifuges dans l'ensemble du pays.

Dans ce contexte, l'impérialisme tente de porter des coups à cette révolution qui s'était rassemblée derrière la figure de Khomeiny pour abattre le régime du chah installé et soutenu jusqu'au bout par Washington. Blocus économique, gel des avoirs iraniens, aide multiforme fournie aux partisans de l'ancien régime et aux comploteurs — Bakhtiar Oveissi, Palisban — accroissement de la présence militaire dans la région débouchant sur le raid manqué du 25 avril (qui était mené en liaison avec l'organisation d'un complot au sein de l'armée), offensive diplomatique internationale pour isoler le nouveau régime, campagne de presse pour diffamer la révolution: voilà les moyens mis en œuvre par Carter à l'étape actuelle. L'impérialisme américain, avec le concours de ses alliés occidentaux et l'aide des régimes réactionnaires de la région (Israël, Egypte, Arabie saoudite et Emirats), en utilisant la politique de l'Irak, multiplie les manœuvres pour parvenir à ses fins.

Néanmoins, sur cette voie, divers obstacles continuent à se dresser: la combativité et la ferme volonté de lutte anti-impérialiste des masses iraniennes, la difficulté de constituer sur place une alternative militaire et politique capable de regrouper une base sociale consistante, la crise de domination impérialiste dans la région comme les risques de réaction en chaîne que provoquerait l'échec d'une tentative impérialiste contre-révolutionnaire d'envergure, les problèmes que rencontre l'administration Carter pour surmonter au sein des masses laborieuses américaines la réticence à toute intervention militaire d'ampleur.

2 La marche en avant des travailleurs de la ville et de la campagne, des masses plébéiennes, des nationalités opprimées est stimulée par trois facteurs:

a) L'économie iranienne traverse une crise profonde, produit des déformations multiples imposées par la domination impérialiste et les mesures de blocus prises par les diverses puissances impérialistes.

Le nouveau régime comptait sur les revenus du pétrole pour faire face aux difficultés immédiates qu'il allait rencontrer après la victoire de février et pour appliquer sont choix d'aide prioritaire de l'Etat bourgeois à la relance de l'accumulation capitaliste. Or, la baisse des commandes des acheteurs traditionnels de brut, le manque d'encadrement technique, le refus des impérialistes de livrer certains matériels nécessaires à l'in-

* Vous pouvez recevoir ces numéros en envoyant à INPRECOR, Boîte postale 57, 93101 Montreuil, un chèque à l'ordre de PEC d'un montant de :
- 7 FF pour le numéro 51
- 30 FF pour le «spécial Congrès mondial»
- 10 FF plus frais d'envoi si vous désirez qu'il vous soit expédié en «pli fermé» ou «par avion» pour le numéro 86.

Toujours mentionner en clair le numéro que vous désirez recevoir.

dustrie pétrolière ou, du moins, les lenteurs dans les livraisons comme le renchérissement des prix des pièces détachées, la politique des prix et des volumes de livraison pratiquée par l'Arabie saoudite, l'Irak et les pays du Golfe dans une conjoncture de récession des économies impérialistes, les mouvements revendicatifs des travailleurs du pétrole et les sabotages provoquent un déclin important de la production exportée. L'Etat iranien ne recevra en 1980 que le tiers des 23 milliards de dollars de rente pétrolière escomptés. Cette chute drastique des rentrées pétrolières, si elle se confirme, rendra encore plus difficile une politique de concessions économiques à des couches significatives de travailleurs (entre autres du secteur nationalisé) et impossible la mise en œuvre de programmes sociaux d'une certaine ampleur, répondant partiellement aux attentes des *mostazaffins*.

La continuation de la crise agraire, dont aucune des causes fondamentales n'est éliminée par la politique du nouveau régime, maintient dans la misère des millions de paysans pauvres et de travailleurs agricoles, provoque le chômage et le sous-emploi dans les campagnes, stimule l'exode vers les centres urbains et peut déboucher sur une crise alimentaire.

Ces paysans viennent s'ajouter à la multitude des sans-emplois qui forment plus de 30 pour cent de la population active et dont la quasi totalité ne bénéficie d'aucune aide sociale de l'Etat.

La grève des investissements dans le secteur privé, le gel du secteur de la construction, les licenciements dans les secteurs traditionnels (textile, tapis, etc.) et dans les entreprises non nationalisées, la désorganisation de l'administration publique et du secteur nationalisé, l'absence de plan de grands travaux publics concourent à accroître le chômage.

Conjointement, l'inflation a atteint un taux de 50 pour cent. Il va bien au-delà pour les produits de première nécessité. Le marché noir se développe. La situation sociale et économique contribue à donner de plus en plus d'importance, dans les mobilisations des masses iraniennes, à la défense de leurs intérêts économiques et sociaux. Par là, leur mouvement se heurte de plus en plus fortement à la propriété capitaliste et donc au régime qui la défend.

b) Le développement de l'activité des masses a été favorisé par la désarticulation de l'ancien appareil d'Etat. La disparition de la Savak et de ses prolongements dans les entreprises a facilité l'action et l'organisation des travailleurs. Dans les campagnes, la gendarmerie et les autorités locales mises en place par l'ancien régime se sont trouvées partiellement paralysées. La dislocation du système coopératif obligatoire mis en place pendant la «révolution blanche» a également aiguillonné les occupations de terre et les initiatives de lutte des paysans pauvres.

Certaines des nationalités opprimées ont aussi su profiter de l'éclatement de l'ancien appareil répressif pour faire valoir massivement leurs droits légitimes et pour commencer à s'armer.

Enfin, parce que l'ensemble de la hiérarchie militaire a soutenu jusqu'au bout la dictature, un sentiment populaire de défiance extrême existe envers l'ex-armée impériale, comme envers l'ensemble de l'ancien appareil d'Etat. Depuis un an, les opérations de répression conduites par cette armée comme la multiplication des complots d'officiers factieux liés à l'impérialisme n'ont fait qu'accroître ce sentiment.

Ainsi la direction Khomeiny et les gouvernements Bazargan et Bani-Sadr n'ont pu construire un outil efficace pour affronter les mobilisations. A chacune de leurs avancées, les masses battent en brèche les plans de réorganisation de l'appareil d'Etat, suscitant un accroissement des tensions en son sein. Les dirigeants de la République islamique se trouvent pris entre deux feux: les exigences des exploités et opprimés d'un côté, qui mettent en question la position sociale et économique de la bourgeoisie, l'hostilité à leur égard d'une grande partie des cadres de l'armée et de l'appareil d'Etat, de l'autre côté. Les fractions se disputant le pouvoir réagissent différemment à ces pressions et s'opposent sur les réponses à mettre en œuvre.

c) Les exploités et opprimés d'Iran ont accumulé un énorme capital de confiance en leurs propres forces au cours d'un an de mobilisations de rue contre le chah malgré une répression féroce, de plusieurs mois de grève générale et de l'insurrection finale de février 1979.

Cette confiance en soi et l'apprentissage de méthodes de luttes prolétariennes impriment encore l'action des travailleurs, des couches plébéiennes et de la paysannerie pauvre.

3 Au cours des derniers mois, les travailleurs des principaux centres industriels ont pris une place de plus en plus importante dans le développement des mobilisations.

Pour eux, spécialement pour les couches employées dans le secteur nationalisé, qui représente environ 70 pour cent des entreprises modernes, le changement révolutionnaire s'est traduit par une série de gains: augmentation des bas

salaires et réduction du temps de travail effectif, diminution de la charge de travail, services sociaux (transports, cantines, etc.). Le processus d'organisation sur les lieux de travail s'est renforcé: le débat politique dans les entreprises, en se généralisant, est un élément de la constitution du mouvement ouvrier en tant que tel, au même titre que le début de développement d'une presse ouvrière (presse des organisations et des shoras); l'auto-organisation (les shoras) s'est étendue et donne aux travailleurs un premier instrument pour répondre aux problèmes immédiats auxquels ils s'affrontent. Elle constitue déjà l'un des traits distinctifs de la IIIe Révolution iranienne.

Aucun mouvement gréviste important n'a éclaté durant les derniers mois. Ceci s'explique non seulement par les gains obtenus durant les premiers mois de la révolution, mais aussi par la conjonction de divers facteurs: le crédit dont dispose encore Khomeiny auprès de certaines couches de travailleurs, l'utilisation faite par le régime de la menace impérialiste pour lancer la «bataille de la production», la précarité de la structuration du mouvement ouvrier et l'absence de garanties démocratiques (licenciements politiques, répression contre des grèves et manifestations).

Par contre, pour riposter au sabotage capitaliste, pour assurer la préservation de l'outil de travail, pour relancer la production dans un contexte de désorganisation ou d'obstruction de la gestion et de l'encadrement des entreprises, les travailleurs ont multiplié les initiatives de prise en main de l'appareil de production et de contrôle ouvrier. Les shoras ont servi à réunir les ouvriers pour accomplir ces tâches et se sont constitués semi-spontanément, usine par usine, au cours même de ces initiatives.

Le mouvement de constitution des shoras reste fragmenté et inégal. Il ne peut en être autrement en l'absence d'une structuration syndicale antérieure, même minimale, de la classe ouvrière et de partis ouvriers de masse. Il en découle des différences importantes, d'un shora à l'autre, du point de vue du fonctionnement régulier, démocratique et unitaire, de la représentation des diverses catégories professionnelles (représentation disproportionnée du personnel d'encadrement), de l'extention des tâches qu'il s'assigne, de son degré d'indépendance face aux directeurs d'entreprises, face aux institutions de la République islamique et face au PRI.

La vague de mobilisations anti-impérialistes, après novembre 1979, a favorisé l'extension des shoras à de nouvelles régions et dans les petites et moyennes entreprises qui concentrent une partie très importante (plus de 70 pour cent) des ouvriers.

Pour la première fois, les travailleurs participent en tant que tels, avec leurs propres mots d'ordre et en formant leurs propres cortèges de shoras, aux manifestations d'appui à l'initiative prise par les étudiants qui ont occupé l'ambassade américaine.

Les revendications contenues dans des manifestes de shoras ont un caractère de plus en plus nettement anticapitaliste: pour la nationalisation de la propriété impérialiste et du capital national, pour une reconversion de la production industrielle qui permette de riposter au blocus impérialiste et de répondre aux besoins du peuple, pour la rupture des liens avec l'impérialisme, pour l'armement et l'apprentissage militaire des masses, pour l'épuration approfondie de l'administration d'Etat, pour la publicité de tous les liens entre l'impérialisme américain et la bourgeoisie.

La reprise en compte, dans certaines déclarations des shoras, de la revendication de réforme agraire radicale indique la tendance à ce que puisse s'ébaucher une alliance ouvrière et paysanne, dans le cadre de l'interaction croissante des mots d'ordre démocratiques, anti-impérialistes et anticapitalistes.

Parallèlement, les premiers pas vers une centralisation des shoras s'opèrent par la mise en place de fédérations qui coordonnent jusqu'à plusieurs centaines de shoras (par exemple, le «Centre des shoras islamiques ouvriers» qui regroupe nationalement environ 900 shoras).

Dans tout ce processus d'émergence et de coordination des shoras, se forge une couche de travailleurs avancés qui ne sont pas organisés par les formations politiques nationalistes, réformistes ou centristes. Dirigeant l'action quotidienne des travailleurs, ils s'opposent souvent dans la pratique aux objectifs de la direction nationaliste bourgeoise, à ses représentants et aux capitalistes. Cependant, les limites de la centralisation des shoras et de leurs tâches traduisent l'absence d'un parti révolutionnaire d'avant-garde disposant d'une influence importante dans la classe ouvrière, d'une manière plus générale, l'absence d'une indépendance politique de classe du prolétariat.

De là découle que ne se concrétise pas la possibilité pour les shoras de s'affirmer comme un pôle d'attraction et de référence alternatif à la direction nationaliste bourgeoise. Cette contradiction va marquer de son empreinte toute la situation à venir et accroître les fluctuations dans son développement.

Ni Khomeiny, ni Bani-Sadr, ni le PRI, ne se trompent sur le sens et la portée du développement des shoras. Tous tentent d'user de l'autorité politique que Khomeiny possède encore dans les couches significatives de la classe ouvrière pour entamer la contre-offensive. Elle combine la répression contre des militants ouvriers et des membres des organisations ouvrières avec la tentative de contrôler et d'intégrer les shoras aux institutions de la République islamique, pour les vider de leur contenu et briser toute dynamique anticapitaliste.

Parmi les travailleurs, la résistance pratique à ce projet est forte, quelles que soient leurs illusions sur Khomeiny.

4 Des millions de paysans pauvres et de travailleurs agricoles, pour la première fois dans l'histoire des montées révolutionnaires en Iran, s'engagent dans la lutte.

Dès la chute du régime Pahlavi, les mobilisations de paysans ont commencé dans les zones des nationalités opprimées: Turkoman-Sarah, Kurdistan et dans les territoires des tribus nomades pastorales (récupération des pâturages et forêts passés sous le contrôle de l'Etat au début de la «révolution blanche»).

Dès le milieu de 1979, dans la paysannerie sédentaire des provinces persanes surgissent des mouvements revendicatifs divers: refus de payer les annuités pour les terres distribuées à l'occasion de la réforme agraire du chah, contestation des taux usuraires pour les dettes privées, conflits avec l'administration des coopératives imposées par le régime Pahlavi et avec les grands propriétaires fonciers qui contrôlent toujours la moitié des terres cultivées. Fin 1979-début 1980, les occupations de terres se sont multipliées. Les paysans mirent à profit le mot d'ordre lancé par Khomeiny, après l'occupation de l'ambassade, sur l'auto-suffisance alimentaire de l'Iran, pour s'emparer des terres des propriétaires absentéistes. Les paysans, dès janvier 1980, commencent à organiser des manifestations dans les villes (Téhéran, Ispahan...) pour populariser leurs revendications et

faire pression sur les autorités. Toutefois, la crise de direction prolétarienne fait que les liens ne sont pas encore tissés entre la classe ouvrière et les masses paysannes déshéritées.

Une polarisation sociale commence à se dessiner dans les villages au cours de ces mouvements. D'un côté, se retrouvent les paysans pauvres, les travailleurs agricoles et la jeunesse rurale, politisée par les mobilisations urbaines auxquelles son statut de migrant lui a permis souvent de participer, les instituteurs; de l'autre, s'alignent les propriétaires fonciers, les commerçants du bazar qui jouent un rôle d'usuriers dans les campagnes, les cours de justice islamiques et les mollahs, défenseurs de la propriété privée, la gendarmerie et généralement les pasdars.

Les comités de village qui ont souvent intégré les anciens notables sur l'injonction des religieux, soutiennent la plupart du temps les propriétaires contre ceux qui tentent de prendre les terres, voulant éviter le développement d'un mouvement qu'ils ne pourraient plus contrôler. Cette polarisation sociale aboutit parfois à la constitution de shoras paysans.

Le nouveau régime n'a pas hésité, à plusieurs reprises, à réprimer le mouvement revendicatif des paysans, d'autant plus lorsqu'il se combine avec la question nationale et débouche sur une remise en cause directe de son autorité.

5 Dans la brèche ouverte par l'insurrection de février 1979, s'est engouffrée une vague de luttes des nationalités opprimées qui représentent 60 pour cent de la population iranienne.

Le combat permanent du peuple kurde pour l'autodétermination représente le point le plus avancé de ce mouvement d'ensemble: armement massif, constitution de milices, apparition dans diverses régions de comités (*baqueh*), occupations des terres, ample mobilisation de la population dans les villes.

Dès février 1979, les dirigeants du mouvement national kurde proposent au nouveau gouvernement un statut d'autonomie impliquant la création d'un gouvernement kurde chargé des affaires locales. Téhéran ignore ces propositions. En mars, pour désarmer la population et affirmer son autorité, le gouvernement central lança l'armée et aussi les milices des «comités Khomeiny» — qui fourniront l'essentiel des forces du corps des pasdars — contre le peuple de Sanandaj.

Depuis, les affrontements militaires entrecoupés de trêves se succèdent. En octobre 1979, la résistance kurde reprend le contrôle des villes après avoir cassé l'offensive militaire la plus importante lancée en août sous la direction du nouveau «commandant en chef des armées» : Khomeiny.

L'intransigeance du gouvernement central fait échouer toutes les tractations: il ne veut pas créer un précédent encourageant la lutte des autres nationalités.

Après le discours de Now-Rouz de Khomeiny (le 21 mars 1980), alors que les occupations de terres se font de plus en plus nombreuses dans le Kurdistan, se développe une nouvelle offensive militaire conjointe de l'armée et des pasdars contre les villes du Sud-Kurdistan. Bombardements, sièges et blocus des villes font plusieurs centaines de morts, des milliers de blessés. La direction Khomeiny utilise les incursions militaires irakiennes pour justifier le renforcement de son dispositif militaire au Kurdistan.

Le régime irakien a été secoué par l'impact de la révolution iranienne dans les couches les plus défavorisées qui sont chiites, alors que la clique baasiste au pouvoir est sunnite et par la résurgence du combat militaire des Kurdes en Irak. En outre, il y a un conflit ancien entre la hiérarchie chiite en Irak et le régime. Par ailleurs, ce dernier opère un réajustement sur le plan diplomatique et fait des avances en direction des Etats du Golfe. Les manœuvres de l'Irak contre la révolution iranienne, entre autres l'aide apportée à des partisans de l'ancien régime iranien, et les pressions militaires, sont alimentées par les difficultés du régime baasiste.

Dans ce contexte, les dirigeants kurdes ont affirmé à diverses reprises qu'ils défendraient le régime issu de l'insurrection de février contre toute intervention de l'impérialisme ou contre tout coup d'Etat réactionnaire. Ils ont aussi approuvé l'occupation de l'ambassade américaine.

Néanmoins, le gouvernement de Téhéran exerça une répression sanglante contre le peuple kurde. Il tenta d'écraser les organisations politiques et militaires de la résistance. Il a démontré ainsi qu'il donnait la priorité au rétablissement de sa souveraineté et à la défense de l'ordre social existant. En refusant de reconnaître le droit à l'autodétermination du peuple kurde, il va à l'encontre de ce qu'il proclame: la nécessité d'une unité d'action contre l'impérialisme, contre la pression irakienne et les comploteurs. Sur ce terrain aussi, les dirigeants de la République islamique révèlent leur incapacité intrinsèque à mener un réel combat anti-impérialiste en déniant les droits démocratiques des nationalités opprimées et en s'opposant à l'avance de la révolution sociale (la question de la terre, l'armement...).

La résistance kurde a inspiré la lutte d'autres nationalités opprimées, au Turkoman-Sarah, au Khouzestan, en Azerbaïdjan et au Balouchistan. Le mouvement des nationalités est le cadre d'une convergence entre les revendications sociales et économiques (par exemple, la question agraire au Balouchistan et au Turkoman-Sarah, la discrimination contre le prolétariat arabe au Khouzestan, etc.), la défense des libertés démocratiques et la lutte pour la reconnaissance du droit à l'autodétermination et des droits nationaux.

Toute renonciation, face à la «menace extérieure», à défendre le droit à l'autodétermination aboutit en fait à diviser les rangs des exploités et des opprimés face à l'ennemi extérieur, à faciliter la répression entamée par le régime Khomeiny, à accroître le champ d'action des courants bourgeois nationalistes (au Kurdistan comme en Azerbaïdjan) et à créer les conditions favorisant les manœuvres des comploteurs et de leurs alliés irakiens.

Or, au nom de l'unité nationale et de la lutte contre l'ennemi principal, l'impérialisme, le Toudeh, une large fraction des Fedayin et des organisations maoïstes ont précisément appliqué cette orientation.

6 Le rôle politique que continuent de jouer les membres du Conseil de la révolution rend compte, d'une part du prestige politique conquis par Khomeiny et une partie du clergé chiite dans la lutte sans concession contre le chah, d'autre part de la faiblesse intrinsèque de la bourgeoisie nationale iranienne — brimée par l'impérialisme et la dictature Pahlavi — comme de la faillite de ses formations politiques.

L'influence du mouvement religieux, qui dispose d'une vaste struc-

ture organisationnelle, sur les masses s'explique:

a) par la faiblesse du mouvement ouvrier après 25 ans de répression dictatoriale;
b) par les trahisons des staliniens du Toudeh lors de la deuxième révolution (1945-1953), le soutien apporté au chah par les bureaucraties de Moscou et de Pékin et enfin l'appui complet du parti Toudeh à Khomeiny depuis 18 mois;
c) par l'absence d'un parti révolutionnaire disposant d'une forte base dans le prolétariat et ses alliés;
d) par le fait que l'adhésion des masses à l'Islam — en tant que religion — facilite l'emprise politique de cette direction particulière.

Pour les classes dominantes et les sommets du clergé chiite, l'Islam est avant tout l'argument pour défendre l'ordre et la propriété privée, pour justifier les atteintes aux libertés démocratiques, pour faciliter la restauration de l'Etat bourgeois, pour étouffer dans l'œuf les luttes de classes, pour développer une vaste campagne antimarxiste et anticommuniste.

Les institutions religieuses islamiques fonctionnent comme des instruments fondamentalement conservateurs de l'ordre social et diffusent une idéologie réactionnaire dont les courants intégristes sont les champions.

Pourtant, Khomeiny, en tant que dirigeant politique et religieux, incarne aux yeux de larges fractions des masses persanes toute leur haine pour le chah, pour sa dictature, pour ceux qui l'ont soutenu — avant tout l'impérialisme américain — et pour la misère qu'elle a engendrée. Par cette médiation, l'Islam chiite est devenu et reste l'enveloppe de leur mouvement de lutte pour l'ensemble de leurs revendications sociales, économiques et politiques. Mais, dans le cours de leurs actions pour les faire aboutir, elles se heurteront toujours davantage aux dirigeants des diverses fractions de cette direction politique de la République islamique.

En novembre 1979, après l'échec de l'offensive au Kurdistan, l'occupation de l'ambassade permet à Khomeiny de rétablir une partie de l'autorité perdue en donnant son aval aux étudiants et en repoussant une série de compromis avec l'impérialisme proposés depuis les cercles dirigeants de la République islamique (Bazargan, Yazdi, Ghobdzadeh). Ces derniers par contre vont payer le prix de leur politique et commencent à se découvrir aux yeux du mouvement anti-impérialiste; partant, la crise de direction politique du pays va s'accentuer.

Quelles que soient les luttes menées contre le chah et ses positions actuelles dans les heurts avec l'impérialisme américain, quels que soient les affrontements de fractions de la hiérarchie chiite avec des secteurs de la bourgeoisie, la direction Khomeiny, par les liens qu'elle maintient de longue date avec des fractions du Capital national (le grand bazar), par les ressources économiques de la hiérarchie chiite, entre autres les biens immobiliers (*vaqf*), par le contenu économique, social et politique de son programme, par les liaisons qu'elle maintient avec tel ou tel secteur de l'impérialisme (Europe, Japon) et par son rôle dans le maintien de l'appareil d'Etat remplit la fonction d'une direction bourgeoise.

En juin-juillet 1980, sur la lancée de sa lutte contre le régime du chah, pour faire face au danger d'effondrement économique et aussi pour répondre à l'attente des masses iraniennes, sont prises des mesures de nationalisation des banques et des assurances (place forte des grandes familles ayant profité en premier lieu de la rente pétrolière) et, dans la foulée, de la moyenne comme de la grande industrie, étroitement liées au système bancaire.

Les modifications d'accords passés avec l'impérialisme et l'annulation des contrats léonins traduisent les nouveaux rapports avec l'impérialisme et répondent à certaines exigences des travailleurs (par exemple, dans le pétrole, dans le nucléaire et dans l'achat d'armements). Quelques avoirs impérialistes ont commencé à être nationalisés en juillet 1980. Le gouvernement doit ratifier, dans un premier temps, un certain nombre de mesures imposées par les travailleurs et leurs shoras comme les augmentations de salaires.

Néanmoins, le refus d'une véritable réforme agraire — accompagnée d'une transformation profonde du système des prix agricoles, du crédit, de l'assistance technique et sociale — révèlent la volonté du nouveau régime de protéger les rapports de propriété capitalistes. L'opposition à engager une bataille d'ensemble, s'appuyant sur la mobilisation des masses, contre la spéculation, l'accaparement des biens et le marché noir organisé depuis le bazar traduit les rapports étroits entre ce secteur de l'économie et des cercles dirigeants de la République islamique. Il en va de même de l'inexistence d'un contrôle étatique strict du commerce extérieur, au moment où l'impérialisme multiplie les pressions sur le plan des échanges.

Enfin, l'Etat bourgeois alloue des crédits prioritaires et à bas taux d'intérêt aux entreprises privées, décide l'amnistie fiscale tandis que les programmes d'aide sociale restent réduits à la portion congrue.

7 Depuis février 1979, les dirigeants de la République islamique s'emploient prioritairement à réorganiser l'appareil d'Etat pour affronter le mouvement de masse. Ils maintiennent l'armée avec l'essentiel de sa hiérarchie militaire, reconstituent un haut commandement et interdisent la formation des comités de soldats. Ils désarment les milices et constituent le corps des pasdars, sous l'autorité directe du Conseil de la révolution. Au sein de l'armée, les 1er et 2e régiments d'infanterie sont formés par les tristement célèbres membres de la Garde des *Djavidan* (les Immortels), spécialisés dans les tâches anti-insurrectionnelles. Initialement, les dirigeants de la République islamique laissent presque intact l'appareil administratif de l'Etat Pahlavi.

Or, cette machine étatique, dans la plus grande partie de son encadrement, reste hostile au nouveau régime et s'oppose à la mainmise de la hiérarchie religieuse sur l'appareil d'Etat.

Dans ce cadre, les complots ourdis par les nostalgiques de l'ancien régime ne peuvent que proliférer.

Pour disposer d'instruments plus directement maniables et pour tenter de lier le mouvement de masse à la stabilisation du régime et à la réorganisation de l'Etat, Khomeiny et la grande majorité du Conseil de la révolution prennent trois séries de mesures:

a) l'institutionalisation rapide de la République islamique et de ses organes (référendum sur la République islamique, élection de l'Assemblée d'experts, ratification de la Constitution, élection du président de la République et du *Majless* — Parlement);
b) la mise en place d'institutions qui doublent partiellement les structures de l'Etat: comités Khomeiny, envoyés de l'Imam, cour de justice islamique, pasdars;
c) de nouvelles épurations dans les ministères.

Ces projets restent cependant très fragiles. Des secteurs importants de la bourgeoisie nationale — qui avaient soit soutenu le mouvement contre le chah, soit adopté une position neutre — manifestent une défiance croissante envers les leaders politico-religieux et leur orienta-

tion. Ils réprouvent la volonté de contrôle de plus en plus complète de la hiérarchie religieuse sur l'appareil d'Etat et la vie sociale en général. Ils constatent le déphasage entre la hiérarchie religieuse, ses initiatives et les besoins de réformes de l'économie ainsi que de l'appareil d'Etat légués par le chah. Ils s'inquiètent de la paralysie de l'administration et du pouvoir. Ils désapprouvent les appels lancés aux masses par diverses fractions politico-religieuses pour appuyer leurs projets. Ils s'alarment de l'incapacité de la direction Khomeiny à contrôler effectivement le mouvement de masse. Pour l'instant, cette opposition très répandue à la direction Khomeiny n'empêche pas la bourgeoisie de la considérer, en l'absence d'une alternative concrète, comme un moindre mal pour faire face au mouvement de masse. Elle hésite donc, se partage et s'engage derrière différentes solutions politiques, toutes situées dans la perspective de préparer les affrontements de classe à venir.

De plus, dans un contexte ascendant de la révolution, étant donné leur origine et leur composition, des organismes mis en place par la «révolution islamique» peuvent parfois osciller, se diviser et subir très directement la pression du mouvement des masses. C'est ainsi que des groupes de pasdars ont participé à des distributions de terres, ce qui leur a valu une sévère réprimande du PRI et du Conseil de la révolution.

Dans le même sens, se produisent des phénomènes de différenciation et de polarisation, recoupant leur hétérogénéité sociale, aussi bien parmi les différents groupes et partis qui se revendiquent de la «ligne de l'Imam», au sein du clergé chiite.

Tous ces facteurs stimulent la crise de direction politique qui frappe le régime et favorisent la multiplication des «centres de pouvoir». Des heurts sont de plus en plus nombreux entre les diverses fractions qui se réclament de l'Imam. Ils portent aussi bien sur les rapports à entretenir avec l'ancien appareil d'Etat, la bourgeoisie et l'impérialisme, sur la place et le rôle des nouvelles institutions que sur les relations avec le mouvement de masse. Ainsi en janvier 1980, Bani-Sadr se prononce publiquement pour la dissolution du corps des pasdars, des comités islamiques et donne son appui aux dirigeants de l'armée. De tels affrontements, notamment entre Bani-Sadr et Behechti, vont se multiplier.

8 Le souvenir d'un siècle de luttes anti-impérialistes, des deux premières révolutions de 1905-1907 et de 1945-1953, de l'opposition au pillage des ressources pétrolières se mêle dans la mémoire collective des masses iraniennes à la haine de la dynastie Pahlavi, perçue comme un mandataire des intérêts impérialistes. Voilà la racine de la force du mouvement qui démarra autour de l'exigence de l'extradition du chah et de la récupération des richesses pillées.

L'occupation du «nid d'espions» apparaît tout d'abord pour les masses comme le prolongement logique de la victoire du soulèvement populaire déclenché 18 mois auparavant. Elle traduit bien le sentiment général du peuple comme quoi la présence américaine — qui s'identifie à la construction de la Savak et de l'armée — laissait la lutte contre la dictature comme inachevée.

Pour la direction Khomeiny, cette relance d'une campagne anti-impérialiste devait être un moyen de renforcer «l'unité nationale» et masquer les antagonismes de classes et pour organiser une «bataille de la production» et interdire les grèves grâce à l'argument du blocus économique. Au même titre, la consolidation de l'appareil d'Etat (des corps répressifs) s'effectuait sous cette couverture.

Mais très vite l'ampleur, l'impact et la radicalisation des mobilisations vont au-delà du cadre strict dans lequel les dirigeants du régime et les organisations intégristes entendent les confiner. Incapables d'affronter de plein fouet ce mouvement et contraint de riposter à ce qui porte atteinte à leur autorité, ils engagent, à partir de mars-avril 1980, une série de nouvelles attaques contre divers secteurs du mouvement de masse, en cherchant à les isoler (attaques contre le Kurdistan, campagne d'ordre moral, obligation du port du tchador, attaque contre les orga-

Les trotskystes dans la Deuxième Guerre mondiale en souscription

après le succès du tome 1
Naissance de la IVe Internationale (1930-1940)

Parution décembre 1980

Textes rassemblés, annotés et présentés par Rodolphe Prager

49 F AU LIEU DE 75 F
+ frais d'envoi 10 F

L'ensemble des textes des instances de la IVe Internationale

- Les prises de position du Secrétariat international de New-York.
- Les nouveaux problèmes théoriques et pratiques posés par la guerre.
- L'histoire et la formation du secrétariat européen clandestin et la réunification des forces trotskystes dispersées par la guerre.
- L'émergence de situations révolutionnaires.
- La participation des PC au gouvernement.

Règlement
- par chèque à l'ordre des Editions la Brèche.
- en espèces.

Adressez votre souscription avec le règlement aux Editions la Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

Le raid de Tabas a posé le problème de la défaite militaire de la révolution iranienne

nisations se réclamant du marxisme ou se présentant comme «islamiques de gauche»).

C'est dans ce contexte qu'interviennent les attaques contre les universités dans lesquelles les organisations telles que les Fedayin, Moudjahedin et Peykar disposent d'une forte influence et qui servent parfois de lieu de réunion pour des coordination de shoras ouvriers.

Le discours de Now-Rouz (21 mars 1980) de Khomeiny relance le mot d'ordre de «révolution culturelle islamique». Selon le Conseil de la révolution et le PRI, son contenu est doublement réactionnaire. Il s'agit d'abord d'une «contre-réforme» sur le plan des idées, visant avant tout le marxisme, par l'islamisation de l'enseignement; ensuite, d'une offensive pour épurer l'université des diverses organisations politiques de gauche.

Les sociétés islamiques et les organisations d'étudiants musulmans reprennent au cœur de l'université cette campagne en l'axant sur le mot d'ordre de fermeture des universités. Elles utilisent à leur propre fin un problème effectif : la contradiction entre le système universitaire hérité de l'ancien régime et les besoins sociaux et culturels des masses déshéritées pour mobiliser dans cette campagne des étudiants qui cherchent une solution révolutionnaire à cette question sociale et politique que les groupes centristes ont ignorée. C'est à ce moment-là que les autorités vont organiser l'assaut contre les universités avant de les fermer pour une période indéterminée.

Le coup porté au mouvement étudiant est démonstratif de la politique d'affontements avec le mouvement de masse par lequel le régime tente de réorganiser son dispositif. Mais il ne signifie pas une stabilisation ou encore moins un recul de l'ensemble du processus révolutionnaire. Aucune des forces sociales motrices — classe ouvrière, paysannerie, masses plébéiennes et nationalités — de la révolution iranienne n'a subi une défaite d'ampleur.

La perspective en Iran, au-delà des fluctuations conjoncturelles, reste celle d'une profonde instabilité, d'un approfondissement des luttes de classes, d'une interaction accentuée entre la mobilisation et les luttes des diverses couches d'exploités et d'opprimés, d'une accentuation de la crise de direction politique bourgeoise avec les effets centrifuges qui en découlent, pouvant même déboucher sur une guerre civile.

9 La pression et les menaces impérialistes ne changeront pas les lois de la lutte de classes en Iran. Au contraire, elles pousseront les conflits de classe à leur paroxysme.

Des secteurs de la bourgeoisie nationale et la direction du nouveau régime peuvent entrer en conflit avec l'impérialisme et ses alliés directs. Mais, au moment des chocs de classes décisifs, leurs affrontements avec l'impérialisme prendront une place secondaire par rapport à l'antagonisme irréductible qui les oppose aux ouvriers et aux paysans pauvres et dont la pierre de touche est la défense de la propriété et de l'Etat bourgeois.

Au cours des combats à venir, sur des questions touchant leurs intérêts directs, les masses laboriauses déborderont à maintes reprises la direction Khomeiny, s'y opposeront plus ou moins directement, se doteront de leurs propres instruments de combat (shoras, comités, milices, etc.). C'est au cours de tels débordements et à cause du mécontentement populaire croissant que des forces telles que les *Moudjahidin* et les *Fedayin* ont renforcé leur audience et leur implantation.

Cependant, sans l'existence d'une direction prolétarienne alternative, les masses resteront malgré tout prisonnières, sur le plan politique, de solutions qui ne rompent pas en dernière instance avec la collaboration de classes.

A partir de ce double constat, les marxistes-révolutionnaires s'emploieront à construire un parti ouvrier de combat. Pour cela, pour développer, dans les masses laborieuses, un sentiment d'appartenance à une classe indépendante, ils organiseront la lutte autour de l'ensemble des

revendications démocratiques, nationales et transitoires (anticapitalistes), en sachant les formuler pour les porter au cœur du mouvement réel des masses, en comprenant les effets sur leur conscience des expériences concrètes de mobilisation et les contradictions qui surgissent entre leurs actions, les plans du nouveau régime et l'idéologie diffusée par la direction Khomeiny. C'est la seule méthode qui permette d'arracher les masses à l'influence des directions bourgeoises et petites bourgeoises, d'accompagner le mouvement des masses tout en ne renonçant pas à une offensive politique et idéologique contre le contenu réactionnaire des campagnes «d'islamisation».

a) Face à une menace de coup d'Etat réactionnaire ou d'intervention militaire impérialiste, les marxistes-révolutionnaires en Iran participeront au combat des ouvriers, des paysans et des masses opprimées, pour la défense — par leurs propres moyens d'action et d'organisation — de l'actuel régime. Il ne s'agit pas d'un soutien politique, mais d'une défense militaire. Dans une situation où le prolétariat et ses alliés ne sont pas en mesure de remplacer le régime présent par une forme supérieure de gouvernement — un gouvernement des ouvriers et des paysans — cette défense militaire est nécessaire. Mais elle reste liée à la réalisation des grandes tâches (auto-organisation des travailleurs et indépendance de classe, mesures anticapitalistes, réforme agraire radicale, autodétermination des nationalités, armement) qui poussent en avant la révolution et sont la garantie ultime pour battre en brèche les projets de l'impérialisme.

b) Les marxistes-révolutionnaires appuient toutes les mesures concrètes anti-impérialistes que peut prendre le gouvernement, ils impulsent les mobilisations anti-impérialistes ou y participent. Ils exigent le retour de la fortune du chah. Face au chantage économique de l'impérialisme, seule la nationalisation, sous contrôle des shoras ouvriers, et le monopole du commerce extérieur permettrait d'initier une rupture de la dépendance vis-à-vis du marché mondial. Face aux menaces d'ordre militaire de l'impérialisme et des généraux de l'ancien régime, ils proposent de concrétiser le mot d'ordre de «l'armée des vingt millions» en constituant des milices ouvrières et paysannes et en les armant. Dans cette perspective, ils défendent le droit des «travailleurs sous l'uniforme» — dans l'armée ou dans le corps des pasdars — de former leurs propres comités indépendants de la hiérarchie et des institutions de la République islamique.

c) Défendre les conquêtes ouvrières contre toutes les atteintes reste une tâche essentielle pour l'intervention des marxistes-révolutionnaires (salaires, heures de travail...).

Pour contrecarrer les effets de la crise économique (chomâge, inflation) et sociale (services sociaux, logements, écoles), ils proposent un plan ouvrier comprenant entre autres: l'extension des nationalisations; un plan de reconversion industrielle sous contrôle ouvrier; de grands travaux publics répondant aux besoins essentiels des masses; des mesures radicales dans le domaine de la distribution pour lutter contre la spéculation, en s'appuyant sur le contrôle ouvrier et le contrôle des prix par des comités; des campagnes massives d'assistance sanitaire et d'alphabétisation, etc.

d) Pour commencer à appliquer une série de ces mesures, le renforcement, l'extension, la coordination et la centralisation des shoras est un élément décisif. L'unité des rangs ouvriers ne peut que renforcer cette auto-organisation. Elle se constituera d'autant plus facilement que le fonctionnement démocratique des shoras est assuré (élections, pluralisme politique, régularité de fonctionnement, indépendance complète face aux patrons et aux institutions de la République islamique).

Au contraire des staliniens, les marxistes-révolutionnaires refusent d'opposer au développement des shoras la construction par branches de syndicats indépendants.

Le mouvement des shoras peut faciliter la jonction entre les paysans pauvres et les travailleurs des villes, notamment en reprenant à son compte la revendication de réforme agraire radicale et en incluant leurs besoins dans les propositions de reconversion industrielle (engrais, machines), d'utilisation du système bancaire unifié et nationalisé (crédit) et de mise en place d'un système étatique d'achat et de distribution des produits agricoles.

Ceci contribuera à épauler les mobilisations des paysans qui entrent lentement sur la scène de la révolution.

e) L'exigence de réforme agraire est partie prenante de l'émancipation des nationalités opprimées. Les marxistes-révolutionnaires, à l'échelle de tout l'Etat iranien, défendent les droits linguistiques et culturels, le droit à l'autodétermination, y compris à l'indépendance. C'est en reconnaissant pleinement leurs droits que peut être réduite la division provoquée par l'oppression nationale, que peut se souder un front uni des exploités et des opprimés contre les possédants et leurs représentants, que le potentiel de lutte des minorités nationales pourra aider à affronter dans les meilleures conditions l'impérialisme et les factieux.

f) Les travailleurs et leurs alliés n'ont aucun intérêt à la plus petite des restrictions des droits démocratiques. Toute limitation aux droits de réunion, d'association et de manifestation des travailleurs, la censure, les atteintes aux droits des femmes, les attaques physiques contre les militants ouvriers, politiques et étudiants, les restrictions institutionnelles à l'exercice des droits politiques, servent doublement la réaction. Elles affaiblissent directement le mouvement de masse, elles constituent un obstacle sur la voie de la conquête de l'unité et de l'indépendance des travailleurs. Elles permettent aux nostalgiques de l'ancien régime, aux Bakhtiar et compagnie d'utiliser frauduleusement la carte de la démocratie pour s'assurer le soutien de certaines couches sociales dans leurs menées contre-révolutionnaires. Les marxistes-révolutionnaires mènent en permanence la lutte contre les atteintes aux droits démocratiques en expliquant et en faisant la démonstration concrète que ces droits servent à renforcer l'unité et l'activité des masses. Au même titre, ils dénoncent les limitations à la démocratie politique qu'entend imposer la direction Khomeiny en institutionalisant la «Révolution islamique».

g) Aucun gouvernement capitaliste ne peut satisfaire l'ensemble des besoins des masses exploitées et opprimées. Les marxistes-révolutionnaires avancent la perspective d'un gouvernement ouvrier et paysan pour remplacer le régime de Khomeiny, s'appuyant sur les shoras et les mobilisations du prolétariat et de ses alliés, pour briser le pouvoir des impérialistes et de leurs alliés locaux, pour armer les masses, pour instaurer une économie planifiée et établir la dictature du prolétariat ouvrant la voie au socialisme.

h) Toutes les sections de la IVe Internationale se doivent de continuer la campagne de soutien à la révolution iranienne en la centrant sur le mot d'ordre:

Impérialisme, bas les pattes devant la révolution iranienne !

Le 28 juillet 1980

La conduite de la guerre et la question des otages

Michel ROVERE

DESORMAIS les masses iraniennes ont rebaptisé Khorramchar, Khohinchar, «*la ville du sang*». Face au déluge d'acier et de feu de l'artillerie irakienne, d'importants îlots de résistance dans les quatre grands centres ouvriers du Khouzestan que sont Khorramchar, Abadan, Dezful et Ahwaz continuent de tenir face aux vagues d'assaut successives des blindés et des commandos de Saddam Hussein.

Et ce n'est pas l'armée régulière iranienne mais les «irréguliers», *pasdars* et surtout miliciens, qui depuis plus de quinze jours subissent, jour après jour, le principal choc de la bataille pour le contrôle des provinces pétrolières iraniennes. Tous les témoignages des journalistes envoyés sur le front du Sud concordent là-dessus. Qui sont les défenseurs de Khorramchar ? «*D'abord les gardiens de la révolution*, écrit Marc Kravetz dans *Libération*, *soldats brouillons, mal entraînés, mais animés de la foi indéracinable en Dieu et en l'Imam. Ils ne sont pas les seuls. A Khorramchar, les* Fedayins *(marxistes) et les* Moudjahidins *(musulmans radicaux) ont participé à la bataille. Nouveaux parias de la révolution iranienne, dénoncés à longueur de discours par les dirigeants et Khomeiny lui-même, accusés de trahison et de toutes les félonies (en l'espèce tenus pour agents de l'Irak), ils avaient appelé une fois de plus leurs militants et leurs sympathisants à se porter sur le front. "La défense de la révolution et de la nation passe avant tout", me disait l'un d'entre eux.* (1)»

A Abadan, selon l'AFP, une majorité de jeunes gens qui ont pris les armes aux côtés de l'armée et des gardiens de la Révolution ont érigé des barricades dans les rues et préparé des cocktails Molotov; constituant des comités de quartier, récupérant les armes, ces miliciens ont incorporé en leur sein des soldats des unités de l'armée en débandade après les premiers combats et se battent face aux troupes irakiennes comme se battaient les insurgés de Téhéran face aux *Djavid Guards* pendant l'insurrection des 9-11 février 1979 qui mit bas le roi des rois. Voilà comment Alexandre Fronty, reporter de la station de radio *Europe I*, décrit l'acharnement des combats auxquels participent les dizaines de milliers de volontaires et les *pasdars* : «*Ce sont eux qui tiennent les premières lignes avec leur équipement léger, leurs fusils d'assaut allemands G3, leurs missiles anti-char et la foi au ventre, ils harcèlent les avant-postes irakiens. Des commandos partent la nuit combattre à l'arme blanche. Les Irakiens ont beau enterrer leurs positions défendues par des chars, ils sont soumis de jour comme de nuit à ces attaques de* kamikazes. (2)»

L'ENFER DE KHORRAMCHAR

Et cette résistance qui s'est organisée semi-spontanément commence à faire sentir ses effets sur l'adversaire, moins peut-être par les pertes militaires que par la volonté politique de défense qu'elle représente. Michel Honorin, l'un des correspondants de guerre les plus connus, rapporte les effets, du côté irakien, de cette résistance : «*J'ai l'interdiction formelle de filmer les pertes de notre armée*», lui a confié un cameraman irakien de retour de Khorramchar qu'il décrit «*complètement sonné par l'acharnement des combats*». «*J'ai filmé ce que j'ai pu*, raconte le cameraman, *j'étais dans un char. Les rues grouillaient de* pasdars *équipés de RPG — des fusils lance-roquettes — qui rampaient jusqu'à bout portant de nos blindés pour les faire sauter. Des blessés geignaient un peu partout dans la palmeraie, brûlés, salement amochés par le déluge. Il y avait des chars qui brûlaient, des morts un peu partout, des gars qui criaient pour savoir s'ils n'étaient pas seuls, si on ne les avait pas abandonnés. L'enfer. Rien n'est passé à l'antenne. Aucune image. Le peuple irakien n'a le droit que de connaître les succès de son armée.* (3)»

Mais la détermination des forces «irrégulières» contraste avec l'utilisation, ou plutôt le non-engagement, par les autorités de Téhéran des unités régulières, surtout dans le Sud du Khouzestan, à Abadan, à Khorramchar et à Ahwaz. Face à la nouvelle offensive irakienne, dans la semaine du 15 au 22 octobre, qui a abouti à l'encerclement des deux villes situées sur le Chatt el Arab, les journalistes français ont signalé qu'il n'y avait qu'une quinzaine de canons et trois, oui trois, hélicoptères *Bell Cobra*, équipés de missiles anti-chars pour «tenir» la route reliant Khorramchar à Abadan. L'envoyé spécial du *Monde* en Iran, Eric Rouleau, qui rend lui aussi hommage au courage des miliciens écrit : «*L'absence quasi totale de l'armée de terre dans le triangle pétrolier, névralgique entre tous, demeure un mystère pour les observateurs étrangers.*» Il raconte comment à Khorramchar et Abadan des guérilleros, «*tantôt rageurs, tantôt les larmes aux yeux*», l'ont interrogé, lui et les journalistes iraniens venus de Téhéran : «*Mais où sont nos forces terrestres ? Pourquoi ne recevons nous pas d'armes lourdes, de munitions ?*» Deux combattants grièvement blessés qui se faisaient évacuer vers Téhéran s'indignaient : «*Lors du conflit contre les rebelles kurdes, nous recevions promptement renforts et armes à la moindre requête. Mais depuis trois semaines nos appels angoissés demeurent sans réponse.* (4)»

LES CHOIX POLITICO-MILITAIRES DE BANI SADR

Bani Sadr, commandant en chef des forces armées et président du Conseil supérieur de défense a justifié cette politique militaire des dirigeants iraniens qui laisse presque l'ensemble des fronts n'être défendus que par les *pasdars* et la population en armes : «*Nos forces terrestres ont affronté des difficultés bien plus sérieuses que les autres armes. Sur 12000 militaires épurés depuis l'instauration de la République islamique,*

(1) *Libération*, 7 octobre 1980.

(2) *VSD*, 15-22 octobre 1980.

(3) *VSD*, 15-22 octobre 1980.

(4) *Le Monde*, 16 octobre 1980.

*10000 sortaient des rangs de l'armée de terre. (...) En outre, la dissidence kurde l'a détournée (*et la détourne encore*) partiellement de sa mission nationale qui est de défendre l'intégrité territoriale du pays. Cela dit, nous avons choisi d'envoyer dans le Sud une division seulement pour ne pas exposer davantage nos forces aux coups de l'artillerie lourde irakienne, mais vous verrez plus tard que notre armée de terre se révélera encore plus efficace que notre aviation.* (5)»

POURSUITE DES COMBATS AU KURDISTAN

Presque chaque mot de cette déclaration est illustratif des choix militaires et des objectifs politiques de Bani Sadr et d'une partie des dirigeants de la République islamique. «*Cette guerre consolide notre République islamique*», a affirmé Bani Sadr à Eric Rouleau et d'expliquer qu'une des bases de cette consolidation était précisément la reconstruction de l'armée régulière : «*Depuis qu'il a été élu, Bani Sadr, selon ses propres dires, s'est attelé à la tâche de "rétablir le moral des militaires dont beaucoup se sentaient humiliés par le nouveau régime".*» Il justifie les entraves aux épurations qu'il a multipliées et sa décision de faire libérer et amnistier les anciens officiers factieux : «*Pour moi, la compétence et le patriotisme viennent avant tout de la fidélité au régime (...), j'ai rendu à l'armée sa fierté tout en la soudant au peuple.*" (6)»

Cela donne tout son sens au choix de l'état-major iranien qui accorde toute la priorité à la réorganisation, loin du front, des unités régulières. Et, pendant ce temps-là, ce sont les miliciens et les *pasdars* qui subissent l'artillerie lourde irakienne. Car, et cela aussi éclaire la politique militaire de Bani Sadr, pendant qu'une division est envoyée au Sud, 20000 hommes sont maintenus au Kurdistan. Les formations politiques kurdes, notamment le *PDKI* et le *Komaleh*, ont fait savoir, dès le début de l'intervention irakienne, qu'elles étaient prêtes à défendre leurs zones contre toutes les incursions militaires irakiennes. Pourtant, le 14 octobre, alors qu'il maintenait cette proposition, le *PDKI* dénoncait, en pleine guerre avec l'Irak, l'accentuation de la répression contre les Kurdes par Téhéran : «*Après Sanandaj, Baneh, Marivan et Saqqez, la ville de Mahabab vient d'être en grande partie détruite par les pilonnages de l'artillerie, provoquant plusieurs centaines de morts*» et le *PDKI* en appelait à l'opinion publique «*dont l'attention est focalisée sur le conflit irako-iranien, à ne pas rester indifférente au martyre de six millions de Kurdes en Iran*». Deux jours plus tard, c'était au tour des *pasdars* d'Ouroumieh, au nord du Kurdistan, d'annoncer que les combats se poursuivent contre les *peshmergas* kurdes (7).

La presse impérialiste ne cache d'ailleurs pas ses souhaits de voir les efforts de Bani Sadr couronnés de succès. Sous le titre *Bani Sadr devient un dirigeant*, l'éditorialiste de l'*Economist* de Londres explique crûment : «*Ainsi le mauvais vent de la guerre apporte quelques bienfaits. Le modéré président iranien, Bani Sadr, a perdu sur le front son allure inefficace de français moyen et peut apparaître comme le dirigeant qu'il n'a pas réussi à être après son élection de janvier. L'ayatollah Khomeiny, en le faisant chef du Conseil supérieur de la Défense, composé de sept personnes, aide le président à maintenir l'effort de guerre sous le contrôle des généraux et non des curés iraniens. Le combat opiniâtre que les soldats sont en train de mener contre un ennemi extérieur va effacer de la mémoire des vieux iraniens le souvenir d'une armée qui n'était considérée que comme le gourdin du chah. Le nouveau prestige du président et des hommes en uniforme pourrait ne pas durer si l'armée irakienne continuait à progresser, même à pas de tortue. Pourtant, une guerre à l'issue indécise pourrait quand même laisser aux forces armées iraniennes une influence toute nouvelle dans la politique du pays.* (8)»

DEUX LIGNES POLITIQUES DE DEFENSE

Mais les éditorialistes du Capital commencent à craindre les effets de l'antagonisme entre les deux lignes de défense militaire qui coexistent et s'opposent en Iran : celle de Bani Sadr et d'une partie des dirigeants de la République islamique et celle qui repose sur la mobilisation semi-spontanée des masses déterminées à défendre, par leurs propres moyens et formes d'organisation, les acquis de la révolution iranienne. Et ce débat commence à être, en Iran même, un débat national. Bani Sadr a déjà interdit de reproduire publiquement les attaques des *pasdars* ou les critiques faites à l'armée régulière sur sa faible participation au combat. Mais aucune censure ne semble être en mesure de contenir l'énorme élan de mobilisation qui se développe à l'échelle du pays. Le Conseil central des *shoras* islamiques, qui regroupait en juillet plus de 900 *shoras* d'usines dispersés dans tout le pays, a demandé formellement voici quelques jours que les autorités procèdent à l'armement généralisé de la population. Nos camarades iraniens nous ont rapporté que le même mouvement se prolonge dans toutes les usines où les travailleurs et leurs *shoras* exigent d'être entraînés et d'être armés pour constituer cette véritable «*armée de vingt millions*», une armée des milices ouvrières capable de défendre et d'approfondir la révolution.

La guerre, avec ses propres nécessités de vigilance, de couvre-feu et de rationnement, a relancé les phénomènes d'auto-organisation dans les quartiers. De façon plus massive que lors de la grève générale qui a précédé la chute du chah, des comités de quartier se sont constitués pour contrôler le rationnement, lutter contre la spéculation et le marché noir. Dans de nombreux cas, des comités animés en partie par les organisations de gauche auraient un degré plus grand d'autonomie vis-à-vis du clergé chiite que n'en avaient les comités de mosquée d'avant l'insurrection des 9-11 février 1979.

La pression du mouvement des masses est suffisamment forte pour qu'une sourdine ait été mise temporairement aux attaques contre les partis et organisations de gauche et surtout pour qu'un mois après le début du conflit, le 20 octobre, Khomeiny fasse un discours demandant à l'armée de donner au Khouzestan davantage d'armes aux «volontaires». Comme en plein milieu de l'insurrection des 9-11 février, qu'il n'avait pas déclenchée, Khomeiny a évoqué la possibilité de «décréter» la *Djihad*, c'est-à-dire la mobilisation de tous les Iraniens en âge de combattre. Cela montre la force, l'ampleur et la dynamique du mouvement de masse qui inquiètent déjà les milieux occidentaux. L'*Economist* de Londres, lui encore, c'est décidément le journal le plus franc et le plus cynique, montrait quel était l'enjeu de cette véritable course de vitesse entre la dynamique de la mobilisation des masses et la reconstruction de l'Etat bourgeois iranien, et avant tout de son armée : «*La bonne tenue des forces armées et le besoin évident qu'en a l'Iran ont rétabli une partie de leur réputation partie en lambeaux. Désormais, les officiers d'active, dont beaucoup ont été tirés de leur retraite forcée, voire de leur prison, pourront parler avec une certaine autorité (...). Mais, si l'armée régulière iranienne voit son prestige augmenter, il en est de même des forces irréguliè-*

(5) *Le Monde*, 11 octobre 1980.

(6) *Le Monde*, 8 octobre 1980.

(7) *Le Monde*, 15 et 16 octobre 1980.

(8) *The Economist*, 18 octobre 1980.

res. Les rapports en provenance de Téhéran disent que les troupes régulières, les gardiens de la révolution, les groupes de guérilla et les milices locales convergent de tout le pays pour défendre les cités menacées. Il n'y a aucun moyen de savoir si la nouvelle cohésion de l'Iran est une réalité établie dans tous les recoins de ce pays troublé. Le souhait est qu'il en soit bien ainsi. Mais il est plus vraisemblable que le contrôle du pays après la guerre sera l'objet d'une compétition entre les Iraniens qui ont combattus l'ennemi irakien plutôt qu'entre ceux qui, publiquement ou à mots couverts, ont cherché à profiter de l'invasion. (9)» Un diplomate occidental tenait d'ailleurs le même langage à un envoyé spécial de *Time* et soulignait comment les enjeux pour toute tentative contre-révolutionnaire s'étaient déplacés : «*Bakhtiar n'a plus d'importance. S'il y a un coup d'Etat militaire, ce ne sera pas un général haï comme Oveissi qui pourra le diriger mais un militaire de l'intérieur.* (10)»

Mais pour l'heure toutes les attentions sont retenues en Iran par l'évolution de la situation militaire sur le front Sud. A petits pas, mais sûrement, l'offensive des colonnes irakiennes qui ont franchi le Chatt el Arab progresse. Elles isolaient complètement, le 22 octobre au soir, les villes de Khorramchar et Abadan. L'envoyé spécial du *Monde* en Irak, Paul Balta, signalait comment les Irakiens semblaient s'installer «*pour de bon*» dans les régions occupées : construction de routes stratégiques et de bâtiments en dur. La presse baasiste insiste désormais sur le caractère «*non iranien*» mais arabe des provinces pétrolières du Khouzestan. L'avance irakienne va relancer à un nouveau niveau le débat sur les meilleurs moyens de défendre militairement la révolution iranienne.

En fait, il n'y a que deux grandes orientations possibles :

— soit la conduite d'une véritable guerre populaire, mais qui, par les mesures militaires (armement généralisé, mise sous surveillance des officiers par des comités de soldats, etc.) et politiques (entre autres le droit à l'autodétermination et le droit à la terre qui seraient les meilleurs mesures pour neutraliser toutes les manœuvres séparatistes menées par le Baas irakien auprès des nationalités arabes et kurdes) signifierait une nouvelle vague de radicalisation ;

— soit la relance à un nouveau rythme de la réorganisation de l'ex-armée impériale, sur une base purement «professionnelle». Mais en corollaire à la deuxième solution, est objectivement posé le problème d'un certain type de normalisation des rapports avec l'impérialisme. C'est dans cette perspective qu'il convient de replacer les derniers développements de la question des otages américains.

L'ex-armée impériale dépend toujours étroitement pour la fourniture de ses matériels, pour leur maintenance et même pour la mise en œuvre à grande échelle de certains systèmes d'armes les plus sophistiqués, des fournisseurs d'armes impérialistes, que ce soient les administrations gouvernementales ou les firmes privées.

A NOUVEAU, LA QUESTION DES OTAGES

Après l'insurrection des 9-11 février 1979, un certain nombre de contrats d'achats d'armes avaient été annulés; plusieurs dizaines de milliers de conseillers militaires engagés sous contrat, en majorité des Américains, avaient été renvoyés dans leurs foyers. Mais Téhéran avait continué d'acheter d'importantes quantités de matériels américains. La presse a rappelé comment l'embargo décidé par Carter avait bloqué, l'année dernière, le transfert en Iran de plus de 350 millions de dollars de matériels militaires qui avaient été payés par le nouveau régime.

La question des otages américains est bien évidemment au centre d'une possible normalisation partielle des rapports entre Téhéran et les capitales impérialistes, en premier lieu Washington. Et la voix du «compromis», justifié au nom du «réalisme militaire» s'est fait entendre dès les premières heures du conflit, en fait, bien avant les «petites phrases de Carter» ou le voyage du Premier ministre iranien Radjai aux Nations-Unies à New York. Le 30 septembre, s'est ouvert une séance du *Majlis* (parlement iranien) pour désigner un comité spécial chargé d'élaborer les conditions d'une solution à la question des otages.

Ce jour-là, un très violent débat s'entama entre les «durs» et les «modérés». L'*hodjatoleslam* Khoeini qui servait d'envoyé spécial de Khomeiny auprès des étudiants de l'ambassade expliqua, pour refuser tout contact avec Washington : «*Nous sommes en train de combattre l'Amérique. Comment pourrions-nous avoir des pourparlers avec nos ennemis ?*» Face à lui, Sahabi, ancien ministre de la République islamique chargé des «*projets révolutionnaires*» expliqua qu'il fallait prendre directement langue avec l'administration Carter. «*C'est la première fois que j'entends dire que nous sommes en train de combattre d'Amérique. C'est très dangereux pour nous de ne pas entrer en contact avec l'Amérique. Ils ont gelé nos avoirs et nous devons discuter avec eux si nous voulons les récupérer. Nous n'avons aucun différend avec le peuple américain*» devait-il conclure dans un beau tumulte (11). Le comité chargé de proposer une solution fut composé majoritairement de députés réputés «durs» et appartenant au PRI. Mais cela n'empêcha pas les partisans du règlement rapide de la question des otages de continuer leur campagne et de marquer des points, y compris au sein de la direction du PRI.

Le 2 octobre, le gouvernement iranien annonçait qu'il veillerait à respecter la libre circulation maritime dans le détroit d'Ormuz. Cette déclaration fut accueillie dans les capitales occidentales comme le signe de la «responsabilité» nouvelle du gouvernement de Téhéran : «*Il est significatif que l'Iran se soit comporté avec une certaine mesure et en calculant les conséquences de ses actes, ce qui n'était guère le cas jusqu'alors du régime des* mollahs. *C'est ainsi que le gouvernement vient d'affirmer qu'il ne fermerait pas le détroit d'Ormuz au trafic international.* (12)» Mais surtout les conseillers et les proches de Bani Sadr, dont on connaît l'opposition de longue date à la poursuite de la détention des otages, ont relancé leur campagne en ce sens.

Dans une interview retentissante accordée le 7 octobre à un journal iranien, Mansour Farhanj, ancien ambassadeur à l'ONU et actuellement conseiller de Bani Sadr, révèlait qu'il avait adressé un long mémorandum au *Majlis* l'engageant à libérer les otages américains, suggérant de réanimer la commission Waldheim de conciliation formée au printemps dernier. «*C'est l'affaire des otages,* déclarait Farhanj au *Monde, qui a contribué largement à notre isolement sur la scène internationale, favorisant ainsi l'agression irakienne qu'aucun Etat au monde n'a condamnée. Il faut en finir avec cette affaire d'autant plus qu'elle sert à un groupe politique pour monopoliser le pouvoir au sein de la République islamique.*» Et Farhanj expliquait bien pourquoi il fallait parvenir à un compromis avec Washington : «*Certes l'URSS a offert d'équiper notre armée mais cela ne servirait à rien car il*

(9) *The Economist*, 11 octobre 1980.

(10) *Time*, 13 octobre 1980.

(11) *Financial Times*, 1er octobre 1980.

(12) *The Economist*, 11 octobre 1980.

est impossible en pleine guerre de réadapter les infrastructures militaires qui sont les nôtres. Nous devons être réalistes et tirer les conclusions des conditions objectives dans lesquelles nous nous trouvons. (13) »

Les spéculations des secteurs les plus «réalistes» se sont bien sûr alimentées des «petites phrases» et des mini-ouvertures de l'administration Carter. Le 15 octobre, et à diverses reprises depuis, Carter déclarait que «*l'Irak était le pays agresseur*» et que les Etats-Unis étaient opposés à un démantelement de l'Iran. Déjà le 22 septembre, Muskie avait expliqué devant les Nations-Unies : «*La sécurité de l'Iran et la stabilité de la région dépendent d'un Iran uni, fort et indépendant, en paix avec ses voisins (...). Avec la fin du régime précédent et la mort du chah, un chapitre de l'histoire s'est fermé. Au moment où un nouveau chapitre s'ouvre, nous soulignons que nous reconnaissons la réalité de la révolution iranienne et nous respectons le droit du peuple iranien de choisir sa forme de gouvernement sans aucune intervention extérieure, quelle qu'elle soit. Avec une nouvelle Constitution, de nouvelles structures gouvernementales et la consolidation graduelle de l'autorité, la République islamique d'Iran peut assumer ses obligations et son indépendance dans cette communauté des nations.* »

A son retour de New York, le Premier ministre iranien a annoncé qu'il pensait que les Etats-Unis seraient prêts à accepter les quatre conditions telles que les avait énoncées l'imam Khomeiny le 12 septembre dernier : non-ingérence dans les affaires intérieures iraniennes, restitution des avoirs iraniens gelés, restitution de la fortune du chah, renonciation par les Etats-Unis à toute poursuite légale et à toute réclamation. Il est certain qu'en Iran, à mesure que la pression militaire irakienne s'accentue sur le Khouzestan, des fractions de plus en plus larges de la bourgeoisie se prononcent en faveur d'un tel compromis dont dépendent pour elle deux questions clés :

— l'accès à la rente pétrolière qui a été quand même le principal support de l'accumulation capitaliste au cours des vingt dernières années en Iran ;
— la possibilité, face à la nouvelle radicalisation du mouvement de masse provoquée par la guerre, de reconstruire à un rythme plus rapide et sur de nouvelles bases un appareil d'Etat stable.

Pourtant de sérieux obstacles demeurent en Iran même sur la voie de cette «normalisation» partielle des rapports avec l'impérialisme :
— d'abord, même si cela reste secondaire, la crise et les luttes de fractions entre les diverses composantes de la direction khomeiniste se poursuivent malgré les discours sur l'Union sacrée. Farhanj rappelait lui-même dans les propos que nous avons cités comment la question des otages avait constitué un enjeu et un instrument de la lutte d'influence entre les diverses fractions, par exemple entre le PRI et les partisan de Bani Sadr.

Mais surtout, il y a l'extrême défiance du mouvement de masse. Une méfiance qui est nourrie par tous les souvenirs des manœuvres politico-militaires de l'impérialisme contre la IIe Révolution iranienne de 1945-1953, par le souvenir de la collusion entre le chah et l'impérialisme ; mais une méfiance populaire qui s'alimente aussi bien de l'actuel comportement de l'armée régulière dans le conflit avec l'Irak que des actes concrets de l'impérialisme américain. Carter déclare peut-être que «*l'Irak est l'agresseur*» et qu'il «*s'oppose à tout démantèlement de l'Iran*», mais des millions d'Iraniens savent aussi que Washington a refusé de retirer ses avions *AWACS* d'Arabie saoudite et que la plus formidable flotte de guerre US jamais rassemblée depuis la guerre du Vietnam, continue de patrouiller dans le golfe Persique et au débouché du détroit d'Ormuz (62 navires de guerre US, anglais et français dont les deux porte-avions *Midway* et *Einsenhower* sont concentrés là). Par millions les ouvriers et les paysans iraniens percoivent très bien qu'au-delà ou qu'en complément des manœuvres de circonstances que Carter peut faire en direction de tel ou tel secteur nationaliste bourgeois en Iran, c'est contre eux, leurs acquis et leur révolution qu'est concentré cet énorme déploiement de forces.

Le 23 octobre 1980. □

13) *Le Monde*, 9 octobre 1980.

Iran

Liberté pour Nemat Jazayeri !

NEMATOLLAH Jazayeri, dirigeant du *HKE* (Parti révolutionnaire des travailleurs), ouvrier dans une usine de Téhéran et ancien animateur aux Etats-Unis du Comité pour les libertés artistiques et culturelles en Iran (*CAIFI*) vient d'être arrêté dans des circonstances obscures.

D'après *Kargar*, journal du *HKE*, du 9 septembre, un administrateur de l'usine *Ray-O-Vac*, où travaille Nemat, lui remit, le 8 septembre, une lettre cachetée à remettre à un inspecteur de la compagnie nationalisée. Le lendemain, la mère de Nemat était informée de son arrestation par des officiers du Comité révolutionnaire central venus perquisitionner.

Depuis lors, aucune communication n'a été autorisée et aucune des charges retenues contre lui n'a été divulguée. Tout porte donc à croire, et c'est la réaction des compagnons de travail de Nemat parmi lesquels circule une pétition réclamant sa libération, que son arrestation est la conséquence de son activité d'organisateur des travailleurs dans l'entreprise. Un travailleur de l'usine, interrogé par *Kargar*, explique que lors d'une récente assemblée, les prises de position de notre camarade lui avaient valu l'hostilité de nombreux membres de la direction et des surveillants opposés aux *shoras* et désireux de prendre des décisions à la place de ceux-ci. Ils auraient ainsi monté un scénario fondé sur de fausses accusations pour se débarrasser de Nemat Jazayeri et profiter de la situation de guerre avec l'Irak pour le faire lourdement condamner.

Cette arrestation est un coup porté au droit des travailleurs à s'organiser dans les entreprises. Et c'est en tant que tel qu'il faut la dénoncer. La campagne menée par le *HKE* pour faire libérer Nemat Jazeyeri doit donc recevoir le plus grand écho international. Des télégrammes de protestation doivent être envoyés pour réclamer sa libération au procureur général de l'Iran, Ali Ghodosi, Bureau de la Tribunal révolutionnaire, à Téhéran, avec un double adressé à *Kargar*, BP 43/174, zone postale 14, Téhéran. □

Nemat Jazayeri